

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT
—xx—
DOCTORAT SCIENCES JURIDIQUES

LE
NOUVEAU TARIF DES AVOUÉS

de Première Instance et d'Appel

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Le Mercredi 9 Juin 1920, à trois heures et demie

PAR

Marcel RAVIART

Avocat à la Cour d'appel d'Angers

JURY D'EXAMEN

MM. CARPENTIER, professeur, président de la thèse
LÉVY-ULLMANN, professeur
HUGUENEY, professeur

LE NOUVEAU TARIF DES AVOUÉS
DE PREMIÈRE INSTANCE ET D'APPEL

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT
DOCTORAT SCIENCES JURIDIQUES

LE
NOUVEAU TARIF DES AVOUÉS
de Première Instance et d'Appel



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Le Mercredi 9 Juin 1920, à trois heures et demie

PAR

Marcel RAVIART

Avocat à la Cour d'appel d'Angers

JURY D'EXAMEN

MM. CARPENTIER, professeur, *président de la thèse*
LÉVY-ULLMANN, professeur
HUGUENEY, professeur

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

*A ma Mère,
A ma Femme.*

CHAPITRE I^{er}

Les Avoués — Leur rôle

Caractère du mandat qui leur est donné

Leur rémunération (*Emoluments*)

Les avoués. — Leur rôle

Les avoués sont des officiers ministériels institués auprès des tribunaux d'arrondissement et des Cours d'appel.

Leurs fonctions sont déterminées par différentes lois, décrets ou arrêtés remontant d'ailleurs à une époque assez reculée. Le premier texte qui régit encore actuellement les avoués est le décret du 29 janvier 1791, qui édicte dans son article 3 « qu'il y aura, auprès des tribunaux de district, des officiers ministériels ou avoués dont la fonction sera exclusivement de représenter les parties, d'être chargés et responsables des pièces et titres des parties et de faire les actes de forme pour la régularité de la procédure et de mettre l'affaire en état » ;

Ensuite, la loi du 27 ventose an VIII, qui ne tarda pas à être suivie par un arrêté des consuls du 18 fructidor an VIII, disposait dans son article 94, que « les avoués auront exclusivement le droit de postuler et de prendre des conclusions devant le Tribunal pour lequel ils sont établis ».

D'après ces textes encore actuellement en vigueur, les avoués, soit de première instance, soit d'appel,

ont le droit de postuler, c'est-à-dire de faire les actes nécessaires à l'instruction des affaires, conformément aux dispositions des lois de procédure. Ils ont en outre le droit de conclure, ce qui signifie qu'ils peuvent représenter les parties en litige devant un tribunal ou devant une Cour d'appel, prendre des conclusions écrites pour elles, lever et signifier les jugements ou arrêts rendus en leur faveur, et à occuper sur l'exécution de ces jugements ou arrêts pendant l'année de leur prononciation (art. 1038 du Code de procédure civile).

De ce que les avoués ont le droit exclusif de postuler et de conclure, il en résulte que leur ministère est obligatoire dans toutes les instances civiles, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il s'agit d'affaires sommaires ou d'affaires ordinaires. Le Code prescrit au surplus, à peine de nullité, la constitution d'un avoué dans toutes les affaires qui doivent se dérouler devant un tribunal d'arrondissement ou devant une Cour d'appel. (Voir notamment les articles 61, 75, 462, 470, 667, 674, 676, 705, 708, 718, 745 et 758 du Code de procédure civile.)

*Nature du contrat qui se forme entre l'avoué
et son client.*

Il se forme, par le fait même de la constitution de l'avoué pour une des parties en litige, un contrat entre cet avoué et son client. Nous ne voulons pas revenir sur les controverses qui se sont élevées sur la nature de ce contrat. Il est au surplus admis aujourd'hui que le contrat qui se forme entre l'avoué et sa partie et aux termes duquel celle-ci lui confie le soin de la représenter en justice, de faire les actes de procédure nécessaires à la défense de ses intérêts et de conclure pour elle, en un mot de postuler et de

conclure, est bien le contrat de mandat tel qu'il est défini par l'article 1984 du Code civil.

Par suite, les règles générales relatives au mandat, à sa nature, à sa forme et aux obligations du mandant et du mandataire, ainsi qu'aux différentes manières dont il prend fin, sont applicables au contrat intervenu entre l'avoué et sa partie. Cependant il n'en est pas moins certain que ce mandat — tout en respectant les règles générales édictées par le Code — est un mandat *sui generis*, d'une nature toute spéciale.

Ce mandat donné *ad litem*, en vue d'un procès déterminé, est avant tout un mandat général, en ce sens que l'on présume que le client confie à son avoué le soin de faire, sans lui en référer constamment, tous les actes de procédure que comporte la direction d'un litige donné. De là découle cette conséquence importante, que l'avoué est censé, jusqu'à preuve du contraire, avoir agi dans les limites de son mandat et par suite c'est à la partie qui prétend que son avoué a outre-passé ses pouvoirs qu'il appartient d'en rapporter la preuve directe et incontestable, contrairement aux principes du droit commun. Cette règle, qui peut paraître sévère, est cependant la conséquence logique du caractère d'officier ministériel que présente l'avoué : on ne veut pas supposer que l'avoué a méconnu son devoir au point de dépasser les limites du mandat qu'il a reçu. C'est pour cela encore que l'avoué n'a pas à montrer en justice le pouvoir qu'il a de représenter tel client et qu'il est cru jusqu'au désaveu.

Mais le caractère tout particulier du mandat *ad litem*, et c'est celui qui nous intéresse dans cet ouvrage, c'est que ce mandat est un *mandat salarié*, à l'inverse du mandat de droit commun qui est réputé gratuit, par sa nature aux termes de l'article 1986 du Code civil. Mais comme conséquence, il en résulte

pour l'avoué une aggravation de responsabilité que n'aurait pas à encourir un mandataire ordinaire et gratuit.

Ainsi, en résumé, le mandat *ad litem* est un mandat tout spécial, *sui generis*, général et donnant droit à un salaire au profit du mandataire.

Ce salaire est équitable, car l'exercice habituel d'un tel mandat constitue une profession pour laquelle des études spéciales sont nécessaires et qui ensuite exige des soins et des travaux spéciaux et approfondis pour la bonne gestion des affaires en litige. Mais le législateur n'a pas voulu laisser dans l'arbitraire le salaire qui pouvait être dû à l'avoué. Le Code de procédure civile annonçait dans son article 1042, qu'un règlement d'administration publique fixerait avant le 1^{er} janvier 1807 la rétribution ou émolument qui reviendrait à l'avoué pour les divers actes de procédure qu'il pourrait avoir à faire dans un litige déterminé.

Le législateur se montrait ainsi fort justement prévoyant, car il envisageait que le monopole des avoués, qui supprimait ou tout au moins amoindrisait la concurrence, pouvait faire craindre des abus et qu'il était raisonnable de fixer d'une manière précise et incontestable le montant des droits que les avoués seraient fondés à réclamer. D'autre part, en agissant ainsi, le législateur permettait à l'avoué de s'assurer quelques avantages pour arriver au recouvrement de ses frais en lui donnant un droit d'action contre son client réfractaire et un droit de rétention sur les pièces de procédure.

Divers tarifs.

Le tarif prévu au Code de procédure ne parut que le 16 février 1807, dans trois décrets, qui fixaient minutieusement toutes les rémunérations que les

avoués pouvaient réclamer. Ces tarifs ne subirent que quelques modifications de détail peu importantes pendant près d'un siècle. A la suite d'un mouvement assez sérieux de protestation des avoués en 1900, qui faisaient valoir justement que le tarif de 1807 était démodé et qu'il convenait de le modifier, un décret du 15 août 1903 promulgua un nouveau tarif qui ne resta en vigueur que quelques mois et qui fut brusquement supprimé en 1904, sans que l'on ait donné de raisons sérieuses de son retrait... On revint alors au tarif de 1807 et à ses inconvénients, et ce n'est qu'après beaucoup de difficultés que les avoués obtinrent, le 17 janvier 1920, la promulgation du décret qui vient d'établir un nouveau tarif, d'ailleurs presque copié sur celui de 1903.

CHAPITRE II

Historique — Tarifs de 1807

Le mandat des avoués est donc un mandat salarié et le législateur n'a pas voulu laisser les avoués fixer eux-mêmes le montant de leur rémunération.

Trois décrets, tous en date du 16 février 1807, vinrent régler et déterminer d'une façon très minutieuse et très précise l'émolument que pourrait percevoir un avoué pour un acte donné.

Le premier décret est intitulé : Tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour Impériale de Paris. Il est divisé en deux livres : le premier est consacré aux justices de paix et le second est relatif à la taxe des frais concernant les tribunaux inférieurs et les cours d'appel. Ce second livre est le seul intéressant pour notre étude, car c'est lui qui contenait la fixation des émoluments des avoués et de tous les autres officiers ministériels. Le titre II de ce livre est exclusivement réservé aux avoués de première instance et d'appel.

Le second décret est relatif à la liquidation des dépens. Il contient en outre le tarif de ce qui est alloué aux avoués pour dresser les états de frais et pour plaider devant le Tribunal en Chambre du Conseil lorsqu'une opposition à taxe a été formée par une des parties en présence dans le litige.

Enfin le troisième décret rend commun à plusieurs Cours d'appel et Tribunaux d'arrondissement le tarif des frais et dépens fixé pour le ressort de la Cour de Paris. Ce décret détermine en outre pour toutes les autres Cours d'appel et pour tous les autres Tri-

bunaux de première instance la réduction qu'il y a lieu d'apporter aux tarifs prévus pour le ressort de la Cour de Paris en vue de la détermination des frais et des dépens.

Plus tard, l'ordonnance du 10 octobre 1841 modifia le tarif des frais et dépens en ce qui concerne les ventes judiciaires de biens immeubles et appliqua aux Tribunaux de première instance de Marseille, Lyon, Bordeaux et Rouen le tarif qui était applicable au Tribunal de première instance établi à Paris. Enfin l'article 16 de cette ordonnance édictait que toutes « les sommes portées dans ce tarif seront réduites d'un dixième dans la taxe des frais et dépens pour les Tribunaux de première instance établis dans les villes où siège une Cour d'appel ou dans les villes dont la population excède 30.000 âmes. Dans tous les autres Tribunaux de première instance, le tarif sera le même que celui qui est fixé pour les Tribunaux du ressort de la Cour de Paris, autres que celui établi dans cette capitale ».

Enfin, les décrets du 12 juin 1850, du 30 avril et du 13 décembre 1862 rendirent communes au Tribunal de Marseille, à la Cour de Toulouse, puis aux Tribunaux de Nantes, Lille et Toulouse les dispositions du décret de 1807 relatives au tarif des frais et dépens édicté pour le Tribunal de première instance établi à Paris.

Champ d'application de ce tarif.

Ainsi, de tous ces textes, il ressort déjà à première vue que le tarif des frais n'était pas uniforme dans toute la France et qu'il y avait lieu de distinguer les avoués en plusieurs catégories, suivant qu'ils habitaient telle ou telle ville ou suivant qu'ils étaient établis auprès d'un Tribunal de première instance ou auprès d'une Cour d'appel. Le tarif de 1807 s'appli-

quait en entier pour les avoués près les Cours d'appel de Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen et Toulouse et il était au contraire réduit pour tous les avoués établis près les autres Cours d'appel. En ce qui concerne les avoués de première instance, on distinguait trois catégories : dans la première, les avoués de Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Toulouse, Lille et Nantes bénéficiaient du plein tarif ; dans la seconde catégorie, les avoués des Tribunaux établis dans les villes qui étaient un siège de Cour d'appel ou dans les villes de plus de trente mille habitants, profitaient alors d'un tarif réduit d'un dixième sur le précédent et enfin dans la troisième catégorie se trouvaient relégués avec un tarif très réduit tous les avoués des autres villes.

D'autre part, on sentait dans le tarif de 1807 l'intention bien nette de ne rien laisser au hasard. En effet, tout y est prévu, catalogué et indiqué d'une manière très précise et très minutieuse. Par suite, la rédaction d'un état de frais d'après ce tarif, donnait lieu à des recherches assez compliquées. C'est ainsi qu'après avoir tout d'abord fait une distinction dans le tarif à appliquer suivant que les avoués appartenaient, d'après la ville qu'ils habitaient, à une catégorie plus ou moins favorisée, il fallait ensuite distinguer entre les affaires dont la procédure est ordinaire et celles dont la procédure est sommaire (article 404 du Code de procédure civile). Cela avait une très grande importance au point de vue des émoluments des avoués. Dans les affaires ordinaires qui sont la règle, les avoués percevaient un émolument distinct en sus de leurs déboursés pour chaque acte distinct de procédure qui avait pu être fait au cours de l'instance. Au contraire, dans les affaires sommaires, les avoués n'avaient pour tout émolument, leurs déboursés étant payés, qu'un droit fixe et assez minime appelé droit de jugement ou droit d'arrêt suivant

que la décision émanait d'un Tribunal ou d'une Cour. Cette manière de faire était très préjudiciable aux avoués, car il arrivait fréquemment que d'importantes affaires, dont la procédure devait être sommaire aux termes de la loi, ne leur donnaient qu'une rémunération infime en raison des difficultés de l'instance, tandis qu'une affaire ordinaire qui ne présentait aucune complication donnait à l'avoué un émolument assez important.

Mais cela ne suffisait pas au législateur et il a poussé le souci de prévoir pour chaque nature d'affaire, suivant qu'elle était contradictoire ou par défaut, suivant le genre de litige, etc..., tous les actes de procédure qui devaient entrer en taxe avec l'émolument afférent à chaque acte. Tout est prévu dans de nombreux chapitres divisés en sections et en articles.

Ainsi, en vertu du tarif de 1807, il fallait distinguer les avoués en diverses catégories suivant la ville qu'ils habitaient, puis il fallait considérer pour le calcul des frais si la procédure était sommaire ou ordinaire et enfin il fallait examiner l'affaire intrinséquement pour savoir exactement les actes de procédure que l'on pouvait faire valablement et l'émolument que chacun de ces actes pouvait rapporter aux avoués.

Ce tarif était très compliqué et d'une application difficile. D'autre part, les rémunérations qu'il accordait aux avoués étaient devenues insignifiantes avec l'augmentation du prix de la vie depuis plus d'un siècle. Il y a donc lieu de s'étonner qu'un tel tarif aussi peu pratique et aussi peu rémunérateur soit resté aussi longtemps en vigueur.

CHAPITRE III

Historique — Tarif de 1903

On se rendit cependant compte à la fin du ^{xix}^e siècle que le tarif de 1807 ne rémunérait plus suffisamment les avoués et que ceux-ci avaient de lourdes charges à supporter.

En effet, une loi du 28 avril 1816 avait obligé les avoués à acheter leurs offices au taux fixé par la chancellerie ; puis une loi du 18 mai 1850 avait soumis les avoués à l'impôt de la patente.

Puis — et ce fut un coup très sensible pour les avoués — la loi du 22 janvier 1851, aggravée ensuite par celle du 10 juillet 1901, établit l'assistance judiciaire pour les plaideurs sans ressources. Dès lors, les avoués durent dans un grand nombre d'affaires prodiguer leur temps et celui de leur personnel sans obtenir la moindre rémunération. Ce fut encore bien pis pour eux, lorsqu'une loi du 27 juillet 1884 eut rétabli le divorce. Le nombre des affaires d'assistance judiciaires augmenta très sensiblement, si bien que près de 25 % des affaires étaient purement gratuites pour les avoués.

Enfin la loi du 9 avril 1898, qui accordait l'assistance judiciaire aux ouvriers victimes d'accidents de travail, acheva de décider les avoués à demander une modification au tarif de 1807. Après quelques réclamations énergiques, les avoués virent leurs efforts couronnés de succès.

Le 4 décembre 1900, un arrêté de M. Monis, alors garde des sceaux, nommait une Commission extra-parlementaire pour procéder à la révision des tarifs

de 1807 qui, disait cet arrêté, « ne correspondent plus ni aux exigences de la vie moderne, ni à l'idée de proportionnalité entre les ressources des plaideurs, l'importance du litige et le service rendu qui devrait être la base d'une tarification de ce genre ».

L'arrêté constatait en outre que « à raison de la multiplicité des textes et de la diversité des émoluments qui varient souvent pour des actes de même nature, il est impossible au justiciable de se rendre compte, avant d'entamer un procès, des frais qu'il entraînera et, après l'avoir engagé, de contrôler les états de frais qui lui sont présentés ».

La Commission se réunit le 10 janvier 1901. Elle estima que les tarifs de 1807, trop compliqués et surannés, devaient être abolis, pour être remplacés par un tarif simple permettant à la fois aux officiers ministériels de subvenir aux besoins et aux charges qui leur incombent, et, d'autre part, aux justiciables de reconnaître quels sont les frais qui doivent ressortir des instances engagées par eux ou des actes de poursuite dirigés contre eux.

Sans rappeler les difficultés que rencontra la Commission dans l'élaboration de son tarif, disons cependant que divers projets furent présentés et repoussés comme insuffisamment rémunérateurs pour les avoués. Finalement, le projet de M. Lalle fut admis par la Commission avec quelques modifications. Le Conseil d'Etat voulut se rendre compte pratiquement du résultat que donnerait l'application de ce tarif et il fit faire la comparaison des produits obtenus par les avoués pendant l'année 1900 avec le tarif de 1807, et ceux qu'ils auraient pu obtenir avec le projet de tarif. Les résultats furent concluants et sur rapport de M. Legrand, le projet de décret fut approuvé par le Conseil d'Etat et fit ensuite l'objet d'un décret de M. le Président de la République du 15 août 1903.

Economie de ce tarif.

Le nouveau tarif entra seulement en vigueur le 16 octobre 1903.

D'après les principes qui avaient dirigé les travaux de la Commission, il était facile de prévoir que ce nouveau tarif ne ressemblerait en rien à celui de 1807.

Tout d'abord, les distinctions de catégories entre les avoués suivant les villes qu'ils habitaient furent supprimées. Il n'y eut plus qu'un seul tarif uniforme pour tous les avoués de première instance et un autre tarif également uniforme pour tous les avoués d'appel. Au surplus, le tarif était calculé de la même façon pour les avoués d'instance et pour les avoués d'appel, mais ces derniers bénéficiaient d'un émoluement un peu plus élevé que celui alloué à leurs confrères de première instance.

D'autre part, si au point de vue de la procédure, il existait encore des affaires sommaires et des affaires ordinaires, il n'en fut plus de même au point de vue du tarif des frais à appliquer. Dès lors, on n'eut plus à envisager pour le calcul de l'émolument la nature de l'affaire, mais seulement son importance, car la rémunération de l'avoué fut calculée selon l'importance du litige et du service rendu.

Le nouveau tarif comprenait quatre titres : le premier était relatif aux avoués des Tribunaux de première instance ; le second concernait les avoués des Cours d'appel ; le troisième avait pour objet les frais de voyage des parties, les frais des experts, dépositaires et témoins et enfin le quatrième contenait des mesures transitoires.

Ce tarif posait en principe que dans toute instance, il peut être dû à l'avoué des émoluments, des déboursés et des honoraires.

Le calcul des émoluments se trouvait bien simplifié

puisque trois éléments entraient seulement en ligne de compte : c'était le droit de conseil, le droit de formalités et le droit d'instruction.

Le droit de conseil était un droit fixe qui existait au profit de tout avoué en cause, soit comme demandeur, soit comme défendeur. Ce droit était de 10 ou de 20 francs suivant l'importance de l'affaire. Il avait pour but de rémunérer l'avoué de l'étude à laquelle celui-ci avait dû se livrer pour éclairer le client qui vient lui demander avis avant d'intenter un procès.

Le second droit accordé à l'avoué s'appelait dans le tarif de 1903 « droit gradué », lorsqu'il s'appliquait à tous les actes de procédure relatifs aux ventes et « droit de formalités » pour tout ce qui concernait les autres matières et les instances. Ce droit était gradué proportionnellement suivant l'importance de l'affaire ; il devait, dans l'esprit des rédacteurs du tarif, rémunérer la besogne matérielle nécessaire pour mener à bonne fin un litige donné.

Enfin, le troisième droit, appelé « droit d'instruction », était la rémunération du travail intellectuel de l'avoué et constituait la véritable réforme du tarif. Abandonnant les principes de 1807, qui avaient pour résultat de mettre en opposition les intérêts de l'avoué et ceux de son client, le tarif de 1903 proportionnait la rémunération de l'avoué à l'intérêt en litige par ce droit proportionnel et décroissant qui était bien prévu et déterminé et qui ne pouvait être inférieur à un certain minimum, ni excéder un maximum donné.

Ces trois droits constituaient la rémunération ou « émolument » de l'avoué. Mais en outre, le tarif de 1903 prévoyait dans son article 73 que l'avoué pouvait se faire rembourser ce qu'il aurait dû verser à d'autres officiers ministériels pour solutionner une instance, ainsi que divers frais de papeterie qu'il a pu faire pour son client.

Enfin, le tarif prévoyait en outre, que l'avoué pou-

vait réclamer à son client des honoraires particuliers et non tarifés. Mais pour cela, il fallait que l'avoué se mit d'accord avec son client.

Ainsi ce tarif supprimait entièrement tous les détails si minutieux du tarif de 1807 et innovait en créant comme émoluments, trois droits spéciaux et judicieusement établis.

CHAPITRE IV

Historique — Retour au tarif de 1807

Projets de réforme — Tarif de 1920

Cependant ce tarif, qui constituait une si heureuse innovation et qui avait été bien accueilli, ne devait pas durer bien longtemps. Quelques critiques avaient été élevées contre lui et l'on prétendait qu'il était trop onéreux pour les plaideurs. Cela n'a pu être démontré d'une manière bien précise en raison du peu de temps pendant lequel il fut appliqué.

En effet, brusquement et pour ainsi dire, sans que rien ne put le laisser présager, ce tarif fut rapporté le 14 juin 1904. On ne put en connaître la raison car le Garde des Sceaux ne le fit pas savoir dans son rapport au Président de la République, et le *Journal Officiel* qui publia le décret rapportant le tarif de 1903 ne donna aucun motif de ce retrait aussi inopiné.

Retour au tarif de 1807. — Projets de réforme.

On revint alors au régime du tarif de 1807 qui fut à nouveau appliqué avec tous ses détails minutieux et pendant quelques années tout au moins, aucune contestation sérieuse ne s'éleva.

Mais la vie devenait de plus en plus chère, les avoués voyaient leurs frais généraux augmenter (surtout les salaires de leurs clerks) sans que leurs émoluments aient augmenté. Aussi, la Conférence des avoués des départements avait elle demandé énergiquement, dès avant la guerre, un tarif plus rémuné-

rateur. Plusieurs projets furent examinés sans succès. Puis la guerre survint et le travail se trouva retardé pendant quelques années.

Il fallut attendre le 17 août 1918 pour qu'un décret institua une Commission chargée de l'étude du relèvement des tarifs de tous les officiers ministériels.

Après de longues discussions et un examen approfondi de la question, la Commission estima qu'il y avait lieu de se baser sur les grandes lignes du tarif de 1903, dont les principes paraissaient excellents.

Un projet du nouveau tarif fut rédigé et soumis dans le courant de juillet 1919, par le Garde des Sceaux, à l'avis des Parquets généraux, des Parquets de première instance, et de toutes les Chambres d'avoués, tant de première instance que d'appel. Dans les grandes lignes, ce projet fut approuvé en tant surtout qu'il allouait aux avoués dans chaque affaire, un droit fixe qui constituait la rémunération de l'étude du dossier et un droit proportionnel qui variait avec l'importance du litige. Mais de nombreuses réclamations se firent aussi entendre, surtout sur le montant des émoluments alloués aux avoués et que ceux-ci trouvaient trop minimes.

Ce projet retourna à la Commission qui apporta quelques modifications (en général défavorables aux avoués) sur certains points de détail et enfin le décret établissant le nouveau tarif fut soumis au Garde des Sceaux qui le présenta le 29 décembre 1919 à M. le Président de la République avec le rapport suivant : « Le tarif actuel des avoués remonte au 16 février 1807 ; il n'est plus en harmonie avec les nécessités du jour. Il avait été abrogé en 1903 et on lui avait substitué un nouveau tarif qui, après une expérience de quelques mois, a été lui-même rapporté. Ce tarif de 1903 a été adopté comme base de la nouvelle réforme ; on y a seulement apporté les modifications que l'application qui en a été faite, ont paru rendre

nécessaires. Le tarif des diverses classes d'avoués a été unifié sur le taux de celui des avoués de Paris. A titre de simplification, on a remplacé le droit de conseil et de formalités par un seul droit fixe. Par contre, on a majoré dans d'appréciables proportions un certain nombre d'articles du tarif de 1903, notamment le droit proportionnel qui remplace l'ancien droit d'instruction. »

Nouveau tarif du 17 janvier 1920.

A la suite de ce rapport, M. le Président de la République signa le même jour, 29 décembre 1919, le décret qui lui était soumis, mais cependant ce décret ne parut au *Journal Officiel* que le 17 janvier 1920, et par suite, dans la pratique, le nouveau tarif sera appelé « tarif de 1920 ».

Comme le rapport du Garde des Sceaux l'indique et comme le laissaient prévoir les travaux préparatoires, c'est un retour presque complet au tarif de 1903. Ce que l'on a visé avant tout, c'est remplacer un tarif suranné par quelque chose de plus approprié aux exigences de la vie actuelle. On a cherché aussi, comme en 1903, à simplifier la confection des états de frais et l'on a pensé à relever — bien légèrement — les émoluments des avoués.

CHAPITRE V

Economie générale du nouveau tarif

Le nouveau tarif de 1920, qui reprend les principes directeurs de celui de 1903, se caractérise par trois grandes modifications par rapport au tarif de 1807.

a) *Suppression des distinctions de classe entre les avoués. — Tarif uniforme.*

Sous le régime du décret de 1807, nous avons dit que les avoués de première instance étaient classés en trois groupes suivant l'importance de la ville qu'ils habitaient. Les avoués d'appel étaient divisés en deux catégories. Dorénavant, il n'y aura plus qu'un seul tarif dans toute la France pour les avoués de première instance et un tarif identique (mais dont les émoluments seront un peu plus élevés) pour tous les avoués d'appel. Le tarif de 1920 a visé fort justement à l'unification des frais pour un même litige devant des juridictions d'un même degré. Sans doute, quelques avoués des grandes villes pourront-ils s'en plaindre un peu et faire valoir que leurs émoluments ne seront pas sensiblement augmentés avec le nouveau régime. Peut-être prétendront-ils que leurs frais généraux sont plus élevés que ceux des avoués des petites villes. Mais il faut aussi remarquer que la vie est maintenant à peu près aussi chère dans toute la

France et que si les frais généraux sont un peu plus grands dans une ville importante que dans une petite, les litiges portent généralement sur des sommes plus considérables et qu'il se produit ainsi une compensation incontestable.

Selon nous, cette unification du tarif est excellente et très équitable en ce sens qu'elle met tous les avoués au même rang et que d'autre part, les plaideurs n'auront pas à supporter des frais plus ou moins élevés suivant que le Tribunal ou la Cour qui avait à statuer sur le litige faisait partie d'un groupe où le tarif des frais était appliqué d'une façon plus ou moins rémunératrice pour l'avoué.

b) Suppression de la distinction entre les affaires sommaires et les affaires ordinaires.

Une autre conséquence du nouveau tarif et qui est encore calquée sur celui de 1903, est la suppression de la distinction au point de vue du calcul des frais entre les affaires à procédure sommaire ou à procédure ordinaire. Sans doute, les affaires que le Code de procédure a classées comme devant être jugées sommairement, c'est-à-dire avec le minimum de formalités et le plus rapidement possible, continueront-elles à voir appliquer les mêmes règles de procédure. D'ailleurs un décret ne peut modifier ce qui est prévu par une loi. Mais ce que l'on a eu en vue dans le tarif de 1920, c'est de calculer exactement de la même façon les frais d'une affaire quelle qu'elle soit. C'est encore une conséquence de la simplification du tarif et de l'autre principe que l'avoué doit être rémunéré proportionnellement à son travail, à sa responsabilité et par suite à l'importance de l'intérêt en litige dans une affaire déterminée.

Avec le tarif de 1807, on voyait couramment de

très importantes affaires (et surtout devant les Cours, les appels des jugements des Tribunaux de commerce) qui ne donnaient à l'avoué qu'un émolument dérisoire appelé droit de jugement ou droit d'arrêt (suivant les juridictions) que parce que la procédure en était sommaire. Au contraire, des affaires qui ne présentaient aucune difficulté rémunéraient plus largement l'avoué du peu de travail qu'il avait eu à fournir, parce que l'affaire était considérée par le Code comme ordinaire. Dorénavant, cette bizarrerie n'existera plus et les avoués n'auront plus à s'occuper, pour calculer leurs émoluments, de la nature de l'affaire, ni du genre de procédure qui lui est applicable.

*c) Création d'un nouveau mode de calcul
des émoluments.*

Mais la grande innovation du tarif de 1920 est la suppression d'un émolument spécial pour chaque acte de procédure et la création de deux droits spéciaux qui constituent à eux seuls tout l'émolument qui doit revenir à l'avoué dans une affaire donnée. A côté de ces deux droits, il est bien entendu que l'avoué pourra recouvrer sous le nom de « déboursés » toutes les sommes qu'il aura dû verser à d'autres officiers ministériels ou publics pour mener un procès à bonne fin.

Par suite, dorénavant, l'avoué pourra très facilement faire un état de frais, car il n'aura, d'une part, qu'à mentionner ses déboursés et d'autre part, comme émoluments, les deux droits qui viennent d'être prévus par le tarif de 1920 et qui s'appellent l'un : droit fixe, et l'autre : droit proportionnel. Ce sont ces deux droits qui sont la base du nouveau tarif et qui méritent une étude spéciale.

§ I. — DROIT FIXE

Son but. — Celui qui croit avoir des droits à faire valoir en justice ou contre qui une action judiciaire est intentée, a besoin de consulter un homme expérimenté sur ce qu'il doit faire. Or, l'avoué qui se livre à l'examen d'une affaire, doit être rémunéré de l'étude à laquelle il s'est livré pour son client et c'est justement cette rémunération que le tarif de 1920 lui alloue sous le nom de droit fixe.

Quand est-il perçu? — Ce droit, qui comme son nom l'indique, est toujours le même dans des conditions données, est alloué dans toutes les affaires, qu'elles soient contradictoires ou par défaut, que la procédure en soit sommaire ou ordinaire. Il est alloué à tout avoué en cause, qu'il soit demandeur ou défendeur.

Le montant de ce droit est en principe de 50 francs pour les avoués de première instance et de 100 francs pour les avoués d'appel. Mais dans certains cas limitativement prévus et que nous examinerons plus loin en détail, ce droit fixe n'est plus alloué en totalité, mais seulement par fractions et dans les conditions prévues par les articles 2 et 72 du nouveau tarif.

Pour éviter sans doute l'augmentation des frais d'un procès, le législateur a prévu que les avoués dans une même cause ne pourraient obtenir qu'un seul droit fixe. Et pour éviter toute contestation l'article 3 du décret du 17 janvier 1920 précise qu'il faut entendre par les mots « une même cause » toutes les demandes introduites séparément, mais sur lesquelles, par suite de jonction, il est statué par un seul et même jugement. Ainsi constituera seulement une « même cause » tout litige, même comportant plusieurs demandes introduites successivement, s'il

est statué sur toutes ces demandes par un même et unique jugement.

Toutefois, lorsqu'il y a plus de deux parties dans une instance sur demande principale, le droit fixe perçu par l'avoué qui a suivi ou conclu contre plusieurs parties, est élevé de moitié par chacune de ces parties, en sus de la première et jusqu'à concurrence de trois, pourvu qu'elles aient des avoués différents et des intérêts distincts.

§ 2. — DROIT PROPORTIONNEL

Son but. — Contrairement au tarif de 1807, qui, sauf dans les ventes, n'allouait aux avoués que des droits fixes et ne tenait aucun compte de l'importance des affaires, ce qui avait pour conséquence de placer l'intérêt de l'avoué en opposition avec celui du plaideur, en donnant à chaque acte de procédure sa rétribution particulière et indépendante et ce qui en même temps n'était pas équitable puisqu'il faisait supporter à des affaires d'inégale valeur une catégorie de frais d'actes toujours identiques et d'un prix uniforme, le nouveau tarif de 1920 rémunère l'avoué proportionnellement à l'intérêt en litige. Par suite, il est évident que plus le chiffre du litige sera élevé, plus grande sera la rémunération de l'avoué. Il nous paraît très équitable qu'une affaire importante rémunère plus l'avoué qu'une affaire d'un intérêt minime. Au surplus, on a évité les exagérations qui auraient pu se produire avec un droit simplement proportionnel car le droit créé par le décret de 1920 est un droit proportionnel dégressif, c'est-à-dire que le pourcentage du droit alloué à l'avoué diminue alors que l'intérêt du litige augmente. C'est ainsi, par exemple, que devant un Tribunal de première instance, le droit proportionnel est calculé aux taux de

3 % sur les 2.500 premiers francs litigieux, tandis que ce taux se trouve réduit à 0,50 % seulement pour toute somme litigieuse comprise entre 20.000 et 100.000 francs.

Comment calculer l'intérêt du litige ?

Aux termes de l'article 5, le droit proportionnel doit être calculé sur le montant des conclusions, tant principales qu'incidentes et reconventionnelles, déduction faite de la partie de ces conclusions qui n'a pas été soutenue. Ainsi, le montant du litige sera déterminé en principe par le total de toutes les demandes contenues dans les conclusions des parties en présence, sans distinguer suivant les cas s'il s'agit du demandeur, du défendeur, de l'appelant ou de l'intimé. Cependant, ne doit pas entrer en ligne de compte, la partie des conclusions qui n'a pas été soutenue. On a sans doute craint que des avoués peu consciencieux ne fissent faire à leurs clients des demandes exagérées et irrecevables qui auraient été abandonnées au dernier moment, mais qui auraient augmenté sensiblement le chiffre de l'intérêt en litige. Il faut donc que celui qui émet une prétention quelconque, l'estime suffisamment fondée et la fasse soutenir devant le Tribunal pour que le montant de cette prétention puisse servir de base au calcul du droit proportionnel.

Le mode de procéder en appel pour déterminer le montant de l'intérêt en litige est le même. D'après l'article 74, il est déterminé par les conclusions prises. Par suite, pour le calcul du droit proportionnel, on doit envisager tout ce qui est remis en jeu à la suite de l'acte d'appel. Notamment on doit tenir compte tant de l'appel principal que de l'appel incident ainsi que des demandes additionnelles ou

reconventionnelles, mais seulement alors lorsque ces dernières sont déclarées recevables. C'est l'ensemble des demandes portées dans les conclusions soumises à la Cour d'appel qui fixe le montant de l'intérêt en litige.

Toutefois, il est facile de se rendre compte que l'on ne pourra pas toujours évaluer exactement l'intérêt en litige et une fois le principe posé, en général, le législateur se devait, pour toute une certaine catégorie d'affaires, d'indiquer la manière de calculer en quelque sorte forfaitairement, le montant du litige.

Evaluation du litige dans certaines affaires.

L'article 6 a prévu pour les avoués de première instance le mode de calcul du droit proportionnel dans cinq espèces d'affaires d'un genre particulier. L'article 74 s'y réfère en ce qui concerne les avoués d'appel. Selon nous, ces affaires sont bien limitativement désignées et il n'y a pas lieu d'en comprendre d'autres dans cette catégorie spéciale. Au surplus, nous devons signaler que ce mode d'évaluation particulier ne doit s'appliquer qu'à défaut d'éléments d'appréciation suffisants résultant de la demande elle-même et permettant l'application des principes généraux de l'article 5.

a) La première espèce d'affaires pour lesquelles un mode spécial de calcul du droit proportionnel est prévu concerne les demandes en exécution ou en résiliation de baux.

L'intérêt du litige est alors déterminé, aux termes de l'article 6, § 1^{er}, par une valeur égale au montant cumulé des loyers ou fermages échus ou à échoir, sans toutefois que le chiffre global sur lequel doit porter le droit proportionnel soit supérieur à cinq années.

Ainsi pour tout procès qui sera relatif soit à l'exécution, soit à la résiliation d'un bail (sans qu'il y ait à distinguer s'il s'agit d'un bail à ferme ou d'un bail à loyer), il suffira pour avoir le montant de l'intérêt en litige sur lequel on calculera le droit proportionnel d'additionner le montant des loyers échus ou à échoir, suivant les cas. Mais si le bail avait une durée supérieure à cinq années, l'addition des loyers contestés ne pourrait porter que sur cinq ans au maximum.

Naturellement, il va sans dire que si dans une instance en exécution ou en résiliation de bail, il intervenait de la part du demandeur une demande additionnelle facile à déterminer d'après les principes généraux, ou de la part du défendeur une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, par exemple, il y aurait lieu d'appliquer les principes généraux de l'article 5 pour l'ensemble des demandes faciles à déterminer.

b) La deuxième catégorie d'affaires comprend les demandes en constitution de rente viagère ou en résiliation du contrat.

L'intérêt du litige se détermine par le capital exprimé au titre ou par une valeur égale à dix fois la rente annuelle demandée ou déjà existante, ou au montant cumulé des annuités si la durée de la rente est inférieure à dix années.

Aucune difficulté ne doit se présenter pour déterminer l'intérêt du litige lorsque le capital est exprimé au titre. Mais s'il ne l'est pas, on évalue forfaitairement le montant du litige en multipliant par 10 la rente annuelle qui est demandée ou qui existe déjà. Si la rente litigieuse a une durée inférieure à dix années, il suffira d'additionner le montant des annuités pour obtenir le chiffre de l'intérêt en litige. Ainsi, en supposant qu'une rente annuelle de mille francs soit contestée et que la durée de cette rente en

soit illimitée, le montant du litige sera obtenu en multipliant par 10 le chiffre de la rente, soit $1.000 \times 10 = 10.000$. Ce serait donc sur 10.000 francs, montant de l'intérêt en litige que l'on devrait calculer le droit proportionnel. Mais si la rente contestée n'est prévue que pour cinq années, par exemple, il suffira de multiplier le chiffre annuel de la rente par le nombre d'années, en l'espèce ce serait par 5 et le produit de cette multiplication servirait de base au calcul du droit proportionnel.

c) Nous trouvons dans le troisième groupe, les demandes relatives aux rentes ou pensions dérivant soit d'accidents du travail, soit de l'obligation alimentaire en vertu des articles 205 et suivants du Code civil. Dans ce cas, le montant du litige est déterminé par une valeur égale à quatre fois la rente annuelle demandée jusqu'à 250 francs et pour le surplus par une valeur égale à quatre fois le chiffre résultant de la condamnation.

Ainsi, pour toute demande de rente ou de pension inférieure à 250 francs, il suffit de multiplier par quatre le montant de la demande pour avoir le chiffre de l'intérêt en litige qui sert de base au calcul du droit proportionnel. Une demande de 200 francs de rente présente donc un intérêt litigieux total de $200 \times 4 = 800$ francs, sur lesquels se calcule le droit proportionnel. Mais pour toute demande excédant 250 francs de rente ou de pension, il faudra seulement faire porter la multiplication par quatre sur le montant de la condamnation, si le Tribunal alloue une rente supérieure à 250 francs. Lorsque le demandeur est débouté de sa demande ou que la condamnation prononcée à son profit est égale ou inférieure à 250 francs, c'est seulement jusqu'à concurrence de 250 francs (et non sur le montant de la demande) que l'on pourra opérer la multiplication par quatre qui permettra de déterminer le montant du litige.

d) Pour les demandes relatives aux contrats d'assurances de toute nature, l'intérêt en litige est déterminée par une valeur égale au montant cumulé soit des primes échues, soit des arrérages restant à courir, sans toutefois que cette valeur globale excède dix années. Ainsi, suivant les cas, il suffira d'additionner le montant des primes échues ou le montant des arrérages restant à courir, mais l'addition ne pourra porter sur un nombre d'années supérieur à dix. C'est sur le total de cette addition que l'on aura à calculer le droit proportionnel.

e) Enfin, pour les demandes relatives aux prestations en nature, l'évaluation de l'intérêt du litige sera la même que celle qui sera faite pour la perception du droit d'enregistrement. Selon nous, si les parties en présence avaient rédigé avant leur désaccord un acte quelconque dans lequel elles auraient mentionné, comme cela se fait très souvent en pratique, que l'évaluation pour les droits d'enregistrement est fixée à une somme déterminée, c'est cette somme qui devra servir de base pour déterminer le montant de l'intérêt en litige. Mais si rien n'a été prévu par les parties, c'est l'évaluation qui sera faite par le receveur d'enregistrement en vue de la perception des droits qui permettra de calculer le droit proportionnel.

Détermination du litige portant sur un immeuble.

Lorsqu'un procès porte sur un immeuble, il est évident que si la valeur de cet immeuble est établie par des actes quelconques, on devra appliquer les principes généraux de l'article 5 ; mais si la valeur en est indéterminée, on l'arbitrera, aux termes de l'article 7, en multipliant le revenu annuel de cet

immeuble par 25 si c'est un immeuble rural, et par 20 seulement, s'il s'agit d'un immeuble urbain. D'après cette règle, une ferme, par exemple, qui rapporterait à son propriétaire un revenu annuel de 2.000 francs sera considérée comme ayant une valeur de $2.000 \times 25 = 50.000$ francs et c'est sur cette somme que l'on calculera le droit proportionnel. Pour une maison d'habitation urbaine donnant un même revenu de 2.000 francs par an, la valeur ne sera estimée qu'à $2.000 \times 20 = 40.000$ francs seulement pour le calcul du droit proportionnel.

Si un droit d'usufruit est établi sur cet immeuble, l'usufruit comme la nue-propriété sont respectivement évalués à la moitié de la valeur de l'immeuble.

Demandes portant sur un intérêt pécuniaire.

Il pourra aussi se produire que des demandes portant sur un intérêt pécuniaire ne puissent cependant être suffisamment déterminées quant à l'intérêt en litige. Dans ce cas, les avoués de la cause devront au moment de la mise au rôle, faire une déclaration spéciale sur laquelle on évaluera provisoirement le droit proportionnel. Cette déclaration n'est pas déterminée en général par le nouveau tarif qui laisse, dans son article 8, les Chambres de discipline des avoués fixer sous leur contrôle la manière et les formes dans lesquelles cette déclaration devra être faite. Par suite, des différences, peut-être assez sensibles, pourront se manifester dans toute la France sur ce point entre les diverses Chambres d'avoués. Il est à souhaiter qu'une entente se produise entre elles pour fixer à peu près également le mode de détermination provisoire de l'intérêt en litige dans cette catégorie d'affaires.

Mais si les avoués en cause ne s'entendent pas sur

le chiffre de l'évaluation provisoire, c'est la Chambre des avoués qui donne son avis pour fixer le chiffre de l'intérêt en litige.

On devra procéder à la même évaluation provisoire pour les demandes dont l'objet principal n'a pas trait à des intérêts pécuniaires et notamment pour les affaires concernant l'état civil, les droits civils et civiques et la capacité juridique des personnes. Dans ce cas, l'évaluation doit être faite en tenant compte des difficultés de l'affaire. Il est à noter que le projet du nouveau tarif mentionnait aussi que l'évaluation devait tenir compte de la situation des parties. Mais le décret du 17 janvier 1920 a supprimé cette considération en craignant sans doute des abus.

Cependant, cette évaluation faite par les avoués n'est que provisoire, et elle doit être ratifiée par le président du Tribunal saisi. Toutefois, si l'instance se termine sans jugement, l'appréciation du président n'est pas nécessaire et l'on ne doit y recourir que si les parties l'exigent. Au contraire, toute instance qui se termine par une décision judiciaire doit obligatoirement être soumise au président qui apprécie définitivement et souverainement l'évaluation provisoire faite par les avoués. Pour éviter toute contestation ultérieure, mention de cette décision est portée au plumitif. Les avoués devront donc s'incliner devant l'évaluation faite par le président, sans recours possible, tandis que les parties auront encore la ressource de faire, dans tous les cas, procéder à la taxe.

Ces principes sont applicables à toutes les instances qui se produisent soit devant les Tribunaux civils, soit devant les Cours d'appel (art. 8, 9 et 75).

Il nous semble que puisque le décret de 1920 reconnaît implicitement que ces diverses demandes ne peuvent pas être évaluées en argent, il y a contradiction à exiger que l'intérêt du litige dans ces sortes d'affaires soit déterminé par une somme d'argent. Ce

qu'il eût été préférable d'exiger, c'était une déclaration indiquant le montant du droit proportionnel des avoués.

Demandes formées séparément.

Lorsque plusieurs demandes fondées sur une même cause et dirigées soit contre une même partie, soit aussi contre des parties différentes, ont été introduites séparément au lieu d'être réunies dans le même exploit, le droit proportionnel n'est dû que sur celle des demandes procurant l'émolument le plus élevé. Mais le droit fixe sera perçu pour chaque demande, car l'avoué a donné un conseil dans chaque affaire.

Demandes ne résultant pas de convention.

L'intérêt du litige, d'après l'article 11, est déterminé par le chiffre de la demande jusqu'à 5.000 francs et pour le surplus par le chiffre de la condamnation dans les demandes principales en dommages-intérêts qui ne résultent d'aucune convention. Lorsque la demande en dommages-intérêts est, soit l'accessoire d'une demande principale, soit l'objet ou l'accessoire d'une demande reconventionnelle, elle entre en ligne de compte pour le calcul de l'émolument, mais jusqu'à concurrence seulement du chiffre de la condamnation.

Les demandes en dommages-intérêts dont il s'agit dans cet article 11 sont celles qui ne résultent d'aucune convention, telles que les demandes d'indemnité ayant pour cause un délit, un quasi-délit, ou un quasi-contrat. Comme dans ces sortes d'affaires, les plaideurs ont une tendance à exagérer leurs réclamations, l'article 11 indique comment l'intérêt du litige

est déterminé pour la fixation du droit proportionnel. Jusqu'à 5.000 francs, le chiffre de la demande principale est pris pour base de calcul et au delà de cette somme, on prend le chiffre de la condamnation. Ainsi dans une affaire en 20.000 francs de dommages-intérêts pour délit, quasi-délit ou quasi-contrat, sur laquelle le Tribunal a alloué 10.000 francs, le droit proportionnel n'est calculé que sur cette dernière somme. Si le demandeur est débouté de sa demande ou s'il obtient une somme inférieure à 5.000 francs, alors qu'il en réclamait davantage, on devra quand même calculer le droit proportionnel en prenant pour base l'intérêt du litige fixé à 5.000 francs.

Il est toujours calculé sur le chiffre de la condamnation pour les demandes incidentes ou reconventionnelles en dommages-intérêts qui ne résultent d'aucune convention. On n'a pas égard dans ces affaires aux chiffres réclamés. Mais sauf l'exception précédente, n'est pas soumise au droit proportionnel, la demande qui est l'accessoire d'une demande principale, lorsqu'elle est formée au cours d'une instance rémunérée par un droit de même nature.

§ 3. — DÉBOURSÉS

Les deux droits fixe et proportionnel que nous venons d'étudier constituent la rémunération propre de l'avoué, autrement dit, son « émolument ». Mais pour mener à bien un procès, l'avoué doit toujours faire, faire certains débours et il est tout naturel que les frais dont il a fait l'avance lui soient remboursés.

Cependant, le nouveau tarif n'a pas voulu laisser dans l'arbitraire ce que les avoués peuvent être fondés à réclamer et il a prévu d'une façon générale, et non limitative, les différents frais que les avoués peuvent avoir à faire et dont ils sont fondés à exiger le remboursement.

Ces frais ou « déboursés » qui sont prévus par l'article 67, sont au nombre de 5. Mais il va sans dire qu'en fait il pourra y avoir lieu à remboursement à un avoué de toute autre dépense non prévue audit article, pourvu qu'elle soit justifiée et utile à la cause.

Aux termes de l'article 67, sont comptés comme déboursés, notamment :

1° Les frais de papeterie et d'impression autorisés par délibérations régulières des cours et des Tribunaux ;

2° Les copies ou extraits de pièces à signifier, s'il s'agit de jugements, actes de procédure, actes notariés ou sous seings privés, procès verbaux, expéditions de toutes espèces délivrés tant par les greffiers que par tous autres fonctionnaires ou officiers publics ;

3° La copie collationnée, prévue à l'article 2194 du Code civil et les copies de l'extrait à dénoncer aux créanciers inscrits ;

4° Les frais de voyage ;

5° Les frais de correspondance.

Nous allons examiner en détail chacune de ces catégories de déboursés car leur mode d'évaluation diffère sensiblement.

a) *Frais de papeterie et d'impression autorisés.*

Il est d'usage, déjà depuis longtemps, dans un certain nombre de Cours et de Tribunaux, d'exiger que les avoués remettent non seulement un exemplaire des conclusions signifiées, ainsi que le prescrivent les articles 33 et 72 du décret du 30 mars 1808, mais un nombre parfois élevé d'exemplaires et

les avoués se trouvent alors obligés de faire imprimer leurs conclusions. Il en est de même devant les Cours d'appel en ce qui concerne le jugement frappé d'appel et qui, d'après les usages de toutes les Cours, doit être imprimé pour être distribué aux membres de la Cour.

Cet état de choses ne pourra continuer que si les Tribunaux et les Cours d'appel prennent des délibérations qui permettent aux avoués de réclamer leurs déboursés d'impression.

Il devra en être de même pour les frais de papeterie maintenant fort élevés qui seront rendus nécessaires par un procès quelconque. Selon nous, les avoués ont le plus grand intérêt à solliciter au plus tôt une délibération du Tribunal ou de la Cour près duquel ils sont accrédités pour faire déterminer ce qu'ils pourront valablement réclamer sous le titre déboursés.

Nous estimons, en outre, qu'il serait difficile de vouloir calculer pour chaque affaire le montant précis des frais de papeterie et d'impression et la meilleure solution sera certainement l'évaluation faite forfaitairement par les Tribunaux ou les Cours de ces divers frais. La détermination d'un chiffre moyen, et invincible, devra satisfaire tout le monde.

b) Copies ou extraits de pièces à signifier.

Le droit fixe et le droit proportionnel alloués aux avoués les rémunèrent de tous les actes de procédure, signification de ces mêmes actes, signification des qualifiés et signification du jugement à partie (article 1^{er}). Pour ces copies et significations, les avoués ne peuvent rien réclamer soit comme déboursés, soit à toute autre titre. Mais, au contraire, ils ont le droit de compter, comme déboursés, les copies prévues par

l'article 67-2°, c'est-à-dire les copies ou extraits à signifier de jugements, actes de procédure, actes notariés ou sous seing privé, expéditions de toute espèce délivrés tant par les greffiers que par tous autres fonctionnaires ou officiers publics.

Il va sans dire que l'avoué qui aura dû se procurer un de ces actes auprès d'un officier ministériel, sera fondé à se faire rembourser la somme qu'il aura versée pour se procurer cet acte. Mais en outre, les copies de ces actes que l'avoué devra faire et signifier lui seront taxées au prix uniforme de 0,50 par rôle d'expédition de vingt lignes à la page et de douze syllabes à la ligne, compensation faite entre les lignes et d'une feuille à l'autre (art. 68).

Selon nous, ces articles 67 et 68 étant placés au chapitre des déboursés, s'appliquent non seulement aux instances devant les Tribunaux ou les Cours d'appel, mais aux ventes, aux ordres, aux contributions et à toutes les procédures quelles qu'elles soient.

Cependant une question peut naître de l'interprétation de l'article 1^{er} et de l'article 67. Nous avons vu que la signification du jugement à avoué et à partie figure dans l'énumération des actes qui, aux termes de l'article 1^{er}, ne donnent lieu à aucune rétribution particulière et l'on peut se demander si les avoués ont droit à l'allocation particulière de 0,50 par rôle pour les copies à signifier du jugement.

L'affirmative ne nous paraît pas douteuse. Par la signification du jugement à avoué et à partie, dans le sens de l'article 1^{er}, il faut entendre seulement les actes mêmes de signification, c'est-à-dire l'original de l'acte de signification à avoué, la copie de cet acte, et l'original de signification à partie qu'il est d'usage de rédiger dans l'étude de l'avoué. Quant aux copies de jugements ou arrêts, signifiées par actes d'avoué ou par exploits, il résulte clairement des articles 67 et 68 qu'elles sont taxées à 0,50 du rôle.

Le refus de remboursement des dépenses occasionnées par les copies de jugements ou arrêts eut été d'autant moins compréhensible et équitable que, dans les affaires où figurent un grand nombre de parties, ces déboursés peuvent égaler et même dépasser le montant des droits accordés aux avoués par le tarif et que, dans toutes les affaires, l'avoué de la partie qui obtient gain de cause, obligé de prélever le coût des copies du jugement sur ses émoluments, aurait eu une rémunération moindre que l'avoué de la partie qui succombe.

Comme sous le régime de 1807, il faut que les copies soient correctes, lisibles, et sans abréviation, à peine de rejet de la taxe et de restitution des sommes perçues.

c) Copie collationnée et copie d'extrait de notification de contrat.

Les copies ou extraits de pièces dont nous venons de parler s'appliquent à toutes les matières, tandis que la copie collationnée, prévue par l'article 2194 du Code civil, et la copie de l'extrait de notification de contrat sont spéciales aux purges d'hypothèques légales ou inscrites. Les règles à appliquer pour le recouvrement des déboursés faits dans ces matières sont les mêmes que celles prévues pour les copies ou extraits de jugements, actes notariés, etc...

d) Frais de voyage.

Les avoués qui sont obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence, lorsque leur présence est autorisée par la loi ou demandée par leurs parties, sont indemnisés de leurs frais de

voyage et de séjour. Ils reçoivent à ce titre par kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour :

0,20, si le transport est effectué par voie ferrée ;

0,60 si le transport a lieu autrement.

En outre, il est alloué à l'avoué une somme de 20 francs par chaque journée de déplacement.

Mais si le déplacement de l'avoué n'a lieu qu'à la demande de sa partie, les frais de voyage restent à la charge de celle-ci. Tandis que si la présence de l'avoué est autorisée par la loi, les frais de voyage sont à la charge de la partie qui succombe. Il en est ainsi notamment lorsque l'avoué voyage pour assister à une vérification d'écriture, faite ailleurs qu'au siège du Tribunal, soit à une enquête, dans le même cas, soit à une descente de lieux ordonnée par jugement, soit à une levée de scellés.

e) *Frais de correspondance.*

En toutes matières, il est alloué à l'avoué, tant demandeur que défendeur, pour frais de correspondance de toute nature et d'envoi de pièces par la poste ou autrement, un droit établi à forfait, appelé *droit de correspondance*. Ce droit est alloué quel que soit le domicile des parties. Son allocation n'est plus restreinte comme sous l'empire du décret de 1807 (art. 145) au cas où la partie est domiciliée hors de l'arrondissement du Tribunal. Elle est générale et s'applique même lorsque la partie habite la même localité que l'avoué. Comme ce droit est alloué à forfait, les avoués n'ont pas à justifier des déboursés qu'ils ont faits pour envois de lettres ou de pièces. Mais, par contre, ils ne peuvent pas réclamer une somme plus élevée que celle fixée par le nouveau tarif alors même qu'ils justifieraient l'avoir déboursée.

Le droit de correspondance ne peut être réclamé qu'une fois dans la même affaire, mais le tiers de ce droit est dû pour la procédure suivie entre les mêmes parties qui est la conséquence ou l'accessoire d'une instance sur demande principale ayant donné lieu à la perception du droit entier.

Dans la pratique se présentera la question de savoir si on peut continuer à porter dans le coût des exploits d'huissiers les déboursés de correspondance, lorsque les exploits sont préparés par les avoués. Nous sommes d'avis de l'affirmative. Le nouveau décret en allouant un droit de correspondance à l'avoué a eu uniquement en vue ses rapports avec son client et il ne s'occupe pas au cas où, pour une raison quelconque, l'avoué prépare un acte qui est du ministère de l'huissier. D'un autre côté, le coût d'un exploit doit comprendre tout ce qui le concerne, notamment les déboursés d'envoi, de retour et de paiement.

§ 4. — HONORAIRES

Le tarif de 1920 a déterminé ce qui devait constituer l'émolument de l'avoué, mais il n'a rien dit en ce qui concerne les honoraires que les avoués réclament habituellement pour travaux, démarches et soins particuliers apportés à l'affaire.

Le tarif de 1903 avait prévu et déterminé de quelle façon les avoués pourraient réclamer des honoraires. Il n'en est pas de même actuellement. On semble reconnaître implicitement à l'avoué la faculté de demander des honoraires à son client, mais cela n'est cependant pas considéré comme un droit. Par suite, en fait, l'avoué pourra réclamer à son client les honoraires que bon lui semblera, mais à la condition d'être entièrement d'accord avec celui-ci. Si une difficulté

s'élève, soit sur le principe même des honoraires, soit seulement sur le quantum, nous estimons que l'avoué n'aura aucun moyen de contrainte pour obtenir les honoraires qu'il réclame.

Nous rappellerons cependant, que pour tous les travaux, soins et démarches faits par l'avoué en dehors de son ministère légal et dans l'intérêt de son client, une jurisprudence constante a reconnu le droit de l'avoué à des honoraires. Voir notamment Cassation, 10 août 1831, P. chr. — 13 juin 1837, P. 37. 1. 556. — 5 janvier 1869, P. 69.167. — 22 juin 1870, P. 70.947. — 24 avril 1901, *Journal des Avoués* 1901, 194.

Ainsi, lorsque l'avoué aura agi en dehors de son ministère légal et qu'il aura rendu service à son client, il pourra, d'après cette jurisprudence, demander des honoraires et en cas de contestation, soit sur le principe, soit sur le quantum, les faire arbitrer par le Tribunal qui a connu de l'affaire. Mais tant que l'avoué aura seulement agi dans les limites de son mandat *ad litem*, on doit envisager que sa rétribution consisté dans les deux droits fixe et proportionnel et qu'il n'est fondé à demander des honoraires particuliers que s'il est d'accord avec son client.

CHAPITRE VI

Droits et émoluments alloués aux avoués de première instance

Le titre I^{er} du nouveau décret est entièrement relatif aux émoluments que pourront percevoir les avoués installés auprès des Tribunaux de première instance. Ce titre est divisé en 8 chapitres qui déterminent de quelle façon l'avoué en cause sera rémunéré suivant la procédure qui aura été faite.

Nous avons déjà dit que le tarif de 1920 rémunérait les avoués par l'allocation de deux droits : l'un appelé droit fixe et l'autre droit proportionnel. Ces droits existent au profit de l'avoué dans toute instance, soit contradictoire, soit par défaut, en matière sommaire comme en matière ordinaire. Nous avons vu aussi que ces deux droits constituent la seule rémunération de l'avoué pour tous les actes de procédure, original et copie et vacations de toute nature, y compris l'obtention et la levée du jugement définitif. Nous avons également déterminé comment se fait le calcul du droit fixe et surtout du droit proportionnel d'après les principes généraux des articles 5, 6, 7, 8, 10, 11 et 12 du décret du 17 janvier 1920.

§ 1^{er}. — INSTANCES SUR DEMANDES PRINCIPALES

Le chapitre I^{er} qui est relatif aux instances sur demandes principales, autres que les demandes en partage ou en homologation qui font l'objet d'un

chapitre séparé, comprend trois sections : la première comprend les instances contradictoires, la seconde, les instances par défaut et la troisième la tierce opposition et la requête civile.

Il n'est pas fait de distinction, comme dans le décret du 16 février 1807, entre les matières sommaires et les matières ordinaires ; toutefois, les instances dont le montant ne dépasse pas 1.500 francs, sont tarifées à une somme moindre que les autres ; mais les dispositions du Code de procédure civile qui prescrivent des formes spéciales dans les matières sommaires, notamment pour les enquêtes, n'ont pas été et ne pouvaient pas être abrogées par le nouveau décret ; elles continuent donc à être appliquées.

A. — *Instances contradictoires.*

Droit fixe. — Le droit fixe dû à l'avoué dans les instances contradictoires est alloué en totalité ou en partie. Il est fixé en principe à 50 francs, mais il est réduit de moitié dans quatre cas limitativement prévus par l'article 2 du nouveau tarif : 1° lorsque l'objet du litige ne dépasse pas 1.500 francs ; 2° si la demande n'est pas contestée ; 3° si le jugement est rendu sur requête, et 4° dans les affaires relatives aux accidents de travail.

Cette réduction du droit fixe est assez compréhensible lorsque l'affaire ne présente pas de difficulté, comme par exemple, si la demande n'est pas contestée ou si le jugement est rendu sur requête. Le législateur a sans doute tenu compte de ce fait que l'avoué n'a alors aucun mal à faire solutionner un litige et qu'une rémunération de 25 francs est suffisante. Mais il nous semble que tout au moins pour les deux autres groupes d'affaires, celles dont l'intérêt du litige n'excède pas 1.500 francs et celles

relatives aux accidents du travail, la réduction a été faite un peu trop arbitrairement et sans doute avec le souci de diminuer le chiffre des frais. Mais il ne faut pas oublier qu'une affaire d'un intérêt minime présente souvent autant et parfois plus de difficultés à résoudre qu'une affaire dont l'intérêt du litige est plus élevé. Quoiqu'il en soit dans ces quatre sortes d'affaires, l'avoué ne pourra percevoir qu'un demi-droit fixe, soit 25 francs seulement.

Droit proportionnel. — Nous avons vu que le droit proportionnel alloué à l'avoué varie avec l'intérêt du litige suivant un taux dégressif. Ce taux est fixé de la manière suivante :

Jusqu'à 2.500 francs.....	3	%
Sur l'excédent jusqu'à 5.000 francs....	2,50	%
Sur l'excédent jusqu'à 10.000 francs....	2	%
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 francs....	1	%
Sur l'excédent jusqu'à 100.000 francs...	0,50	%
Sur l'excédent jusqu'à 300.000 francs...	0,25	%
Sur l'excédent jusqu'à un million.....	0,10	%
Sur l'excédent au-dessus d'un million indéfiniment.....	0,05	%

D'après l'article 4, la détermination du montant du droit proportionnel doit se faire par l'addition des tranches successives suivant que l'intérêt du litige excède une des tranches indiquées de 2.500 fr., 5.000 fr., 10.000 fr., 20.000 fr., 100.000 fr., etc...

Ainsi, pour un litige portant sur 100.000 francs, on ne devra pas immédiatement calculer le droit proportionnel à raison de 0,50 % sur cette somme de cent mille francs ; on devra au contraire tout d'abord calculer le montant des droits prévus par les tranches précédentes. On procédera donc ainsi :

1° 2.500 fr à 3 %.....	= 75 fr. »
2° Sur l'excédent de 2.500 à 5.000 fr., soit 2.500 fr. à 2,50 %.....	= 62 fr. 50
3° Sur l'excédent de 5.000 à 10.000 fr., soit 5.000 fr. à 2 %.....	= 100 fr. »
4° Sur l'excédent de 10.000 à 20.000 fr. soit 10.000 fr. à 1 %.....	= 100 fr. »
5° Sur l'excédent de 20.000 à 100.000 fr. soit 80.000 fr. à 0,50 %.....	= 400 fr. »
Soit un total de.....	737 fr. 50

Chaque tranche de pourcentage constitue pour l'avoué une rémunération spéciale qui va en décroissant avec l'intérêt du litige.

Nous avons déjà vu qu'un certain nombre d'affaires ne pouvait pas permettre un calcul facile du droit proportionnel et que dans ce cas, on a prévu au décret un mode de calcul spécial pour les demandes en exécution ou en résiliation de baux, pour les demandes en constitution de rente viagère, pour les demandes relatives aux rentes ou pensions dérivant soit d'accidents du travail, soit de l'obligation alimentaire, pour les demandes relatives aux contrats d'assurance, pour celles relatives aux prestations en nature ou à un immeuble urbain ou rural.

Mais pour les demandes portant sur un intérêt pécuniaire qui n'est pas facile à déterminer ou pour certaines demandes relatives à l'état civil, aux droits civils et civiques, nous avons vu que l'évaluation provisoire de l'intérêt en litige était faite par les avoués de la cause. C'est ensuite sur cette évaluation que l'on calcule le droit proportionnel qui doit revenir à l'avoué, sous réserve de l'appréciation définitive du président du Tribunal. Mais le nouveau décret n'a pas voulu laisser entièrement dans l'arbitraire la détermination du droit proportionnel dans

cette catégorie d'affaire. Il a prévu dans l'article 9 que dans ce cas le droit proportionnel ne serait jamais moindre de 100 francs, ni supérieur à 1.500 francs. Toutefois, pour les appels de justice de paix, ce minimum est fixé à 70 francs seulement. Enfin en cas de demande reconventionnelle dans une affaire dont l'intérêt du litige ne peut être facilement déterminé, le droit proportionnel est augmenté de moitié, c'est-à-dire qu'en l'espèce, il sera au minimum de 50 francs. Dans ce cas ce ne sera pas la demande reconventionnelle qui permettra le calcul du droit proportionnel complémentaire, on prendra en quelque sorte à forfait la moitié du droit proportionnel prévu pour la demande principale.

Dans certains cas enfin, le droit proportionnel calculé sur les bases que nous venons d'indiquer subit certaines réductions de moitié ou du tiers. Ces cas sont limitativement déterminés et sont prévus par l'article 13 du nouveau tarif. Ainsi, le droit proportionnel est réduit, pour chaque avoué et par cause, d'un tiers, si après l'appel d'un jugement avant faire droit ou sur incident, la Cour, évoquant l'affaire, statue au fond. Le droit proportionnel est réduit de moitié si la demande n'est pas contestée ou si le défendeur s'en est rapporté à justice.

Et enfin, d'après l'article 14, pour les appels des jugements interlocutoires rendus par les juges de paix, il est alloué seulement aux avoués le droit fixe en entier, et le quart du droit proportionnel, avec un minimum de 7 fr. 50 lorsque l'appel porte sur une question de compétence.

B. — *Instances par défaut.*

Défaut contre partie. — L'article 15 du nouveau décret alloue pour tous les actes de procédure, y compris l'obtention et la levée des jugements par

défaut contre partie, la moitié du droit fixe et le quart du droit proportionnel.

Dans ce cas, l'avoué du demandeur devra calculer le droit fixe et le droit proportionnel auxquels il aurait pu prétendre si l'instance avait été contradictoire, puis il devra sur ces chiffres opérer la réduction de moitié prévue pour le droit fixe et des trois quarts pour le droit proportionnel.

Défaut contre avoué. — Si le défaut est obtenu contre avoué faute de conclure et non plus contre partie faute de constituer avoué, l'avoué demandeur a droit alors au droit fixe en entier et au quart du droit proportionnel.

L'article 15 paraît ne prévoir que les droits de l'avoué qui obtient le jugement de défaut, mais il importe de rechercher quels sont les émoluments de l'avoué du défaillant. Cet avoué a été consulté et s'est constitué ; il a pu aussi représenter son client aux audiences et échanger des communications de pièces. Dans le tarif de 1807, l'avoué du défaillant recevait en matière ordinaire le droit de conseil, les émoluments des actes qu'il signifiait et toutes les vacations prévues par ce tarif jusqu'au jour du défaut pris contre lui et sa partie.

Comme le nouveau tarif rémunère les avoués non plus par acte et par vacation, mais pour l'ensemble de l'instance, nous estimons que l'avoué du défaillant a droit aux émoluments prévus par l'article 15, tout comme l'avoué qui obtient le jugement de défaut.

Défaut profit joint. — Il est alloué pour l'obtention et la levée du jugement de défaut profit joint, le quart du droit fixe seulement, c'est-à-dire en principe la somme de 12 fr. 50.

Mais comme d'après l'article 16, cet émolument est accordé pour l'obtention et la levée du jugement,

il n'est dû qu'à l'avoué qui requiert et lève ce jugement. L'avoué constitué pour l'autre partie n'y a pas droit alors même qu'il assiste au jugement.

Il y a lieu toutefois de remarquer que le jugement de défaut profit joint n'est rendu que dans les instances où l'un des défendeurs au moins est déjà représenté et que le jugement qui intervient à la suite est toujours contradictoire. Par suite cet émolument spécial au jugement de défaut profit joint figurera exclusivement dans des états de frais d'instances contradictoires.

Opposition. — En cas d'opposition au jugement par défaut, les droits prévus et alloués sur le jugement de défaut sont imputés sur les droits de même nature alloués pour le jugement définitif, sans toutefois que l'avoué puisse être tenu à restitution en cas d'excédent.

Ces dispositions sont encore applicables au cas où le jugement sur l'opposition est lui-même rendu par défaut et cela se justifie par cette raison que le jugement qui intervient sur opposition est toujours définitif.

En résumé, en cas d'opposition à un jugement de défaut, les droits sont les mêmes que ceux d'une instance contradictoire et il n'est tenu aucun compte des formalités qu'a nécessitées le jugement par défaut. Il ne sera donc pas avantageux dorénavant pour les avoués de prendre un jugement par défaut lorsque celui-ci sera frappé d'opposition. L'instance deviendra alors contradictoire, sans qu'il puisse réclamer autre chose que ses déboursés pour la procédure par défaut qu'il avait entamée.

D'autre part, les émoluments, c'est-à-dire le droit fixe et le droit proportionnel sont dus non seulement à l'avoué qui obtient le jugement, mais aussi à l'avoué de l'opposant et il en est de même alors que

le jugement sur opposition est par défaut, car l'avoué de l'opposant a instruit l'affaire, l'article 161 du Code de procédure civile exigeant que la requête d'opposition contienne les moyens, et l'instance est réputée contradictoire.

C. Tierce opposition et requête civile.

La tierce opposition et la requête civile sont des voies extraordinaires de recours pour attaquer les jugements et elles constituent des instances distinctes de celles dont elles ont pour but de faire réformer les décisions.

Aux termes de l'article 19 du nouveau décret, elles donnent lieu aux mêmes droits que les instances sur demandes principales. La tierce opposition et la requête civile peuvent être contradictoires ou par défaut et elles sont à notre avis de la même nature que l'affaire primitive au sujet de laquelle elles ont lieu ; par suite elles doivent être rangées soit dans la catégorie des demandes déterminées en argent ou susceptibles de l'être, soit dans la catégorie des demandes qui ne peuvent, à raison de leur nature ou de leur objet, être déterminées en argent.

Une question très importante va se poser relativement à la requête civile : l'article 495 du Code de procédure civile exige pour la requête civile une consultation de trois avocats exerçant depuis 10 ans au moins près un des tribunaux du ressort de la Cour d'appel. D'autre part, l'article 140 du décret de 1807 allouait pour cette consultation la somme de 72 francs. Mais le nouveau décret abroge les articles 81 à 151 du tarif de 1807. On doit donc rechercher si la partie qui a payé la consultation des avocats peut, au cas où elle gagne son procès, réclamer une somme quelconque pour cette consul-

tation à la partie condamnée aux dépens. On ne comprend pas bien qu'un décret ayant pour principal objet le tarif des avoués supprime les honoraires des avocats, mais la suppression n'en existe pas moins et nous ne croyons pas qu'on puisse désormais faire taxer et faire supporter par la partie condamnée aux dépens une somme quelconque pour honoraires de plaidoirie d'avocat.

Pourtant, la consultation qui doit précéder la requête civile et qui contient déclaration que les trois avocats sont d'avis de la requête civile et en énonce les ouvertures aux termes de l'article 495 du Code de procédure civile pourrait être considérée comme un acte de procédure et il semblerait alors logique que la partie qui a payé les frais de cette consultation d'avocats puisse les réclamer à titre de déboursés à son adversaire condamné aux dépens.

Ce serait équitable, mais en raison de l'abrogation formelle de l'article 140 du décret de 1807, nous ne croyons pas que les honoraires de cette consultation puissent être admis en taxe. Toutefois, le demandeur en requête civile peut conclure, selon nous, à ce que ces frais de consultation soient mis à la charge du défendeur à titre de dommages-intérêts. De cette façon la difficulté serait tournée.

§ 2. — INCIDENTS

Tout le chapitre 2 du titre I^{er} du nouveau décret est consacré à l'étude des incidents et aux émoluments que pourront réclamer les avoués dans cette catégorie d'affaires.

Nous devons cependant tout d'abord remarquer que le mot « incidents » n'est pas pris dans le même sens par le Code de procédure que dans le tarif de 1920. Le premier désigne par là les demandes inci-

dentes et l'intervention, tandis que le décret comprend toute exception ou contestation accessoire et tout événement qui s'élevant dans une instance, en interrompt la marche ordinaire.

Il y a dans ce sens quatre sortes d'incidents qui donnent lieu à la perception de droits différents, d'après le nouveau tarif.

A. Exceptions, nullités et fins de non recevoir.

Pour ces incidents, le tarif de 1920 n'établit aucune distinction entre les affaires contradictoires et celles par défaut, en ce qui concerne la rémunération de l'avoué.

Pour que les avoués en cause puissent obtenir comme émolument le droit fixe prévu par l'article 20, il suffit simplement qu'il y ait un jugement distinct sur l'incident. Par suite, si le Tribunal statue par un seul et même jugement sur le fond et sur l'incident, on devra alors appliquer seulement les règles relatives aux émoluments alloués aux avoués dans les instances sur demandes principales. Tandis que lorsqu'un jugement distinct est rendu sur l'incident, les avoués de la cause ont droit, en sus des émoluments qu'ils sont fondés à réclamer pour le fond de l'affaire, à un émolument spécial et fixe, qui est déterminé à l'avance. Cet émolument rémunère l'avoué de tous actes et formalités jusque et y compris la levée du jugement sur l'incident.

L'émolument alloué aux avoués est un droit fixe de 25 francs pour les incidents suivants :

1° déclinatoires fondés sur l'incompétence, la connexité, la litispendance, la parenté ou l'alliance ;

2° exceptions de nullité d'exploits ou d'actes de procédure ;

3° incidents de garde d'enfant, de pension et de

provision, d'exécution ou d'interprétation de jugement, de péremption d'instance non suivie de désistement ou contestée ;

4° demande en liquidation de dommages-intérêts ou de fruits.

Les avoués ne sont rémunérés que par un droit fixe de 20 francs seulement pour tous les autres incidents qui n'ont pas été indiqués ci-dessus. Ainsi peuvent rentrer dans cette catégorie la demande de caution à fournir par les étrangers, l'exception dilatoire soulevée par la veuve ou l'héritier pour faire inventaire et délibérer et l'exception de communication de pièces.

B. — *Garantie, intervention.*

Un tiers qui a un intérêt à l'objet de la cause principale peut intervenir volontairement dans l'instance engagée (art. 339 C. pr. c.). Il peut aussi être assigné en intervention pour voir déclarer le jugement à intervenir commun avec lui ou être appelé en garantie, s'il est garant d'une partie en cause (art. 175 C. pr. c.).

Dans ce cas, les avoués des parties intervenantes, que leur intervention soit volontaire ou forcée, et les avoués des parties appelées en garantie ont droit aux mêmes émoluments que dans les instances sur demandes principales. De plus, l'avoué qui appelle en garantie ou en intervention reçoit, outre les émoluments qui peuvent lui être dus au titre de la cause principale : la moitié des droits fixe et proportionnel, quel que soit le nombre des appelés.

Ainsi, pour les avoués des parties intervenantes ou appelées en garantie, le calcul des émoluments se fera de la même façon que s'il s'agissait d'une instance sur demande principale. Pour l'avoué qui

aura appelé en garantie ou en intervention, l'émolument sera tout d'abord celui qu'il aurait perçu au titre de la demande principale, puis il pourra réclamer en outre, quel que soit le nombre des appelés, en garantie ou en intervention, la moitié du droit fixe et la moitié du droit proportionnel.

C. — *Désistement, transaction.*

L'article 22 prévoit divers cas suivant lesquels une affaire se termine sans qu'il y ait un jugement rendu et il détermine les émoluments qui sont alors dus à l'avoué de la cause.

Pour toute affaire terminée par un *désistement* ou pour toute autre cause, avant que les conclusions aient été signifiées et déposées ou avant qu'un jugement par défaut soit intervenu, il est alloué le quart du droit fixe. S'il y a transaction avec le concours justifié de l'avoué, celui-ci a droit au quart des droits fixe et proportionnel.

L'émolument qui est ainsi alloué à l'avoué est minime parce que l'affaire n'est pas encore en état au sens de l'article 343 du Code de procédure civile, qui édicte qu'une affaire est réputée en état lorsque les conclusions ont été contradictoirement prises à l'audience.

Lorsqu'il y a *transaction*, avec le concours de l'avoué, on accorde à ce dernier une rémunération un peu plus élevée, en raison des services que ses conseils ont pu contribuer à rendre. Ces droits sont également acquis à l'avoué en matière d'accidents du travail, lorsque l'affaire se termine par un accord. Mais lorsque l'affaire est en état et qu'elle est terminée après conclusions prises et signifiées avant ou après plaidoiries avec ou sans jugement préparatoire, il est alloué à l'avoué en cause les trois quarts des droits fixe et proportionnel.

Cette allocation restreinte ne s'applique que lorsqu'il n'y a pas eu jugement, à moins que ce ne soit un simple préparatoire. Mais elle n'est plus applicable, s'il y a un jugement quelconque, autre qu'un préparatoire. Toutefois, le décret n'indique pas quels droits sont dus lorsque l'affaire se termine après conclusions prises et après un jugement autre qu'un préparatoire, par exemple après un jugement interlocutoire ou un jugement provisoire, ou un jugement qui a statué sur une exception. Nous estimons que dans ce cas les droits des instances principales contradictoires sont dus car il n'y en a pas d'autres qui puissent être appliqués.

D. — *Mesures d'instruction.*

D'après l'article 23, dans toute instance contradictoire ou par défaut, y compris les instances relatives aux accidents de travail lorsqu'elles nécessitent, avant faire droit, une mesure d'instruction de quelque nature qu'elle soit, il est alloué à l'avoué qui lève le jugement le droit fixe de 15 francs.

Ainsi, sans qu'il y ait à distinguer si l'instance est contradictoire ou par défaut, si le jugement est préparatoire ou interlocutoire, l'avoué, qui lève le jugement ordonnant une mesure d'instruction (mais cet avoué seulement), a le droit de percevoir la somme de 15 francs.

L'article suivant précise les droits de l'avoué lorsque les mesures ordonnées comportent son assistance. Dans ce cas, il est alloué à chacun des avoués en cause pour l'accomplissement des formalités et actes de procédure relatifs à la mesure ordonnée le droit fixe de 30 francs.

Toutefois, cet article oublie d'indiquer quelles sont les mesures d'instruction qui donnent lieu

à cet émolument. Il est important de les déterminer car les autres mesures ne permettent pas à l'avoué de percevoir ce droit fixe de 30 francs. L'avoué peut assister aux enquêtes, aux descentes sur les lieux, aux expertises, aux redditions de comptes et aux compulsoires ; il assiste aussi à l'ouverture de la délibération du conseil de famille en matière d'interdiction ou de conseil judiciaire pour faire l'exposé de la demande. L'avoué assiste encore aux comparutions des parties et sa présence y est indispensable, d'abord pour les questions à faire poser aux parties, et ensuite pour tirer des réponses faites les conséquences qui en découlent. Sa présence est également indispensable au serment.

Nous estimons que dans ces divers cas, l'avoué pourra réclamer l'allocation de la somme de 30 francs, car ces diverses mesures comportent sans aucun doute l'assistance de l'avoué.

Le droit fixe de 30 francs est, selon nous, dû à l'avoué par le fait même que la mesure d'instruction ordonnée rend possible l'assistance de l'avoué. Aussi, en fait, alors même que l'avoué n'assisterait pas à la mesure d'instruction, nous estimons que celui-ci pourrait quand même réclamer l'allocation du droit fixe qui est prévu « pour l'accomplissement des formalités et actes de procédure relatifs à la mesure ordonnée ».

Le droit fixe de 30 francs est réduit de moitié, soit à la somme de 15 francs, dans trois cas limitativement déterminés : 1° si le jugement est rendu par défaut ; 2° lorsque l'intérêt du litige n'excède pas 1.500 francs ; 3° dans les affaires relatives aux accidents du travail.

Il est bien évident d'autre part, que si les mesures d'instruction ordonnées nécessitent des frais de voyage, les avoués de la cause obtiendront le remboursement de leurs déboursés, conformément aux principes de l'article 69.

Enfin, il peut arriver que des mesures d'instruction ordonnées par un Tribunal soient exécutées devant un autre Tribunal. Dans ce cas, l'allocation est perçue par les avoués qui assistent les parties,

§ 3. — DEMANDES EN PARTAGE ET EN HOMOLOGATION

Demandes en partage. — Pour la procédure spéciale à suivre en matière de partage, le nouveau tarif prévoit un émolument qui rétribue l'avoué de tous les actes de procédure jusques et y compris l'obtention et la levée du jugement contradictoire, par défaut ou sur requête collective qui n'a d'autre objet que d'ordonner les comptes, liquidation et partage d'une communauté, d'une succession, d'une société et en général de toute indivision, la licitation des valeurs mobilières ou immobilières, ainsi que la liquidation des reprises et indemnités après décès.

Si la demande n'est pas contestée ou lorsque la contestation porte exclusivement sur la forme du partage ou la manière d'y procéder, le droit fixe de 50 francs est seul alloué à chacun des avoués en cause.

Mais dans le cas contraire, les droits perçus sont ceux d'une instance contradictoire ou par défaut, calculés sur les sommes contestées.

Demandes en homologation. — En cas d'homologation d'une liquidation, il n'y a pas lieu de se préoccuper si le jugement rendu est contradictoire, par défaut ou sur requête collective. L'émolument rétribue l'avoué de tous les actes faites en vue de cette homologation jusques et y compris le tirage au sort des lots devant le juge commissaire ou devant le notaire.

Mais l'émolument de l'avoué varie suivant les cas qui peuvent se présenter et qui sont prévus au nombre de trois par les articles 26 et 27.

1° Si la liquidation n'est pas contestée, il est alloué seulement à chacun des avoués en cause le droit fixe de 25 francs.

2° Si la liquidation est contestée, les droits à percevoir par les avoués tant demandeur que défendeur, sont les droits d'une instance contradictoire ou par défaut, mais calculés seulement sur les sommes contestées.

3° Si la liquidation a été ordonnée, faite et approuvée, mais que pour une raison quelconque, elle ne soit pas soumise à l'homologation, les avoués en cause n'ont droit qu'à l'allocation d'une somme de 25 francs, tout comme dans le premier cas.

§ 4. — VENTES JUDICIAIRES DE MEUBLES ET D'IMMEUBLES

Ce chapitre est très important et très compliqué. Le nouveau décret a tout d'abord prévu les dispositions communes à toutes les ventes en général, puis celles qui sont applicables, en cas de baisse de mise à prix, de surenchère ou de folle enchère ; puis il envisage les ventes sur adjudication, les ventes devant notaire ou devant un autre Tribunal, et enfin, il prévoit les divers incidents qui peuvent se présenter dans une procédure de vente ainsi que l'abandon de cette procédure.

A. — *Dispositions communes à toutes les ventes.*

L'article 28 du nouveau tarif dispose qu'il n'est passé aucun émolument pour les ventes judiciaires de meubles ou d'immeubles, auxquelles il est procédé conformément aux dispositions du Code civil ou du Code de procédure civile, lorsque le montant de l'adjudication n'excède pas 500 francs. Dans ce

cas les avoués n'ont droit qu'à la répétition de leurs déboursés dûment justifiés.

La loi du 25 octobre 1884 avait déjà imposé aux avoués une réduction d'un quart de leurs émoluments dans les ventes ne dépassant pas 1.000 francs. Mais aujourd'hui, on supprime complètement le droit des avoués dans les ventes inférieures à 500 francs ; par contre on ne leur fait subir aucune réduction dans les ventes entre 500 et 1.000 francs, en sorte que pour ces ventes, comme pour celles d'un prix supérieur, les avoués jouissent des droits entiers.

Mais, naturellement, la suppression d'émoluments lorsque le montant de l'adjudication n'atteint pas 500 francs, est limitée à la procédure de vente, c'est-à-dire aux actes qui ont spécialement pour objet la vente. Elle ne s'étend pas à l'instance sur laquelle la vente a été ordonnée, non plus qu'à l'adjudication dont les frais incombent aux adjudicataires.

Lorsque le montant de l'adjudication excède au contraire 500 francs, il est alloué un droit fixe et un droit proportionnel à l'avoué poursuivant la vente. Ces deux droits rémunèrent tous les actes de procédure, avec ou sans expertise, la rédaction du cahier des charges et l'accomplissement des diverses formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'adjudication.

En matière de vente sur saisie immobilière, non suivie de conversion, les droits fixe et proportionnel sont les suivants :

	Droit proportionnel 0/0	Droit fixe francs
Jusqu'à 10.000 fr. (y compris les premiers 500 fr.).....	2 fr. »	50 fr.
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 fr.....	1 fr. 50	80 fr.

	Droit proportionnel 0/0	Droit fixe francs
Sur l'excédent jusqu'à 30.000 fr.....	1 fr. »	100 fr.
Sur l'excédent jusqu'à 50.000 fr.....	0 fr. 50	120 fr.
Sur l'excédent jusqu'à 500.000 fr.....	0 fr. 25	140 fr.
Sur l'excédent au- dessus de 500.000 fr. indéfiniment.....	0 fr. 15	160 fr.

Ainsi, le droit fixe augmente légèrement et progressivement avec l'importance de la vente, tandis que le droit proportionnel voit son taux diminuer progressivement avec l'importance de la vente.

Il en est d'ailleurs de même pour toutes les ventes judiciaires autres que celles sur saisie immobilière, non suivies de conversion, sur surenchère ou sur folle enchère. Pour ces ventes, le droit fixe et le droit proportionnel sont les suivants :

	Droit proportionnel 0/0	Droit fixe francs
Jusqu'à 10.000 fr. (y compris les 500 pre- miers francs).....	2 fr. 50	50 fr.
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 fr.....	2 fr. »	80 fr.
Sur l'excédent jusqu'à 100.000 fr.....	1 fr. »	100 fr.
Sur l'excédent jusqu'à 300.000 fr.....	0 fr. 75	120 fr.
Sur l'excédent jusqu'à un million.....	0 fr. 50	140 fr.
Sur l'excédent indéfi- niment.....	0 fr. 25	160 fr.

Pour le calcul du droit proportionnel, il y a lieu d'appliquer pour ces deux catégories de ventes le même mode de calcul que pour le droit proportionnel qui est perçu dans les instances ordinaires. Par suite, on doit tout d'abord calculer le droit proportionnel sur une tranche avec le taux afférent à cette tranche, puis on calcule le droit en excédent sur la tranche suivante et ainsi de suite jusqu'au chiffre donné par le prix des biens adjugés.

Au contraire, pour le droit fixe, et malgré une rédaction défectueuse de l'article 29 qui pourrait laisser croire le contraire, il n'y a lieu qu'à la perception d'un seul droit : c'est celui afférent à la tranche dans laquelle se trouve comprise le montant de l'adjudication. Ainsi une adjudication de 400.000 fr. donnera lieu dans les deux espèces de ventes prévues par l'article 29 à la seule allocation du droit fixe de 140 francs.

Dans certains cas, il y a lieu à partage du droit proportionnel entre les avoués en cause. Nous verrons séparément ces divers cas, mais, en cas de partage, le droit proportionnel appartient à l'exclusion de l'avoué du fol enchérisseur, lorsque la vente a lieu après conversion de saisie, aux avoués du créancier saisissant et de la partie saisie par moitié.

Dans toute autre vente, le droit proportionnel appartient par moitié à l'avoué poursuivant la vente, qu'il soit demandeur ou surenchérisseur et la seconde moitié aux autres avoués, par égales fractions, y compris l'avoué poursuivant qui a sa part, comme les autres dans cette seconde moitié.

Chacun des avoués défendeurs a droit à la moitié du droit fixe accordé à l'avoué poursuivant.

Dans les ventes mobilières ou immobilières ordonnées en référé ou sur requête, le droit fixe de 25 francs est alloué pour l'obtention et la levée de la décision rendue.

Enfin, en cas de vente par lots, lorsque les lots sont composés d'immeubles distincts, le droit fixe est augmenté pour chaque avoué d'un dixième par lot, mais seulement jusqu'à concurrence de quatre lots ; le droit proportionnel est calculé séparément sur le prix d'adjudication de chaque lot.

Toutefois, lorsque l'adjudication a lieu après réunion totale ou partielle des lots mis en vente, le droit proportionnel est calculé sur le prix des lots réunis.

Lorsque, au contraire, les lots sont composés de valeurs mobilières et autres droits incorporels, le droit proportionnel est calculé sur la totalité du prix d'adjudication des lots sans augmentation du droit fixe.

Lorsque l'adjudication comprend des immeubles et des meubles, le prix des objets mobiliers vendus avec les immeubles s'ajoute au prix des immeubles pour le calcul des droits.

B. — *Vente sur baisse de mise à prix.*

Les ventes sur baisse de mise à prix sont ordonnées dans la même forme que les ventes primitives, c'est-à-dire suivant les cas, par jugements sur requête ou par jugement rendus à l'audience. Pour procéder à une vente sur baisse de mise à prix, l'avoué est obligé d'entamer une procédure spéciale et par suite, il a droit à un émolument déterminé.

L'article 30 prévoit qu'en cas de baisse de mise à prix, l'avoué poursuivant a droit pour les formalités de la nouvelle mise en vente, y compris l'obtention et la levée du jugement à la somme fixe de 25 fr.

C. — *Ventes sur surenchère.*

Le nouveau tarif ne fait aucune distinction entre les surenchères qui peuvent être faites, telles que surenchère du sixième applicable à la plupart des ventes judiciaires ou surenchère du dixième sur aliénation volontaire ou en matière de faillite. Par suite, nous estimons que les droits fixe et proportionnel qui sont prévus par l'article 31 sont applicables à toutes les surenchères quelques qu'elles soient.

L'avoué poursuivant la vente sur surenchère a droit à un droit fixe et à un droit proportionnel qui sont calculés sur la différence entre les deux prix d'adjudication, cette différence étant considérée comme prix principal. Ainsi, un immeuble qui a été primitivement adjugé à 100.000 francs est vendu définitivement sur surenchère pour le prix de 150.000 francs. Le prix réel d'adjudication sera celui de 50.000 francs pour le calcul des droits fixe et proportionnel.

Toutefois, le droit fixe sera réduit des trois quarts si la différence résultant de la surenchère est inférieure à 500 francs, de moitié lorsqu'elle est inférieure à 1.000 francs et d'un quart lorsqu'elle est inférieure à 2.000 francs.

Comme toutes les surenchères doivent être validées, le nouveau tarif alloue à l'avoué poursuivant, le droit fixe de 50 francs pour obtenir le jugement qui valide la surenchère.

Mais ce droit est réduit de moitié et ramené à 25 francs lorsque la différence résultant de la surenchère est inférieure à 500 francs.

D. — *Ventes sur folle enchère.*

En matière de folle enchère, il est alloué à l'avoué poursuivant, la moitié du droit fixe et le tiers du droit proportionnel. Ces droits sont calculés sur les

prix de la nouvelle adjudication ; ils comprennent l'émolument du référé, en cas d'opposition à la délivrance, par le greffier, du certificat constatant l'inexécution des conditions de l'adjudication.

E. — *Adjudication.*

En matière d'adjudication immobilière, les émoluments rémunèrent la déclaration d'adjudicataire et celle de command, l'accomplissement de toutes les formalités jusques et y compris la levée, la transcription du jugement d'adjudication et la réquisition des états hypothécaires (pour avoir enchéri et s'être rendu adjudicataire).

Il est alloué à l'avoué sur le prix d'adjudication de chaque lot ou sur leur réunion, si l'adjudication a lieu pour un prix unique le droit fixe de 15 francs, puis le droit proportionnel suivant :

Jusqu'à 5.000 fr.....	1 %
Sur l'excédent jusqu'à 25.000 fr.....	0,75 %
Sur l'excédent jusqu'à 50.000 fr.....	0,50 %
Sur l'excédent jusqu'à un million.....	0,25 %
Sur l'excédent au-dessus de un million indéfiniment.....	0,10 %

Il est à remarquer que cette rémunération comprend les formalités jusqu'à la réquisition des états hypothécaires, mais il reste en outre pour l'adjudicataire à se libérer de son prix et il a besoin alors plus que jamais des conseils et du concours de son avoué, surtout s'il y a des créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Si l'adjudicataire sur licitation est un colicitant, le droit proportionnel est réduit de moitié.

En cas de déclaration de command, le droit pro-

portionnel alloué à l'avoué qui se rend adjudicataire, se partage par égales portions entre l'avoué de l'adjudicataire primitif et l'avoué du command.

Les frais d'adjudication restent, comme de droit, à la charge de l'adjudicataire et sont en sus de son prix.

Comme l'article 34 commence par ces mots : « en matière d'adjudication immobilière », on doit en conclure qu'il ne s'applique qu'à l'adjudication des immeubles et ne peut s'étendre à l'adjudication des valeurs mobilières et autres droits incorporels. Aucun article du décret ne fixe les droits de l'avoué de l'adjudicataire de ces valeurs mobilières et autres droits incorporels et il nous semble que la fixation doit s'en faire à l'amiable, sauf recours, s'il y a lieu à l'appréciation du président du Tribunal.

F. — *Ventes renvoyées devant notaires.*

En cas de renvoi devant notaire, dans toute espèce de vente mobilière ou immobilière, il est alloué à l'avoué, en sus de ses déboursés et de ses frais de voyage, le droit fixe et le quart du droit proportionnel déterminés par l'article 29 § 2 pour toutes les ventes judiciaires autres que celles sur saisie immobilière, les trois autres quarts du droit proportionnel revenant au notaire.

L'allocation du droit fixe en entier se justifie parce que l'avoué poursuivant doit faire la publicité de la vente, comme si elle avait lieu devant le Tribunal. Mais le droit proportionnel est réduit au quart, en raison du concours du notaire à la vente.

G. — *Ventes renvoyées devant un autre Tribunal.*

Si la vente est renvoyée non pas devant notaire, mais devant un autre Tribunal, il n'y a plus les mêmes motifs de diminution des émoluments. Aussi

est-il alloué dans ce cas, le droit fixe et le droit proportionnel en entier. Mais le montant de ce droit proportionnel appartient pour moitié aux avoués qui procèdent à la vente et pour l'autre moitié aux avoués qui obtiennent le jugement. Il nous semble que chaque moitié doive se subdiviser ensuite, conformément au paragraphe 2 de l'article 39, c'est-à-dire que l'avoué demandeur ou poursuivant prend la moitié de cette fraction et que le surplus est réparti par égales portions entre tous les avoués du même Tribunal y compris le demandeur ou poursuivant.

H. — *Incidents de vente ou de saisie.*

Aux termes de l'article 43 § 1^{er}, tout incident dans une procédure de vente ou de saisie, s'il n'a pas le caractère d'une instance sur demande principale, donne lieu aux émoluments alloués par l'article 20, § 1^{er}. A défaut d'éléments d'appréciation résultant du litige lui-même, l'intérêt en est fixé par le chiffre de la créance du demandeur ou du poursuivant.

On ne considère pas comme incidents de vente ou de saisie la baisse de mise à prix et la conversion de saisie. Mais sont considérées comme incidents toutes les contestations intentées au cours de la poursuite, par acte d'avoué à avoué, qui ont pour cause la saisie ou la vente, qui s'y rattachent directement et doivent avoir une influence nécessaire sur sa marche et son issue.

Toutefois ne doivent pas être considérées comme incidents, alors même qu'elles seraient formées par acte d'avoué, les demandes en nullité de baux consentis par la partie saisie, et la demande en résolution de vente intentée par un précédent propriétaire non payé. Ce sont là des demandes principales régies par le droit commun et non par les règles spéciales

des articles 718, 730 et suivants du Code de procédure civile ; par suite, elles donnent lieu aux émoluments des instances ordinaires.

Pour tout ce qui est réellement considéré comme incident de vente ou de saisie, il n'est alloué à l'avoué qu'un émolument fixe de 25 francs, tout comme pour les incidents de procédure prévus à l'article 20 § 1^{er}.

I. — *Abandon de la procédure.*

L'article 44 prévoit le cas où la procédure de vente est arrêtée avant le dépôt du cahier des charges et le cas où elle est arrêtée après ce dépôt.

Dans le premier cas, il est alloué à l'avoué poursuivant la moitié du droit fixe et à chacun des autres avoués le quart du même droit.

Dans le second cas, l'avoué poursuivant perçoit le droit fixe en totalité, tandis que chacun des autres avoués reçoit seulement la moitié de ce droit. En outre, il y a lieu à répartition entre tous les avoués du quart du droit proportionnel établi d'après le chiffre de la mise à prix. Cette répartition se fait conformément à l'article 39 § 2, c'est-à-dire que le montant du droit proportionnel alloué est accordé pour moitié à l'avoué poursuivant demandeur ou surenchérisseur et pour l'autre moitié aux autres avoués par égales fractions, y compris l'avoué poursuivant qui a, comme les autres avoués, sa part dans cette seconde moitié.

Il y a lieu de remarquer que l'article 44 mentionne que la répartition doit se faire conformément à l'article 38, alors que c'est conformément à l'article 39 qu'elle doit se faire comme nous l'avons indiqué. Cela tient à ce que le projet de décret a été modifié très légèrement lorsqu'il a été adopté ; on a ajouté l'article 35 et l'on a par suite modifié le numérotage des articles suivants. Mais on a oublié de modifier le

renvoi qui était fait à l'ancien article 38, devenu article 39.

Toutefois, si la procédure de vente, après avoir été abandonnée, est reprise entre les mêmes parties, il est alloué aux avoués en cause un nouveau droit fixe et le complément du droit proportionnel.

§ 5. — PURGE DES HYPOTHÈQUES

A. — *Purge des hypothèques légales.*

L'ancien tarif ne prévoyait aucun émolument au profit des avoués pour la procédure de purge des hypothèques légales et on s'était demandé s'ils avaient qualité pour certifier la copie collationnée du contrat translatif de propriété à déposer au greffe. L'affirmative avait fini par l'emporter en tenant compte de la qualité d'officiers ministériels des avoués mais aucun émolument ne leur était accordé par le tarif de 1807.

Le nouveau tarif alloue aux avoués, pour l'accomplissement de toutes les formalités, y compris l'obtention du certificat des hypothèques, un droit fixe de 25 francs et un droit proportionnel.

Ce droit comporte un minimum de 25 francs, calculé sur le prix de l'immeuble ou sur la totalité du prix des lots à raison de 0,20 % jusqu'à 50.000 fr. et de 0,10 % sur l'excédent indéfiniment au-dessus de 50.000 francs.

B. — *Purge des hypothèques inscrites.*

L'émolument accordé à l'avoué rémunère toutes les formalités, y compris la composition de l'extrait à dénoncer aux créanciers inscrits. Cet émolument

comprend un droit fixe de 25 francs et un droit proportionnel calculé sur le prix de l'immeuble ou sur la totalité du prix des lots à raison de 0,50 % jusqu'à 20.000 francs, puis de 0,25 % sur l'excédent jusqu'à 50.000 francs et enfin de 0,15 % sur l'excédent, indéfiniment, au-dessus de 50.000 francs.

§ 6. — ORDRES ET CONTRIBUTIONS

Le décret établit une tarification uniforme pour les ordres amiables ou judiciaires, les contributions et les demandes en distribution de prix d'immeubles par instance sur demande principale. L'émolument prévu par l'article 48 est prévu pour l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par le Code de procédure civile, depuis l'ouverture de l'ordre jusqu'à la clôture définitive des opérations et de la procédure, y compris la procédure d'expertise en cas de ventilation du prix de plusieurs immeubles vendus collectivement et le dépôt de toutes pièces au bureau des hypothèques.

Poursuites d'ordres. — L'émolument alloué à l'avoué poursuivant ou demandeur quel que soit le nombre des avoués en cause, comprend le droit fixe et le droit proportionnel prévus pour une instance ordinaire sur demande principale (art. 2 et 4 du décret) et calculés sur le montant de la somme en distribution.

Productions à l'ordre. — Pour l'avoué de chaque créancier produisant ou défendeur, même s'il est déjà rémunéré comme avoué poursuivant, l'émolument est de la moitié des droits fixe et proportionnel calculés sur le montant du bordereau de collocation.

Ainsi, suivant que l'avoué poursuit l'ordre ou y

vient y produire, son émolument est plus ou moins important. L'avoué qui poursuit l'ordre voit son émolument calculé sur le montant de la somme en distribution, tandis que celui qui représente chaque créancier produisant ou défendeur ne peut obtenir qu'un émolument réduit de moitié et calculé seulement sur le bordereau de collocation.

Enfin, lorsqu'un avoué produisant à un ordre voit sa demande en collocation rejetée ou placée en mauvais rang, il ne perçoit qu'un droit fixe de 15 francs.

Homologation d'un procès-verbal de règlement amiable. — En cas de règlement amiable, si le procès-verbal est soumis à l'homologation, il est alloué à l'avoué poursuivant ou demandeur, le droit fixe de 25 francs.

Contestations et incidents d'ordres. — Les ordres et contributions donnent lieu à des contestations et à des incidents qui peuvent porter soit sur le fond du droit, soit seulement sur la procédure.

L'article 51 détermine d'abord, dans un premier paragraphe, les droits de l'avoué qui suit l'audience en cas de contestation et pour tous les incidents portant sur le fond du droit. Il lui alloue le droit fixe de 50 francs, tel qu'il est prévu par l'article 2 pour les instances sur demandes principales, et il l'augmente d'un dixième par chaque partie en cause. L'avoué a droit ensuite au quart du droit proportionnel, calculé sur les bases de l'article 4 et sur l'ensemble des créances contestées.

Le même article 51, par un second paragraphe, alloue à chacun des autres avoués contestants ou contestés, y compris celui de la partie saisie, le quart des droit fixe et proportionnel calculé sur le chiffre contesté de la créance.

Ainsi, dans le premier cas, l'avoué qui suit l'au-

dience voit le droit proportionnel calculé sur l'ensemble de toutes les créances contestées, tandis que dans le second cas, l'avoué contestant ou contesté n'est rémunéré que par un droit proportionnel calculé seulement sur le chiffre contesté de la créance (et non sur l'ensemble de cette créance).

En matière de contribution, l'avoué le plus ancien et en matière d'ordre, l'avoué du dernier créancier colloqué reçoivent la moitié du droit fixe.

Lorsque les contestations portent sur des incidents de procédure, l'article 53 dispose que ces incidents sont tarifiés comme il est dit à l'article 20. Aux termes de cet article 20, il est alloué aux avoués en cause le droit fixe de 25 francs pour tous les incidents énumérés dans le paragraphe 1^{er}, entre autres les déclinatoires et les exceptions de nullité d'actes de procédure et le droit fixe de 20 francs seulement pour tous les autres incidents non prévus au paragraphe 1^{er}.

Référé à la requête du propriétaire créancier de loyers ou fermages. — En matière de contribution, le propriétaire peut appeler la partie saisie et l'avoué le plus ancien des créanciers en référé devant le juge-commissaire pour faire statuer préliminairement sur son privilège à raison des loyers à lui dus (art. 661 C. pr. c.).

Pour obtenir l'ordonnance de prélèvement au profit du propriétaire, l'article 54 du nouveau tarif alloue aux avoués en cause le droit fixe de 20 francs.

Libération de l'acquéreur d'un prix d'immeuble. — Pour la libération prononcée au cours de la procédure et pour l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par le Code de procédure civile jusqu'à la radiation des inscriptions, il est alloué, sur le montant de la somme consignée, un émolument de

0,75 % jusqu'à 2.000 francs ; de 0,25 % sur l'excédent jusqu'à 50.000 francs, et de 0,15 % sur l'excédent indéfiniment au-dessus de 50.000 francs.

§ 7. — PROCÉDURES DIVERSES

A. — *Chambre du Conseil.*

Le nouveau tarif divise les affaires de la Chambre du conseil en deux catégories :

1° Pour toute requête tendant soit à la nomination d'un curateur, administrateur, séquestre ou mandataire de justice, soit à la nomination du jury d'expropriation, il est alloué à l'avoué demandeur le droit fixe de 25 francs.

2° Pour toutes les autres demandes, il faut distinguer si elles relèvent de la juridiction gracieuse et celles qui interviennent en matière contentieuse.

Sont considérées comme appartenant à la juridiction gracieuse les attributions de la Chambre du conseil relatives :

a) aux constatations de naissances, mariages et décès, à défaut ou en cas de perte des actes de l'état civil (art. 46 C. civ.) ;

b) aux actes de notoriété pour mariage (art. 72 C. civ.) ;

c) aux rectifications d'actes de l'état-civil n'impliquant pas réclamation d'état (art. 99 et suivants C. civ.) ;

d) aux changements de nom et prénom (art. 3 et s. de la loi du 11 janvier an XI) ;

e) aux mesures provisoires à ordonner en cas d'absence ;

f) à l'adoption ;

g) aux autorisations que la femme mariée doit demander à la justice en dehors du cas de refus d'autorisation du mari ;

h) aux homologations des délibérations des conseils de famille des mineurs et interdits ;

i) aux autorisations de consentir l'aliénation des biens des incapables dans les expropriations pour cause d'utilité publique ;

j) aux personnes placées dans les établissements publics d'aliénés ;

k) à la restriction de l'hypothèque légale du mineur et de la femme mariée (art. 2143 et 2144 C. civ.) ;

l) à la nomination d'experts pour la conservation du privilège des constructeurs ;

m) à l'exécution en France des jugements rendus en pays étranger lorsque l'exécution est autorisée par un traité diplomatique (art. 546 C. proc. civ. et 2123 C. civ.).

Dans ces divers cas où la décision relève de la juridiction gracieuse, il est alloué à chacun des avoués en cause un droit fixe de 30 francs.

La Chambre du conseil connaît en outre comme juridiction contentieuse :

a) de l'autorisation de la femme mariée en cas de refus du mari de l'autoriser ;

b) des poursuites disciplinaires contre les officiers ministériels ;

c) des actions en déchéance de la puissance paternelle (art. 3 de la loi du 24 juin 1889) ;

d) des demandes de conversion de jugements de séparation de corps en jugements de divorce (art. 310 C. civ.) ;

e) des oppositions à taxe et à exécutoire de dépens.

Pour ces diverses affaires, l'émolument alloué aux avoués en cause est le même, sans qu'il y ait à distinguer si la décision est contradictoire ou par défaut. L'émolument comprend un droit fixe de 30 francs et en sus le quart du droit proportionnel calculé d'après les principes généraux des articles 4 à 9 du nouveau tarif.

Nous rappelons qu'aux termes des articles 8 et 9 dans les instances portant sur un intérêt pécuniaire, lorsque l'intérêt du litige ne peut être établi d'après les bases indiquées aux articles 5, 6 et 7, il est déterminé par une déclaration que font les avoués de la cause, au moment de la mise au rôle et en ce qui concerne les demandes qui par leur nature ou leur objet ne peuvent être évaluées en argent. L'intérêt du litige est ainsi déterminé par une déclaration des avoués et sert de base au calcul du droit proportionnel qui ne peut être inférieur à 100 francs, ni supérieur à 1.500 francs et qui est augmenté de moitié en cas demande reconventionnelle.

Toutefois, le droit proportionnel n'est pas dû si l'instance en Chambre du conseil a pour objet d'habiliter un incapable ou son représentant à ester en justice sur une demande à former ou déjà formée.

En cas d'opposition à taxe, il est alloué pour tous les actes de cette procédure, y compris l'obtention et la levée de la décision rendue, un droit fixe de 10 francs.

Enfin, si la Chambre du conseil ordonne une mesure d'instruction, les avoués en cause ont droit aux émoluments prévus par les articles 23 et 24 comme dans une instance sur demande principale. Par suite, l'avoué qui lève le jugement percevra un droit fixe de 15 francs et il sera alloué à chacun des avoués pour l'accomplissement des formalités et actes

de procédure relatifs à la mesure ordonnée un droit fixe de 30 francs, avec réduction de moitié pour les cas prévus par l'article 24.

B. — Délivrance de legs et envoi en possession.

Le nouveau tarif prévoit les émoluments des avoués dans les trois procédures qui peuvent se présenter pour la délivrance d'un legs et pour l'envoi en possession.

Délivrance de legs universel, à titre universel, ou particulier. — Pour la délivrance d'un legs universel, à titre universel ou particulier, deux cas peuvent se présenter : le legs donne lieu à contestation ou non.

Dans le premier cas, l'article 58, § 1^{er}, alloue à l'avoué l'émolument fixé pour les instances contradictoires ou par défaut, c'est-à-dire le droit fixe et le droit proportionnel prévus par les articles 2 et 4 du nouveau décret.

Lorsqu'il n'y a pas contestation, il est alloué seulement à l'avoué un droit fixe de 25 francs.

Envoi en possession d'un legs universel. — Pour la requête d'envoi en possession d'un legs universel prévus par l'article 1008 du Code civil et y compris l'obtention de l'ordonnance, il est alloué un droit fixe de 25 francs.

Si la requête est rejetée, le droit fixe est réduit à 10 francs.

Envoi en possession d'un successeur irrégulier. — S'il s'agit de l'envoi en possession d'un successeur irrégulier, il est alloué pour l'obtention et la levée du jugement prescrivant les formalités préalables le droit fixe de 20 francs.

Pour le jugement d'envoi en possession définitif, l'avoué perçoit le droit fixe de 30 francs.

C. — Ordonnances sur référés.

Il est alloué, par l'article 61, jusques et y compris la levée de l'ordonnance :

a) dans les référés sur placets contradictoires ou par défaut, un droit fixe de 25 francs pour chacun des avoués en cause ;

b) dans les référés sur procès-verbaux, le droit fixe de 10 francs ;

c) dans les matières où le juge a le droit de statuer sur les dépens ou si le référé est renvoyé à l'audience, la moitié de l'émolument fixé pour les instances contradictoires ou par défaut, sans que l'émolument puisse être inférieur à la somme de 25 francs.

Pour assistance dans les mesures d'instruction ordonnées par le juge, il est alloué à chacun des avoués en cause, lorsque les mesures d'instruction sont suivies d'une instance, le droit fixe de 15 francs et dans le cas contraire le droit de 25 francs.

D. — Ordonnances sur requêtes.

La rémunération des requêtes présentées au cours d'une procédure rétribuée par le droit fixe et le droit proportionnel ou par l'un d'eux, se trouvant comprise dans cette rétribution, le nouveau tarif s'est occupé seulement de toute requête présentée, soit en dehors, soit comme préliminaire d'une instance, si l'assignation n'est pas délivrée.

L'article 63 alloue pour ces requêtes un droit fixe de 10 francs, sans distinguer si elles sont présentées en dehors d'une instance ou comme préliminaire d'une instance, si l'assignation n'est pas délivrée.

E. — *Acceptations et renonciations.*

L'article 64 du nouveau tarif alloue pour assistance aux actes d'acceptation ou de renonciation de succession, de communauté, ou de legs, y compris la rédaction du pouvoir un seul droit fixe de 10 francs.

Ce droit ne peut être perçu plusieurs fois, quel que soit le nombre des acceptants ou des renonçants, s'il s'agit de la même succession ou communauté et si les formalités ont été remplies le même jour.

F. — *Matières diverses.*

Le nouveau décret comprend sous le titre d'une section intitulée : matières diverses, l'étude des émoluments qui peuvent être accordés aux avoués pour les affaires criminelles et correctionnelles, d'une part, et pour les bordereaux hypothécaires, d'autre part.

Ce sont deux matières différentes qui selon nous, auraient dû être examinées séparément.

Affaires criminelles et correctionnelles. — Si une partie se fait assister par un avoué devant la juridiction criminelle ou correctionnelle, il est alloué à cet avoué la moitié du droit fixe et le quart du droit proportionnel tels qu'ils sont établis en matière civile, mais à la condition expresse que l'assistance de l'avoué soit reconnue nécessaire par le Tribunal.

Il est regrettable que le nouveau tarif n'ait pas précisé dans quelles circonstances l'assistance de l'avoué sera nécessaire et qu'il ait laissé ce soin à l'appréciation des Tribunaux.

D'autre part, l'article 65 ne réglemente que le cas où l'avoué assiste la partie, mais d'autres cas se présentent dans la pratique. Ainsi, l'avoué au lieu d'as-

sister purement et simplement un prévenu, plaide pour lui, ou bien il représente une partie civile au nom de laquelle il conclut et plaide. Nous estimons que dans ces cas, les avoués ont droit, en sus des émoluments de l'article 65 à des honoraires qui sont à fixer à l'amiable.

Bordereaux hypothécaires. — L'obligation pour l'avoué de prendre inscription ne résulte pas de sa qualité de mandataire *ad litem* et cependant tout officier ministériel prudent considère comme un devoir de prendre des mesures conservatoires en vue d'assurer à son client le recouvrement de sa créance.

Toutefois, dans le tarif de 1807, aucun émolument n'était alloué pour prendre ou renouveler une inscription.

Mais le nouveau décret accorde, pour la rédaction d'un bordereau hypothécaire ou de renouvellement, dressé en exécution d'un jugement, d'un acte notarié ou de la loi, un droit proportionnel assez minime, certes, mais qui constitue quand même une heureuse innovation.

Ce droit est de 0,10 % jusqu'à 20.000 francs et de 0,05 % sur l'excédent indéfiniment, au-dessus de 20.000 francs. Le minimum de perception est fixé à 6 francs.

Lorsque l'inscription doit être prise ou renouvelée dans plusieurs bureaux, l'émolument est de 6 francs par bureau, en sus de ce qui est alloué pour le premier.

§ 8. — DÉBOURSÉS

Nous avons déjà vu que le tarif n'envisage que l'émolument alloué à l'avoué pour une procédure déterminée. Naturellement les déboursés qui ont été faits sont payés en sus, ainsi que le prévoit formellement l'article 67.

Les divers déboursés qui peuvent se produire dans une instance sont généralement les mêmes devant un Tribunal de première instance ou devant une Cour d'appel. Nous n'avons donc pas à revenir sur ce que nous avons dit au début de nos explications qui s'appliquent aussi bien aux avoués de première instance qu'aux avoués d'appel.

La seule chose qui diffère quelque peu est le droit de correspondance.

Nous savons que ce droit est alloué à tout avoué, tant demandeur que défendeur, pour frais de correspondance de toute nature et d'envoi de pièces par la poste ou autrement et quelque soit le domicile des parties.

Pour les avoués de première instance, ce droit est fixé forfaitairement au chiffre de 20 francs. Dès lors, les avoués n'ont pas à justifier des déboursés qu'ils ont faits pour envoi de lettres ou de pièces. Par contre, ils ne peuvent pas réclamer une somme plus élevée que celle fixée par le décret, alors même qu'ils justifieraient l'avoir déboursée.

Le droit de correspondance n'est perçu qu'une fois dans la même affaire.

Mais ce droit, qui est en principe de 20 francs, peut se trouver réduit dans certains cas limitativement déterminés par l'article 70 du nouveau tarif.

Il est réduit de moitié, c'est-à-dire à la somme de 10 francs, lorsque : 1° l'intérêt en cause ne dépasse pas 1.500 francs ; 2° lorsque le Tribunal statue sur un jugement rendu par un juge de paix ; 3° si la décision est rendue en référé ou sur requête, et 4° dans les affaires d'accidents de travail.

Le droit est réduit des trois quarts et fixé à 5 francs si l'affaire n'a pas été portée à l'audience ou si la procédure suivie entre les mêmes parties est la conséquence ou l'accessoire d'une instance sur demande

principale ayant donné lieu à la perception du droit entier.

Il résulte des termes mêmes de l'article 70 que le droit de correspondance est alloué en toutes matières. Il n'est pas spécial aux instances ; il est dû aussi dans les ventes, les purges d'hypothèques, les ordres, les contributions et les procédures diverses. Le droit est en principe toujours alloué en entier, quelle que soit la nature de l'affaire, sauf si l'on rentre dans l'un des cas de réduction que nous venons d'indiquer.

Il est bien évident que les avoués pourront réclamer comme déboursés non seulement ce qui est prévu par l'article 70, mais aussi les droits de timbre et d'enregistrement, les frais de greffe et d'huissiers, etc., dont ils auront fait l'avance. Il leur suffira de comprendre dans leurs états de frais, dans la colonne déboursés, en sus de leurs émoluments, ce qu'ils auront dépensés pour les besoins de la cause de leurs clients.

CHAPITRE VII

Droits et émoluments alloués aux avoués des Cours d'appel

L'article 71 du décret du 17 janvier 1920 porte que les dispositions contenues dans les chapitres 1, 2, 7 et 8 du titre I, relatif aux avoués près les Tribunaux de première instance, sont applicables aux droits et émoluments alloués aux avoués des Cours d'appel, sauf certaines modifications.

Il nous suffira donc de rappeler les dispositions de ces quatre chapitres et d'indiquer les modifications qui y ont été apportées en ce qui concerne les émoluments alloués aux avoués des Cours d'appel. Les principes du décret de 1920 sont les mêmes pour les avoués de première instance et pour les avoués d'appel. Les uns comme les autres ont droit à des émoluments et aux remboursements de leurs déboursés. La seule différence consiste dans l'allocation aux avoués d'appel d'un chiffre d'émolument un peu plus élevé que celui des avoués de première instance.

§ 1^{er}. — INSTANCES SUR DEMANDES PRINCIPALES

Il y a lieu de remarquer tout d'abord qu'il n'est plus fait de distinction entre les matières sommaires et les matières ordinaires, ni par conséquent entre les affaires civiles et les affaires commerciales qui, en appel, jusqu'à présent, étaient instruites et tarifées comme sommaires, quelle que fut leur importance et

la gravité des questions qu'elles présentaient. Mais il va de soi que l'assimilation de ces matières ne concerne que la tarification des frais et que les dispositions du Code de procédure qui prescrivent des formes spéciales dans les affaires sommaires et commerciales restent en vigueur et continuent d'être applicables, notamment celles concernant les enquêtes.

A. — *Instances contradictoires.*

Il est alloué aux avoués d'appel, dans les instances contradictoires, un droit fixe et un droit proportionnel.

Droit fixe. — Le droit fixe est fixé à 100 francs, quel que soit l'intérêt du litige. Il est réduit à 80 francs pour les affaires d'accidents de travail.

Ainsi devant une Cour d'appel, il n'y a pas lieu de se préoccuper de l'intérêt du litige ; pour toutes les matières, sauf pour les accidents de travail, le droit fixe est de 100 francs.

Droit proportionnel. — Tout comme pour les avoués de première instance, le droit proportionnel alloué aux avoués près les Cours d'appel est un droit dégressif qui varie avec l'intérêt du litige, mais le pourcentage du taux n'est pas le même.

Le droit proportionnel devant les Cours d'appel est fixé de la façon suivante :

Jusqu'à 5.000 francs.....	3	%
Sur l'excédent jusqu'à 10.000 francs....	2,50	%
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 francs....	1,50	%
Sur l'excédent jusqu'à 100.000 francs...	0,75	%
Sur l'excédent jusqu'à 300.000 francs...	0,30	%
Sur l'excédent jusqu'à un million.....	0,20	%
Sur l'excédent au-dessus de un million indéfiniment.....	0,10	%

Pour déterminer le droit proportionnel, on applique les mêmes règles que devant les Tribunaux de première instance. C'est ainsi qu'en toutes matières et pour toutes procédures, l'intérêt du litige est déterminé par l'importance de l'affaire résultant des conclusions prises, y compris l'appel incident, les demandes additionnelles ou reconventionnelles lorsqu'elles sont recevables.

Mais, tout comme en première instance, il peut arriver que le montant du litige ne puisse se déterminer d'une façon suffisamment précise.

On appliquera par suite les principes de l'article 6 pour le calcul de l'intérêt du litige dans les instances relatives aux demandes en exécution ou en résiliation de baux, en constitution de rente viagère ou en résiliation du contrat, ainsi que pour les demandes relatives aux rentes ou pensions dérivant soit d'accidents du travail, soit de l'obligation alimentaire prévue par les articles 205 et suivants du Code civil, ou pour les demandes relatives aux contrats de toute nature ou à des prestations en nature.

De même, pour un appel portant sur la valeur d'un immeuble qui n'est pas exprimée dans l'acte, on établira le droit proportionnel de la même façon que devant le Tribunal de première instance et conformément à la règle édictée par l'article 7.

S'il s'agit de demandes portant sur un intérêt pécuniaire et que l'intérêt du litige ne puisse être établi sur les bases indiquées aux principes généraux, le droit proportionnel est alors évalué provisoirement par une déclaration que font les avoués de la cause au moment de la mise au rôle. Il en est de même aussi pour les demandes dont l'objet principal n'a pas trait à des intérêts pécuniaires et notamment pour celles concernant l'état civil, les droits civils et civiques et la capacité juridique des personnes.

L'évaluation de l'intérêt en litige est aussi faite par une déclaration provisoire des avoués. Cette évaluation doit être appréciée par le premier président de la Cour d'appel, tout comme en première instance, elles l'est, aux termes de l'article 8 par le président du Tribunal. Cela résulte incontestablement du renvoi fait par l'article 71 aux dispositions générales concernant tous les avoués.

Le droit proportionnel, qui est évalué suivant ces principes, ne peut être inférieur à 150 francs, ni être supérieur à 2.000 francs, avec augmentation de moitié du droit en cas d'appel incident.

B. — *Instances par défaut.*

L'article 71 déclare applicables aux avoués d'appel les dispositions contenues dans les chapitres 1, 2, 7 et 8 du titre I. Par suite, et malgré le peu de clarté du texte, nous estimons que tout ce qui n'est pas formellement modifié sous le titre II, relatif aux avoués des Cours d'appel, doit être applicable à ces avoués.

Donc, si une instance se présente par défaut devant la Cour d'appel, ce sont les principes de l'article 15 qu'il convient d'appliquer.

Défaut contre partie. — L'avoué de l'appelant peut seul obtenir un défaut contre l'intimé qui n'a pas constitué avoué et cet avoué peut percevoir alors la moitié du droit fixe et le quart du droit proportionnel, pour tous les actes de procédure, y compris l'obtention et la levée de l'arrêt par défaut.

Défaut contre avoué. — Si le défaut est obtenu contre avoué faute de conclure, l'avoué adverse est

fondé à percevoir alors le droit fixe en entier et le quart du droit proportionnel.

Mais l'article 15 semble ne prévoir que les droits de l'avoué qui obtient l'arrêt par défaut, alors que cependant l'avoué du défaillant contre qui a été pris l'arrêt a été consulté et s'est constitué. Quelle sera sa rémunération ? Le nouveau décret, rémunérant les avoués pour l'ensemble de l'instance et non plus par acte et par vacation comme le tarif de 1807, l'avoué constitué du défaillant doit, à notre avis, recevoir les émoluments prévus par l'article 15.

Défaut profit joint. — Pour l'obtention et la levée d'un arrêt de défaut profit joint, il est alloué le quart du droit fixe, soit 25 francs. Mais cet émolument n'est accordé qu'à l'avoué qui obtient et lève cet arrêt. L'avoué constitué pour l'autre partie n'y a pas droit, eut-il assisté à l'arrêt.

Les frais concernant le défaut profit joint entrent dans l'état de frais de l'instance contradictoire qui a lieu ensuite.

Opposition. — En cas d'opposition à l'arrêt par défaut, les droits qui ont été alloués aux avoués pour la procédure de défaut sont imputés sur les droits de même nature qui sont alloués pour l'arrêt définitif, sans que l'avoué puisse cependant être tenu à restitution en cas d'excédent. Par suite de cette imputation, il ne reste rien à l'avoué qui a obtenu cet arrêt pour la procédure par défaut. Il a en tout, comme l'avoué de l'opposant, les droits d'une instance contradictoire.

Ces dispositions sont encore applicables au cas où l'arrêt sur l'opposition est lui-même rendu par défaut, et cela se justifie devant les Cours d'appel comme devant les Tribunaux de première instance, par cette

raison que l'arrêt qui intervient sur opposition est toujours définitif.

Nous estimons que l'avoué de l'opposant est fondé à percevoir les droits fixe et proportionnel, comme dans une instance contradictoire, non seulement lorsqu'un arrêt contradictoire intervient sur l'opposition, mais même encore lorsque l'arrêt sur l'opposition est rendu par défaut. L'avoué de l'opposant a dû instruire l'affaire, il a rédigé la requête d'opposition qui doit, à peine de nullité, contenir les moyens d'opposition et l'instance est ensuite réputée contradictoire.

Comme le tarif rémunère les avoués pour l'ensemble d'une instance, et non par acte de procédure, il est hors de doute que l'avoué de l'opposant a droit aux mêmes émoluments, que l'opposition soit jugée contradictoirement ou par défaut.

C. — *Tierce opposition et requête civile.*

Les Cours d'appel sont saisies directement de ces voies de recours extraordinaires pour attaquer les jugements ou arrêts, lorsque les décisions qui y donnent lieu ont été rendues par elles (art. 475 et 490 C. pr. c.) et dans le cas où il est formé tierce opposition incidemment à des contestations pendantes devant elles (art. 475, § 2 C. pr. c.).

La tierce opposition et la requête civile, soit principales, soit incidentes, constituent des instances distinctes de celles dans lesquelles sont intervenues les décisions attaquées. Aussi l'article 19 du nouveau tarif dispose-t-il qu'elles donnent lieu aux mêmes droits que les instances sur demandes principales.

Par suite, les émoluments que percevront les avoués en cause seront d'une instance ordinaire, soit contradictoire, soit par défaut. Les émoluments seront les

mêmes, qu'il s'agisse de tierce opposition ou de requête civile portée directement devant la Cour d'appel ou bien d'appels de jugements sur tierce opposition et requête civile rendus par les Tribunaux de première instance.

§ 2. — INCIDENTS

Les Cours d'appel connaissent des incidents, soit directement, lorsqu'ils se produisent dans les instances dont elles sont saisies, soit comme juridiction du second degré, sur l'appel des jugements rendus en premier ressort sur ces incidents par les Tribunaux civils et de commerce. La rémunération des avoués est différente suivant qu'il s'agit d'incidents se produisant au cours des instances d'appel ou au contraire des appels des jugements sur incident ; mais elle est toujours la même pour l'une de ces deux catégories d'affaires, sans qu'il y ait à distinguer si l'instance est contradictoire ou par défaut.

A. — *Appels des jugements sur incidents.*

L'article 77 alloue à chacun des avoués en cause le droit fixe de 50 francs et le quart du droit proportionnel, calculé d'après l'article 73 pour l'appel d'un jugement sur les incidents visés par l'article 20 du nouveau tarif. Ces incidents sont : les déclinatoires fondés sur l'incompétence, la connexité, la litispendance, la parenté ou l'alliance ; les exceptions de nullités d'exploits ou d'actes de procédure ; les incidents de garde d'enfants, de pension ou de provision, d'exécution ou d'interprétation de jugement, de péremption d'instance non suivie de désistement ou contestée ; les demandes en liquidation des dommages-intérêts ou de fruits.

B. — *Incidents se produisant au cours des instances d'appel.*

Pour les incidents de procédure qui peuvent se produire devant une Cour d'appel au cours d'une instance, la rémunération des avoués consiste en un droit fixe de 25 francs. Cet émolument est alloué pour tous les incidents que nous venons d'énumérer ainsi que pour tous autres incidents qui peuvent s'élever. Par suite, c'est dans le sens le plus large qu'il faudra prendre le mot « incident ».

C. — *Appels de jugements avant dire droit ou sur incident.*

Lorsque l'appel porte sur un jugement avant faire droit, les avoués en cause perçoivent le droit fixe comme dans une instance ordinaire et la moitié du droit proportionnel seulement.

Mais si un arrêt définitif intervient ensuite dans la même cause et entre les mêmes parties, il est alloué en outre, le droit fixe et la moitié du droit proportionnel.

Ainsi, lorsqu'un appel porte seulement sur un jugement avant faire droit et qu'ensuite un autre appel est formé contre le jugement au fond qui a été rendu dans la même affaire, les avoués en cause devant une Cour d'appel perçoivent chaque fois le droit fixe en entier, mais ils n'ont droit chaque fois qu'à la moitié du droit proportionnel. Si l'appel portait immédiatement sur le fond de l'affaire, les avoués percevraient alors le droit proportionnel en entier ; par suite, on peut dire qu'en réalité, les avoués ne sont rémunérés pour les appels de jugements avant faire droit (lors-

que l'affaire revient ensuite devant la Cour sur appel au fond) que par un droit fixe de 100 francs en général et de 80 francs seulement pour les affaires d'accidents de travail.

Enfin, il peut se produire que sur l'appel d'un jugement avant faire droit ou sur incident, la Cour use de son droit d'évocation et statue immédiatement au fond (si l'affaire est en état). Dans ce cas, les droits perçus par les avoués sont, suivant les cas, ceux d'une instance contradictoire ou par défaut.

Mais il peut se produire alors que l'instance soit contradictoire en ce qui concerne l'appel d'un jugement avant dire droit ou sur incident et qu'elle soit par défaut, faute de conclure au fond. Quels seront les émoluments dans ce cas des avoués en cause ? Nous estimons que l'avoué qui a fait vider l'appel et qui a obtenu au profit de son client un arrêt au fond par défaut contre l'adversaire, sera fondé à percevoir les émoluments d'une instance par défaut contre avoué, tandis que l'avoué qui a seulement conclu sur l'incident ou le jugement avant dire droit, percevra de son côté les émoluments prévus pour l'appel des jugements avant dire droit ou des jugements sur incident.

Cependant, en pratique, cette manière de procéder, qui est pourtant très logique, aboutira souvent à rémunérer davantage l'avoué contre qui le défaut a été pris, que l'avoué qui a obtenu un arrêt au fond. En effet, l'avoué qui a obtenu pour son client un arrêt au fond percevra, puisque l'affaire est par défaut contre avoué, le droit fixe et le quart du droit proportionnel. Tandis que l'avoué qui aura seulement conclu sur l'appel d'un jugement avant faire droit percevra également le droit fixe et en sus la moitié du droit proportionnel. S'il s'agissait d'un jugement sur incident, l'avoué contre qui le défaut a

été pris recevrait comme émolument un droit fixe de 50 francs (au lieu de 100 francs) et le quart du droit proportionnel. Dans ce dernier cas, l'avoué contre qui le défaut a été pris perçoit un peu moins que son confrère qui a obtenu et levé l'arrêt par défaut.

Nous regrettons que le législateur n'ait pas différencié davantage les émoluments des avoués dans ce cas et qu'il n'ait pas rémunéré un peu plus l'avoué qui obtient l'arrêt par défaut.

Il y a donc une légère différence de rémunération pour les avoués suivant qu'il s'agit d'appels de jugement avant faire droit ou d'appels de jugement sur incidents.

L'article 79 a même prévu pour les appels de jugements relatifs à une question de compétence ou de renvoi d'un Tribunal à un autre, une rémunération spéciale et un peu plus élevée que pour tous les incidents en général.

Il est en effet alloué aux avoués en cause sur un appel de jugement relatif à une question de compétence ou de renvoi d'un Tribunal à un autre le droit fixe de 50 francs et la moitié du droit proportionnel.

D. — *Garantie.*

Une demande en garantie ne peut être formée pour la première fois en appel. Par suite, les Cours d'appels ne sont appelées à statuer que sur les appels des jugements rendus sur les demandes en garantie. Ces appels constituent des instances ordinaires et donnent lieu à tous les droits des instances sur demandes principales.

E. — *Intervention.*

Lorsque les Cours ont à statuer sur les appels de jugements rendus en matières d'intervention, on

applique alors les droits prévus pour les instances ordinaires.

Mais, l'intervention est aussi possible pour la première fois en appel de la part de ceux qui auraient le droit de former tierce opposition et le droit des tiers intervenants de faire franchir le premier degré de juridiction à la partie contre laquelle ils interviennent en appel, implique le droit corrélatif pour cette partie de provoquer leur intervention forcée devant la Cour.

L'intervention forcée ou volontaire forme une demande distincte de l'instance originaire et donne lieu à une rémunération indépendante de celle de l'instance.

D'après l'article 21 qui s'applique aux avoués d'appels, ceux-ci, lorsqu'ils occupent pour les parties intervenantes (que l'intervention soit volontaire ou forcée) ont droit aux émoluments accordés dans les instances sur demandes principales.

L'avoué qui appelle en intervention reçoit, outre les émoluments qui peuvent lui être dus au titre de l'instance originaire, la moitié des droits fixe et proportionnel, quel que soit le nombre des appelés.

En conséquence, il est dû devant une Cour d'appel à l'avoué de l'intervenant le droit fixe et le droit proportionnel qui sont alloués dans une instance principale. Il est dû à l'avoué qui appelle en intervention, en plus de ses émoluments dans l'instance principale, la moitié de ces droits fixe et proportionnel.

F. — *Désistement. Transaction.*

Les émoluments des affaires qui se terminent sans arrêt sont prévus par l'article 22.

Pour toute affaire terminée par désistement ou

pour toute autre cause, avant que les conclusions aient été signifiées et déposées ou avant qu'un arrêt par défaut soit intervenu, il est alloué à chaque avoué le quart du droit fixe, c'est-à-dire en principe (sauf pour les accidents de travail) la somme de 25 francs.

Lorsqu'il y a transaction avec le concours de l'avoué, l'émolument est alors du quart du droit proportionnel.

Ces droits sont acquis à l'avoué pour toutes matières et notamment pour les affaires d'accidents de travail, lorsque l'affaire se termine par un accord. Mais comme dans cette matière le droit fixe est réduit à 80 francs par l'article 72, il est bien évident que c'est sur ce chiffre de 80 francs seulement que l'on devra calculer le quart du droit fixe. Par suite, en cas de désistement ou de transaction, l'avoué percevra un droit de 20 francs dans les instances relatives aux accidents de travail.

Si l'affaire est terminée après conclusions prises et signifiées avant ou après plaidoirie, avec ou sans jugement préparatoire, il est alloué aux avoués de la cause les trois quarts des droits fixe et proportionnel.

Le nouveau décret ne dit pas quels sont les émoluments dus au cas où l'affaire se termine après la pose de qualité et lorsqu'il a été rendu un arrêt autre qu'un préparatoire, par exemple un arrêt interlocutoire. Nous estimons que dans ce cas les droits des instances contradictoires doivent être alloués.

G. — Mesures d'instruction.

Lorsque des mesures d'instruction sont ordonnées par la Cour, il est alloué à l'avoué qui lève l'arrêt un droit fixe de 30 francs. Ce droit est dû dans toutes

les instances contradictoires ou par défaut, y compris les instances relatives aux accidents du travail. On doit comprendre dans le sens le plus large les mots « dans toutes les instances », employés par le décret et par suite, cet émolument doit être perçu dans les instances incidentes comme dans les instances principales, et dans les affaires qui sont solutionnées tant en audience publique qu'en Chambre du conseil.

Lorsque les mesures d'instruction ordonnées ne comportent pas l'assistance de l'avoué, telles que l'interrogatoire sur faits et articles, cet avoué ne peut percevoir d'autre émolument que le droit fixe de 30 francs dont nous venons de parler et encore si c'est lui qui a levé l'arrêt.

Mais lorsque les mesures ordonnées comportent l'assistance de l'avoué, il est alloué à chacun des avoués en cause, pour l'accomplissement des formalités et actes de procédure relatifs à la mesure ordonnée, un droit fixe de 50 francs.

Le décret de 1920 n'indique pas quelles sont les mesures qui comportent l'assistance de l'avoué. Nous pensons que l'on doit considérer comme ayant ce caractère, celles pour lesquelles le décret de 1807 prévoyait cette assistance par l'allocation de vacations et qu'en conséquence, dans les causes d'appel, les mesures rentrant dans cette catégorie sont notamment : 1° l'enquête ; 2° la descente sur les lieux ; 3° l'expertise ; 4° la reddition de comptes, et 5° le compulsoire. On peut également ajouter à cette liste la comparution des parties et le serment à l'assistance desquels les avoués étaient rémunérés par des vacations sous le régime de l'ancien tarif.

D'autre part, comme les droits sont accordés « pour l'accomplissement des formalités et actes de procédure relatifs aux mesures d'instruction ordonnées », il s'ensuit que ces droits sont dus à l'avoué lorsqu'il

a fait les actes de procédure nécessaires. Mais il n'est pas besoin qu'il assiste à la mesure ordonnée pour percevoir l'émolument de l'article 76, § 2.

Il est bien évident que lorsque l'avoué assiste à la mesure ordonnée, il a droit à l'émolument alloué pour frais de voyage par l'article 69 du nouveau décret.

Les droits qui sont alloués aux avoués pour les mesures d'instruction sont dus pour chaque mesure d'instruction ordonnée. Par suite, les avoués seront fondés à percevoir autant d'émoluments différents qu'il y aura de mesures ordonnées.

Enfin, d'après l'article 24, si la mesure d'instruction ordonnée par une Cour est exécutée devant une autre juridiction, l'allocation est perçue par les avoués qui assistent les parties.

§ 3. — DEMANDES EN PARTAGE ET EN HOMOLOGATION. —

VENTES. — PURGES. — ORDRES ET CONTRIBUTIONS

Le titre I^{er} du décret du 17 janvier 1920 examine dans les chapitres III à VI inclus diverses matières qui peuvent se présenter également devant les Cours d'appels. Pourtant, l'article 71 exclut formellement ces chapitres III à VI des dispositions qui sont applicables à la fois aux avoués de première instance et aux avoués d'appel.

Quels seront donc les émoluments des avoués d'appel lorsqu'une affaire de cette catégorie se présentera devant une Cour ?

Nous estimons que les diverses sortes d'affaires qui sont étudiées dans ces chapitres et qui sont relatives aux demandes en partage ou en homologation, aux ventes ou aux saisies et à toutes contestations possibles dans les ordres et contributions donnent

ouverture pour les avoués d'appel aux mêmes émoluments que les appels concernant les instances ordinaires. Par suite, les avoués d'appel n'auront pas à se préoccuper des émoluments spéciaux qui ont pu être alloués en première instance ; ils auront droit aux émoluments des articles 72 et 73 pour les affaires ordinaires. Naturellement, si ce n'est pas le fond de l'affaire qui est soumis à la Cour, mais seulement un incident de procédure, l'allocation à laquelle pourra prétendre l'avoué d'appel sera celle des appels de jugements sur incidents (article 77).

§ 4. — PROCÉDURES ET MATIÈRES DIVERSES

Le chapitre 7 du titre I^{er} est applicable aux avoués d'appel et par suite, il convient d'examiner quels sont les émoluments que ces avoués pourront obtenir pour les diverses instances prévues dans ce chapitre.

A. — Délivrance de legs.

Pour la demande en délivrance de legs universel, à titre universel ou particulier, il est alloué à l'avoué, lorsque le legs donne lieu à contestation, l'émolument fixé pour les instances contradictoires ou par défaut.

Mais s'il n'y a pas contestation, l'article 58, § 2 n'alloue aux avoués de première instance qu'un droit fixe de 25 francs. Cette disposition ne nous paraît pas applicable aux avoués d'appel. Elle est placée dans un chapitre qui n'est commun aux avoués d'appel que sous certaines modifications. Or le droit fixe de 25 francs qui est alloué aux avoués de première instance représente la moitié du droit prévu à l'article 2 pour toute affaire sur demande principale. Il

nous semble donc logique que l'émolument de l'avoué à la Cour d'appel soit également la moitié du droit fixe qui lui est alloué par l'article 72 et par suite nous estimons que les avoués d'appel pourront réclamer un droit fixe de 50 francs pour la demande en délivrance de legs, si ce legs ne donne pas lieu à contestation.

Pour la requête d'envoi en possession prévue par l'article 1008 du Code civil, l'avoué doit percevoir, en partant du même principe, le même émolument. Si la requête est rejetée, le droit fixe doit se trouver réduit à 20 francs, c'est-à-dire au double de ce qui est alloué aux avoués de première instance.

Enfin, s'il s'agit de l'envoi en possession d'un successeur irrégulier, nous estimons que l'avoué à la Cour doit percevoir le double également des droits qui sont alloués aux avoués de première instance par l'article 60. Il sera donc alloué pour l'obtention et la levée d'un arrêt prescrivant les formalités préalables, le droit fixe de 40 francs et pour l'arrêt d'envoi en possession définitif, le droit fixe de 60 francs.

B. — *Chambre du conseil*

Les affaires en Chambre du conseil sont divisées en deux catégories relativement à la rémunération des avoués.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 56 alloue à l'avoué demandeur un droit fixe de 25 francs pour toute requête tendant soit à la nomination d'un curateur, administrateur, séquestre ou mandataire de justice, soit à la nomination du jury d'expropriation.

Dans ce paragraphe, la tarification de la requête relative à la désignation du jury d'expropriation est seule applicable aux avoués d'appel. Les Cours nomment le jury d'expropriation pour le départe-

ment où est établi leur siège au même titre que les Tribunaux de première instance du chef-lieu nomment celui de leur département respectif. La rémunération est commune à tous les avoués et par suite les avoués de première instance et les avoués d'appel ne peuvent percevoir que le droit fixe de 25 francs pour la requête relative à la désignation du jury d'expropriation.

Pour les autres demandes, si la décision relève de la juridiction gracieuse, les avoués de première instance perçoivent un droit fixe de 30 francs et nous estimons en conséquence que les avoués d'appel doivent percevoir un droit de 60 francs, puisque le droit fixe qui leur est alloué par l'article 72 est le double de celui prévu par l'article 2.

Mais si la décision contradictoire ou par défaut intervient en matière contentieuse, les avoués percevront en sus de ce droit fixe le quart du droit proportionnel prévu par l'article 73.

En cas d'opposition à taxe, il est alloué pour tous les actes de cette procédure, y compris l'obtention et la levée de la décision rendue, un droit fixe de 10 francs pour les avoués près les Tribunaux de première instance. Nous estimons que cette disposition est applicable aussi aux oppositions à ordonnances de taxe et à exécutoires de dépens dont les Cours sont saisies directement et que par suite, les avoués d'appel n'ont droit qu'au même émolument de 10 francs.

Si une mesure d'instruction est ordonnée au cours d'une procédure en Chambre du conseil, les avoués ont droit aux émoluments prévus spécialement pour ces mesures d'instruction par l'article 76 § 2.

C. — Appels d'ordonnances rendues en référé.

L'article 79 du nouveau tarif alloue aux avoués d'appel pour les appels des ordonnances de référé,

un droit fixe de 50 francs seulement et la moitié du droit proportionnel tel qu'il est calculé pour une instance ordinaire.

D. — *Appels d'ordonnances rendues sur requêtes.*

La loi est muette sur les voies de recours dont peuvent être susceptibles les ordonnances rendues sur requêtes. Contrairement aux ordonnances émanant de la juridiction gracieuse, qui ne préjudicient à personne, celles qui en rejetant les conclusions de la requête font un grief sérieux aux droits ou intérêts des parties et celles qui préjudicient à des tiers, sont considérées comme ayant le caractère de décisions contentieuses et par suite comme étant susceptibles de recours. Le recours s'exerce, suivant les cas, par l'opposition devant le magistrat qui a rendu l'ordonnance ou par l'appel devant la Cour.

En cas d'appel d'ordonnance sur requête, il est alloué aux avoués en cause un droit fixe de 50 francs et la moitié du droit proportionnel.

E. — *Appels de jugements déclaratifs de faillite, ou prononçant l'homologation, l'annulation ou la résolution d'un concordat.*

Lorsque l'appel porte sur un jugement déclaratif de faillite, ou sur un jugement prononçant l'homologation, l'annulation ou la résolution d'un concordat, il est alloué aux avoués de la cause un droit fixe de 50 francs et la moitié du droit proportionnel fixé par l'article 75, c'est-à-dire celui des demandes qui ne sont pas susceptibles d'évaluation en argent.

Ce droit proportionnel n'est pas dû à l'avoué qui, en matière de faillite ou de liquidation judiciaire, s'en rapporte à justice.

Bien que le § 1^{er} de l'article 80 ne parle que de

l'appel des jugements déclaratifs de faillite et des jugements prononçant l'homologation, l'annulation ou la résolution du concordat, la tarification qu'il établit doit être appliquée à l'appel des jugements qui rejettent une demande en déclaration de faillite ou une demande en homologation, en annulation ou en résolution de concordat, ou qui prononcent à la fois sur une requête en admission au bénéfice de la liquidation judiciaire et sur une assignation en déclaration de faillite, conformément à l'article 4 de la loi du 19 février 1889. Nous estimons qu'il doit en être de même pour l'appel des jugements qui statuent sur la fixation de l'époque de la cessation des paiements, lorsqu'elle n'a pas été déterminée par le jugement déclaratif de faillite. Il s'agit en effet de cas identiques ou analogues et dans lesquels l'intérêt est également indéterminé.

F. — *Appels de jugements correctionnels
et affaires criminelles.*

Si une partie se fait assister devant une Cour d'appel jugeant correctionnellement ou devant la juridiction criminelle, l'avoué perçoit la moitié du droit fixe et le quart du droit proportionnel, tels que ces droits sont alloués en matière civile par les articles 72 et 73.

Il faut pour que cette allocation soit accordée à l'avoué, que son assistance soit reconnue nécessaire par la Cour. Mais le nouveau décret n'a pas fixé les cas dans lesquels cette assistance est reconnue nécessaire. Ce sera donc une question d'appréciation de la part des Cours d'appel.

Si l'avoué, au lieu d'assister seulement la partie, plaide pour elle ou lorsqu'il représente une partie civile, il peut réclamer en outre des honoraires qui sont à fixer à l'amiable.

G. — *Arrêts rendus sur requête.*

Les Cours jugent sur requêtes certaines affaires dont elles sont saisies directement, telles que les demandes en réhabilitation de faillis (art. 605 C. comm.) et l'admissibilité des demandes en prise à partie (art. 510 C. pr. c.).

Pour tout arrêt rendu sur requête, il est alloué aux avoués en cause le droit fixe de 25 francs et la moitié du droit proportionnel qui aurait été perçu s'il s'était agi d'une instance ordinaire.

H. — *Ordonnances sur requêtes.*

De même qu'en première instance, dans les cas qui requièrent célérité, les délais des assignations peuvent être abrégés par ordonnance du premier président (art. 18 du décret du 30 mars 1808).

Lorsque les requêtes sur lesquelles interviennent ces ordonnances sont suivies d'une instance, on peut se demander si un émolument est dû à l'avoué ou s'il a droit seulement à se faire restituer ce qu'il a déboursé. Nous ne pouvons nous prononcer, mais nous estimons que l'émolument de l'avoué est compris dans celui de l'instance qui suit cette ordonnance et que par suite il n'est pas fondé à réclamer un émolument pour cette ordonnance seulement.

Mais lorsque la requête est présentée en dehors d'une instance, ou si, étant présentée comme préliminaire d'une instance, l'assignation n'est pas délivrée, l'article 63 alloue un droit fixe de 10 francs pour les avoués de première instance. Nous estimons que dans ce cas, les avoués d'appel ne peuvent percevoir un autre droit puisque cet article 63 paraît être commun à tous les avoués.

I. — *Bordereaux hypothécaires.*

L'article 66 du nouveau décret nous paraît être applicable tant aux avoués de première instance qu'aux avoués d'appel et par suite, nous estimons qu'il doit être alloué aux avoués près les Cours d'appel, pour la rédaction d'un bordereau d'inscription hypothécaire ou de renouvellement, dressé en exécution d'un arrêt, d'un acte notarié ou de la loi, un droit proportionnel de 0,10 % jusqu'à 20.000 francs, et de 0,05 % sur l'excédent indéfiniment au-dessus de 20.000 francs.

Le minimum du droit alloué est de 6 francs et lorsque l'inscription doit être prise ou renouvelée dans plusieurs bureaux, l'émolument est également de 6 francs par bureau en sus de ce qui est alloué pour le premier.

§ 5. — DÉBOURSÉS

Tout comme pour les avoués de première instance, le nouveau tarif ne comprend que l'émolument net. Par suite, les sommes que les avoués ont pu déboursier pour la bonne solution du procès doivent leur être restituées. Ces déboursés comprennent non seulement les frais d'actes délivrés par les notaires, huissiers, greffiers, etc..., mais aussi certains frais prévus par l'article 67.

Nous devons d'ailleurs dire que sur 5 sortes de déboursés prévus par cet article, 4 sont seulement applicables aux Cours d'appel. Ces déboursés sont :

1° *Frais d'impression autorisés.* — Dans la plupart des Cours d'appel, il est d'usage de remettre à chacun des magistrats qui doivent connaître de l'affaire, ainsi qu'au ministère public et au greffier, une copie imprimée ou autographiée du jugement frappé

d'appel, ainsi qu'un exemplaire des conclusions signifiées au lieu de l'exemplaire unique prévu par les articles 33 et 72 du décret du 30 mars 1808. Des indemnités diverses étaient jusqu'à présent allouées pour ces copies. Dorénavant, il faudra une délibération régulière des Cours pour arbitrer à forfait la somme que les avoués pourront faire entrer dans leur état de frais comme déboursés. Cette somme forfaitaire comprendra tant le coût du papier employé que la valeur du travail exécuté pour l'impression ou l'autographie.

2° *Copie des pièces ou extraits à signifier.* — Nous avons déjà indiqué que pour ces copies, les avoués avaient droit à 0,50 par rôle d'expédition de 20 lignes à la page et de 12 syllabes à la ligne.

3° *Frais de voyage.* — Il est alloué par l'article 69 aux avoués qui sont obligés de se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence, lorsque leur présence est autorisée par la loi ou demandée par les parties, une indemnité de 0,20 par kilomètre parcouru, tant à l'aller qu'au retour, si le transport a lieu par voie ferrée, et de 0,60, si le transport a lieu autrement. En outre, l'avoué a droit à une indemnité de 20 francs pour chaque journée de voyage.

4° *Frais de correspondance.* — Le droit de correspondance alloué aux avoués d'appel est de 25 francs. Il est alloué à chaque avoué tant appelant qu'intimé et rémunère forfaitairement l'avoué des frais de correspondance et d'envoi de pièces. Devant les Tribunaux de première instance, ce droit est réduit de moitié ou des trois quarts dans certains cas, mais nous estimons qu'aucune réduction ne doit être apportée devant les Cours en raison du caractère formel de l'article 82.

C'est toujours le droit de 25 francs qui doit être perçu devant une Cour, qu'il s'agisse d'une instance contradictoire ou par défaut, d'une affaire sur demande principale ou d'un appel sur incident.

CHAPITRE VII

Dispositions générales et dispositions transitoires

Le nouveau décret envisage dans le titre III, qui est applicable tant aux avoués de première instance qu'aux avoués d'appel, différentes mesures d'ordre général et il indique en même temps les dispositions transitoires qui devront être appliquées pour la solution des affaires.

Nous examinerons séparément ces diverses mesures générales et transitoires dans les paragraphes différents.

§ 1^{er}. — DÉTERMINATION DU DROIT PROPORTIONNEL MAXIMUM A PERCEVOIR

Le montant cumulé des droits proportionnels à prélever par les avoués en cause ne doit jamais être supérieur, devant chaque degré de juridiction, à 10 % de : 1° l'évaluation de l'intérêt du litige dans les instances portant sur un intérêt pécuniaire ou 2° de la somme à distribuer dans les procédures d'ordre et de contribution.

On devra donc additionner le montant du droit proportionnel perçu par chaque avoué en cause et c'est le total de ces divers droits proportionnels qui ne devra pas excéder 10 % de l'évaluation de l'intérêt du litige de la somme à distribuer. Naturellement, cette mesure ne doit être appliquée que devant chaque degré de juridiction, séparément et non sur l'ensemble des degrés divers de juridiction

devant lesquels l'affaire a pu être portée. Ainsi, on devra tout d'abord examiner devant le Tribunal civil de première instance, si le montant des droits proportionnels n'excède pas 10 %, puis en cas d'appel on procédera de même pour le montant des droits proportionnels perçus par les avoués d'appel.

Enfin cette mesure n'est applicable qu'en matière d'ordre ou de contribution et pour les instances portant sur un intérêt pécuniaire. Par suite, nous estimons qu'il n'y aura pas lieu à application de l'article 83 § 1^{er} s'il s'agit d'une demande indéterminée ou d'une demande relative à l'état civil, aux droits civils et civiques et à la capacité juridique des personnes.

Lorsque le montant des droits proportionnels perçus par les avoués en cause excède 10 % de l'évaluation de l'intérêt du litige ou de la somme à distribuer, l'émolument global de ces avoués est ramené à 10 %, s'il est dépassé et le retranchement qui est fait est supporté par tous les avoués au prorata de leurs émoluments. Ce retranchement est opéré par les soins de l'avoué le plus ancien.

Enfin, lorsque à l'occasion d'une procédure déjà engagée, il s'élève une contestation qui n'ait pas le caractère d'un incident et qui doive être considérée comme une instance sur demande principale, la taxe en est faite suivant les règles établies pour les instances sur demandes principales, contradictoires ou par défaut. Il en est de même pour les cas non prévus dans les procédures particulières et autres matières spéciales.

§ 2. — RÉGISTRE DES RECETTES

De même que l'article 151 du décret du 16 février 1807, le nouveau décret, dans son article 84, prescrit aux avoués la tenue d'un registre spécial pour l'ins-

cription des recettes qu'ils font de leurs clients.

Toutes les recettes doivent être mentionnées par ordre de date et sans aucun blanc ; les avoués doivent inscrire toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs clients en indiquant le nom de ces clients et la cause du versement.

Les avoués devront représenter ce registre toutes les fois qu'ils en seront requis et qu'ils formeront des demandes en condamnation de frais. Faute de tenue régulière ou faute de représentation de ce registre, ils seront déclarés non recevables dans leurs demandes.

Enfin, les avoués ne peuvent exiger de droits plus élevés que ceux qui leur sont alloués par le nouveau tarif, sous peine de restitution, de dommages-intérêts et s'il y a lieu d'interdiction.

L'article 84 n'exige pas comme l'article 151 du tarif de 1807 que le registre de recettes soit coté et paraphé par le président du Tribunal ou l'un des juges par lui commis, ni que l'inscription des sommes reçues soit faite par les avoués eux-mêmes. Mais il reproduit à tort l'obligation pour les avoués de représenter ce registre toutes les fois qu'ils formeront des demandes en condamnation de frais, l'action en condamnation ayant été supprimée par la loi du 24 décembre 1897 et remplacée par la procédure que cette loi a établie pour le recouvrement des frais. L'obligation de représenter le registre s'appliquera aux oppositions à ordonnances de taxe basées sur ce que les clients prétendraient s'être libérés.

Dans le silence du nouveau décret, nous croyons qu'il n'est pas nécessaire que le registre des avoués soit sur papier timbré coté et paraphé, mais cependant ce sera pour eux une sage précaution de le tenir ainsi, pour le cas où ce registre viendrait à être produit en justice. (Voir loi du 13 brumaire an VII, art. 13, et Cass. 8 juin 1842. Pal. 1842. 2. 348.)

Les sommes qui doivent être portées sur le registre de recettes sont seulement celles que les avoués reçoivent en cette qualité et de leurs propres clients. Par suite, il n'est pas nécessaire d'inscrire les sommes par eux reçues pour l'exécution d'un mandat en dehors de leur ministère, par exemple, pour les affaires de justice de paix ou de commerce, ni pour le remboursement des sommes payées à des tiers ; il n'est pas non plus indispensable d'inscrire les frais payés par les parties adverses. (Douai, 21 mars 1883. S. 1883. 2. 186. Cassation, 30 novembre 1892 P. 1893. 1. 133.)

La fin de non recevoir résultant du défaut de représentation du registre ou du défaut de tenue régulière est absolue et d'ordre public : elle peut dès lors être opposée en tout état de cause et pour la première fois en appel. Les avoués ne sauraient même être admis à déférer le serment à l'appui de leur demande. (Cass. 18 oct. 1887. S. 1889. 1. 151.) Toutefois, il a été jugé que la représentation du registre n'est pas obligatoire lorsque le client et l'avoué étant d'accord sur les versements effectués, la contestation ne porte que sur le chiffre des frais ou honoraires. (Orléans, 30 mai 1862. S. 1862. 2. 461. Chambéry, 29 mai 1891. Bulletin de la taxe, 1891. 1. 171.)

Il n'est pas exigé non plus que le registre soit tenu jour par jour et enfin l'avoué n'étant tenu d'inscrire que les sommes qu'il reçoit de ses clients, l'adversaire poursuivi pour frais dont la distraction a été prononcée, ne peut demander la représentation de ce registre. Il n'en serait autrement, selon nous, que s'il avait un intérêt à obtenir cette représentation, par exemple, s'il était créancier du client et pouvait invoquer l'article 1166 du Code civil. (Cass. 8 juin 1842. S. 1842. 1481.)

§ 3. — DIVISION DES ÉTATS DE FRAIS

Avant tout règlement, les avoués sont tenus de remettre aux parties le compte détaillé des sommes dont elles sont redevables. Les états de frais doivent faire ressortir distinctement les déboursés et les émoluments.

Ils sont, sauf dispositions contraires, formé sur trois colonnes :

1° La colonne spéciale exigée par l'article 21 de la loi du 26 janvier 1892 ;

2° Celle des déboursés ;

3° Celle des émoluments.

Bien que la loi ne l'indique pas, il semble utile d'indiquer dans les états de frais, tout au moins dans ceux qui sont destinés à devenir exécutoires par ordonnance de taxe, les noms, prénoms, professions et domiciles des parties, surtout des parties débitrices, et de mentionner contre qui la taxe est requise, cette taxe pouvant être demandée soit contre le propre client de l'avoué, soit contre la partie adverse qui aurait été condamnée aux dépens.

§ 4. — DROIT DE RÉTENTION

Le droit de rétention prévu par l'article 1948 du Code civil en faveur du dépositaire pour la garantie de l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt, a été reconnu applicable aux mandataires et en particulier aux avoués. Aussi il est de jurisprudence que l'avoué qui n'a pas été payé de ses frais a le droit de retenir les pièces de procédure qui émanent de lui et qu'il a également le droit de retenir les pièces et titres pour l'obtention desquels il a fait

des déboursés. (Paris, 25 août 1849. S. 1849. 2. 491. Rouen, 12 décembre 1851. S. 1853. 2. 299.)

L'article 86 du nouveau tarif réglemente d'une façon formelle et précise le droit de rétention de l'avoué jusqu'au paiement de ses frais. D'après cet article, ce droit de rétention s'exerce tant sur les actes faits par l'avoué et sur les pièces à lui remises pour soutenir le procès que sur les titres qu'il s'est procurés au moyen de ses avances.

Toutefois, la communication des pièces retenues par un avoué qui n'est pas payé de ses frais, telles que titres et actes de procédure peut toujours être faites provisoirement dans un intérêt reconnu légitime par la Chambre de discipline, à tout officier public ou ministériel mandataire de la partie, à charge par celui-ci de s'engager à les rétablir aux mains de l'avoué lorsque ces pièces ne lui seront plus nécessaires.

L'intérêt de cette communication existe surtout dans le cas où un jugement étant frappé d'appel, la partie n'est pas en mesure de payer son avoué de première instance.

§ 5. — PARTAGE OU REMISE D'ÉMOLUMENTS

Il est interdit aux avoués, sous peine de sanctions disciplinaires, de partager leurs émoluments ou honoraires avec un tiers ; ils ne peuvent en accorder la remise partielle à leurs clients qu'avec l'autorisation de la Chambre de discipline.

Il y a là une double disposition qui procède de la même pensée, c'est que les avoués doivent s'abstenir de tous pactes ou agissements quelconques, qui, au moyen de remises sur leurs émoluments ou de commissions accordées à des agents d'affaires, ou de

rabais consentis à des plaideurs, tendraient à leur procurer des affaires ou à détourner la clientèle de leurs confrères.

Mais si les avoués ne peuvent faire à leurs clients de remise partielle de leurs émoluments qu'avec l'autorisation de la Chambre de discipline, ils peuvent en faire la remise complète sans aucune autorisation. Ce qui est seulement interdit, c'est la remise partielle qui est une sorte de rabais, mais la remise complète ne l'est pas et elle ne présente aucun inconvénient, car il n'y a pas à craindre qu'un avoué prenne l'habitude d'exercer son ministère sans rémunération et si un avoué le fait quelquefois, c'est qu'il a alors de sérieuses raisons de le faire.

§ 6. — AVIS ET ARBITRAGE DE LA CHAMBRE DE DISCIPLINE

Le nouveau tarif charge les Chambres de discipline de diverses missions. C'est ainsi que d'après l'article 8, la Chambre de discipline détermine les formes de la déclaration à faire par les avoués pour fixer, dans certains cas, l'intérêt du litige sur lequel doit être calculé le droit proportionnel.

En cas de divergence entre les avoués sur l'importance du litige, c'est encore la Chambre de discipline qui est chargée de donner son avis.

La Chambre de discipline peut, d'après l'article 87, autoriser les avoués à faire à leurs clients la remise partielle de leurs émoluments ou honoraires. Elle décide aussi s'il y a un intérêt légitime à ce qu'un officier public ou ministériel, mandataire d'une partie demande à l'avoué, avant paiement de ses frais, communication de pièces, titres et actes de procédure (article 86).

Selon nous, c'est encore aux Chambres de disci-

plaine qu'il appartient de solliciter des Cours et des Tribunaux une délibération régulière permettant de compter comme déboursés et pour un prix fixé à forfait les frais de papeterie et d'impression prévus par l'article 67 § 1^{er}.

Enfin, l'article 88 du nouveau décret confie aux Chambres de discipline le soin de régler toutes les difficultés que l'application de ce tarif pourra provoquer entre avoués. Ces difficultés ne sont pas déterminées et pourront se présenter de la manière la plus imprévue ; mais nous estimons que les seules qui paraissent pouvoir se présenter sont celles qui naissent à l'occasion, soit du partage entre les avoués du droit proportionnel dans les cas prévus par l'article 39 § 2, soit de la réduction des droits proportionnels cumulés dans le cas de l'article 83.

Remarquons enfin que la mission donnée à la Chambre de discipline ne concerne que les difficultés entre les avoués et qu'elle ne s'applique pas à celles pouvant exister entre les avoués et les tiers.

§ 7. — FIXATION DE LA DATE DE LA MISE EN VIGUEUR DU NOUVEAU TARIF

D'après l'article 89, les procédures introduites devant les Cours et les Tribunaux antérieurement à la date de publication du nouveau tarif seront taxées d'après les tarifs anciens.

Par suite, toutes les affaires qui sont pendantes devant les Cours et les Tribunaux avant que le nouveau décret ait été publié, seront soumises pour la taxe des frais aux tarifs de 1807. Au contraire, toutes les affaires introduites depuis la date de publication du nouveau tarif seront taxées d'après les règles énoncées dans ce tarif. Comme le nouveau décret a

été publié le 17 janvier 1920, nous estimons que toutes les affaires introduites depuis le 17 janvier 1920 doivent bénéficier du nouveau tarif.

Mais à quelle époque une procédure est-elle réputée introduite ? D'après l'article 24 de la loi de finances du 26 janvier 1892, l'époque à laquelle la procédure est commencée se détermine : pour les instances, par l'acte introductif ; pour les ordres et contributions, par le procès-verbal du juge qui en constate l'ouverture et pour les ventes judiciaires, soit par l'assignation en licitation, soit par la requête tendant à obtenir du Tribunal l'autorisation de procéder à la vente, soit par le procès-verbal de saisie immobilière, soit enfin par l'acte de réquisition de mise aux enchères fixé par les articles 2185 du Code civil et 832 du Code de procédure civile.

Ce seront donc ces principes qu'il y aura lieu d'appliquer et par suite une instance sera réputée introduite ou commencée à partir du jour de l'acte introductif. Cet acte introductif est en principe une assignation, mais dans certaines procédures, l'acte introductif varie : c'est ainsi par exemple que les instances en interdiction s'ouvrent par la requête présentée au président du Tribunal, soit par la signification faite au défendeur en vertu de l'article 893 C. pr. civ. et que les instances en dation de Conseil judiciaire s'ouvrent par la requête présentée au président du Tribunal.

Il en sera de même en appel : une instance sera réputée introduite à partir de l'acte qui aura saisi la Cour de l'appel d'un jugement de Tribunal, c'est-à-dire par l'acte d'appel.

Au point de vue de l'applicabilité du nouveau tarif, on peut se demander si c'est l'acte d'appel ou au contraire l'acte qui a commencé l'instance devant le Tribunal qui doit servir de base. Nous estimons

qu'il n'y a pas lieu de considérer dans ce cas l'instance d'appel comme la suite de l'instance qui s'est déroulée devant le Tribunal d'arrondissement ; par suite, les émoluments prévus par le décret du 17 janvier 1920 doivent être allouées aux avoués d'appel pour toute instance introduite devant la Cour auprès de laquelle ils sont accrédités à partir du 17 janvier 1920.

§ 8. — ABROGATION DE DIVERS DÉCRETS ET ORDONNANCES

L'article 90 énumère toutes les dispositions qui sont abrogées par le nouveau tarif. Ce sont :

Les articles 67 à 79 et 81 à 151 du premier décret du 16 février 1807, contenant le tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour d'appel de Paris ;

Le tarif des frais de taxe faisant suite au deuxième décret du 16 février 1807, relatif à la liquidation des dépens ;

Le troisième décret du 16 février 1807, les décrets du 12 juin 1856, 30 avril et 13 décembre 1862, en tant qu'ils ont rendu communes à plusieurs Cours d'appel et Tribunaux les dispositions du tarif du 16 février 1807 pour la Cour d'appel et les Tribunaux du ressort de la Cour de Paris, et en ont fixé la réduction pour les autres ;

Les articles 7 à 19 de l'ordonnance du 10 octobre 1841, contenant le tarif des frais et dépens relatifs aux ventes judiciaires des biens immeubles ; l'article 5 du décret du 9 mai 1893 portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893 relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un Conseil judiciaire ;

Le décret du 26 décembre 1898 relatif aux copies de pièces dues aux avoués.

Parmi les dispositions abrogées du premier décret du 16 février 1807 se trouvent deux articles qui allouaient des honoraires aux avocats. Ce sont : l'article 82 qui allouait pour honoraires de l'avocat qui a pris le jugement par défaut à Paris la somme de 5 francs et dans le ressort celle de 4 francs, et l'article 140 qui accordait une somme de 72 francs à Paris et dans le ressort pour la consultation de trois avocats exerçant depuis 10 ans qui doit précéder la requête civile principale ou incidente.

On ne comprend pas qu'un décret ayant pour principal objet le tarif des avoués, supprime les honoraires des avocats, mais la suppression n'en existe pas et nous ne croyons pas qu'on puisse désormais faire taxer et faire supporter par la partie condamnée aux dépens une somme quelconque pour honoraires de plaidoirie de l'avocat.

D'autre part, l'article 80 du premier décret du 16 février 1807 n'est pas abrogé et par suite, il doit être encore alloué pour honoraires de l'avocat qui a plaidé la cause contradictoirement, à Paris, la somme de 15 francs et dans le ressort, celle de 10 francs. Dans le ressort de la Cour de Paris et pour les affaires contradictoires, les avoués pourront donc comprendre dans leurs états de frais ces honoraires. Mais il nous semble étrange que le législateur n'ait cru devoir maintenir ces honoraires uniquement que dans le ressort de la Cour de Paris et seulement encore pour les affaires contradictoires. Nous pensons à un oubli sur ce point, mais en raison du caractère impératif de l'article 90, nous ne croyons pas possible de donner un autre sens à l'abrogation qui a été prononcée par cet article.

On pourra évidemment soutenir que le droit de

plaidoirie alloué à l'avocat constitue un déboursé et que par suite l'avoué qui peut obtenir le remboursement de ses avances peut faire entrer ce droit en ligne de compte, mais en cas d'opposition à taxe, il est fort vraisemblable que les Cours et Tribunaux se refuseront à maintenir ce droit au titre des déboursés. Les avoués pourront si bon leur semble le réclamer pour toutes les affaires et pour tous les degrés de juridiction, mais ils s'exposent à le voir retranché de leurs états de frais, s'il y a contestation.

Vu :

Le Doyen,
LARNAUDE.

Vu :

Le Président de thèse,
CARPENTIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

ANNEXE

DÉCRET DU 17 JANVIER 1920

*portant fixation du tarif des frais et dépens devant les
Tribunaux de première instance et les Cours
d'appel en ce qui concerne les avoués.*

Le Président de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de
la justice,

Vu le Code de procédure civile, et notamment les
articles 543, 544 et 1042 ;

Vu le premier décret du 16 février 1807 contenant
le tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour
d'appel de Paris, modifié par celui du 26 décembre
1898 ;

Vu le deuxième décret du 16 février 1807 relatif à
la liquidation des dépens ;

Vu le troisième décret du 16 février 1807 qui rend
commun à plusieurs Cours d'appel et Tribunaux le
tarif des frais et dépens de ceux de Paris et en fixe
la réduction pour les autres ;

Vu l'ordonnance du 16 avril 1843 qui a déclaré le Code de procédure civile exécutoire en Algérie ;

Vu le décret du 12 juin 1856 qui rend commun au Tribunal de première instance et aux justices de paix de Marseille le tarif des frais et dépens décrété le 16 février 1807 pour le Tribunal de première instance et pour les justices de paix de Paris ;

Vu le décret du 30 avril 1862 qui rend commun à la Cour d'appel, au Tribunal de première instance et aux justices de paix de Toulouse le tarif des frais et dépens réglé pour la Cour d'appel, le Tribunal de première instance et les justices de paix de Paris ;

Vu le décret du 13 décembre 1862 qui rend commun au Tribunaux de première instance et aux justices de paix de Lille et de Nantes, le tarif des frais et dépens réglé pour le Tribunal de première instance et les justices de paix de Paris ;

Vu l'ordonnance du 10 octobre 1841 contenant le tarif des frais et dépens relatifs aux ventes judiciaires de biens immeubles ;

Vu la loi du 26 janvier 1892 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892, et notamment l'article 21 ;

Vu la loi du 23 octobre 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles ;

Vu le décret du 9 mai 1893 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893 relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un Conseil judiciaire ;

Vu la loi du 24 décembre 1897 relative au recou-

vrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers ;

Vu le décret du 26 décembre 1893 relatif aux copies de pièces ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

Droits et émoluments alloués aux avoués des tribunaux de première instance

Art. 1^{er}. — Dans toute instance contradictoire ou par défaut, en matière sommaire ou ordinaire,

Il est alloué aux avoués en cause, indépendamment de leurs déboursés :

1° Un droit fixe ;

2° Un droit proportionnel.

Ces deux droits, qui peuvent être perçus ensemble ou séparément, constituent la seule rémunération due à l'avoué pour tous les actes de procédure, original et copie et vacations de toute nature, y compris l'obtention et la levée du jugement définitif.

L'obtention d'un jugement comprend la rédaction et la signification des qualités, leur règlement, la signification du jugement à avoué et à partie et le certificat de signification dudit jugement.

CHAPITRE I^{er}

Instances sur demandes principales

Section 1^{re}

Instances contradictoires

§ 1^{er}. — DROIT FIXE

Art. 2. — Le droit fixe peut être alloué en totalité ou par fractions.

Il est de 50 fr. dans les instances contradictoires.

Ce droit est réduit de moitié dans l'un des cas suivants :

1° Lorsque l'intérêt du litige n'excède pas 1.500 fr. ;
2° si la demande n'est pas contestée ; 3° si le jugement est rendu sur requête, et 4° dans les affaires relatives aux accidents du travail.

Art. 3. — Il n'est dû qu'un droit fixe par avoué dans une même cause.

Sont considérées comme formant une même cause toutes les demandes introduites séparément, mais sur lesquelles, par suite de jonction, il est statué par un seul et même jugement.

S'il y a plus de deux parties dans une instance sur demande principale, le droit fixe perçu par l'avoué qui a suivi ou conclu contre plusieurs parties, est élevé le moitié par chacun de ces parties, en sus de la première et jusqu'à concurrence de trois, pourvu qu'elles aient des avoués différents et des intérêts distincts.

§ 2. — DROIT PROPORTIONNEL

Art. 4. — Ce droit est proportionnel à l'intérêt du litige.

Il est fixé comme suit :

Jusqu'à 2.500 fr.....	3 » %
Sur l'excédent jusqu'à 5.000 fr.....	2 50 %
Sur l'excédent jusqu'à 10.000 fr.....	2 » %
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 fr.....	1 » %
Sur l'excédent jusqu'à 100.000 fr.....	» 50 %
Sur l'excédent jusqu'à 300.000 fr.....	» 25 %
Sur l'excédent jusqu'à 1 million.....	» 10 %
Sur l'excédent au-dessus de 1 million, indéfiniment.....	» 05 %

Art. 5. — Le droit proportionnel est calculé sur le montant des conclusions tant principales qu'incidentes et reconventionnelles, déduction faite de la partie de ces conclusions qui n'a pas été soutenue.

Art. 6. — L'intérêt du litige est déterminé, à défaut d'éléments d'appréciation résultant de la demande elle-même :

1° Pour les demandes en exécution ou résiliation de baux :

Par une valeur égale au montant cumulé des loyers ou fermages soit échus, soit à échoir, sans toutefois que le chiffre global sur lequel doit porter le droit proportionnel soit supérieur à cinq années ;

2° Pour les demandes en constitution de rente viagère ou en résiliation du contrat :

Par le capital exprimé au titre ou par une valeur égale à dix fois la rente annuelle demandée ou déjà existante, ou au montant cumulé des annuités si la durée de la rente est inférieure à dix années ;

3° Pour les demandes relatives aux rentes ou pen-

sions dérivant soit d'accidents du travail, soit de l'obligation alimentaire en vertu des articles 205 et suivants du Code civil :

Par une valeur égale à quatre fois la rente annuelle demandée jusqu'à 250 fr. et pour le surplus par une valeur égale à quatre fois le chiffre résultant de la condamnation ;

4° Pour les demandes relatives aux contrats d'assurances de toute nature :

Par une valeur égale au montant cumulé soit des primes échues, soit des arrérages restant à courir, sans toutefois que cette valeur globale excède dix années ;

5° Pour les demandes relatives à des prestations en nature :

Par l'évaluation faite pour la perception du droit d'enregistrement.

Art. 7. — La valeur d'un immeuble, lorsqu'elle n'est pas exprimée dans l'acte, est obtenue en multipliant le revenu annuel par vingt-cinq pour les immeubles ruraux et par vingt pour les immeubles urbains.

L'usufruit et la nue propriété sont respectivement évalués à la moitié de la valeur de l'immeuble.

Art. 8. — Pour les demandes portant sur un intérêt pécuniaire, lorsque l'intérêt du litige ne peut être établi d'après les bases indiquées aux articles précédents, le droit proportionnel est évalué provisoirement par une déclaration que font les avoués de la cause au moment de la mise au rôle, de la manière et dans les formes prescrites par la Chambre de discipline et sous son contrôle.

Pour les demandes dont l'objet principal n'a pas trait à des intérêts pécuniaires et notamment pour celles concernant l'état-civil, les droits civils et civiliques et la capacité juridique des personnes, l'évalua-

tion ci-dessus est faite eu égard aux difficultés de l'affaire.

En cas de divergence entre les avoués de la cause, la Chambre donne son avis.

Lorsque l'instance se termine sans jugement, l'évaluation des avoués ou l'avis de la Chambre sont appréciés par le président du Tribunal saisi, si les parties le demandent. Lorsque l'instance se termine par une décision judiciaire, l'appréciation du président est obligatoire et mention de cette appréciation est portée au plume. Dans tous les cas, le droit à la taxe demeure réservé.

Art. 9. — Le droit proportionnel tel qu'il est prévu dans l'article précédent ne peut être inférieur à 100 fr. ni supérieur à 1.500 fr. Toutefois, dans les affaires d'appel de justice de paix, ce minimum est fixé à 70 fr.

Ce droit est augmenté de moitié en cas de demande reconventionnelle.

Art. 10. — Lorsque plusieurs demandes fondées sur une même cause et dirigées soit contre une même partie, soit contre des parties différentes, ont été introduites séparément, au lieu d'être réunies dans le même exploit, le droit proportionnel n'est dû que sur celle des demandes procurant l'émolument le plus élevé.

Art. 11. — L'intérêt du litige est déterminé par le chiffre de la demande jusqu'à 5.000 fr. et, pour le surplus, par le chiffre de la condamnation dans les demandes principales en dommages-intérêts qui ne résultent d'aucune convention.

Lorsque la demande en dommages-intérêts est soit l'accessoire d'une demande principale, soit l'objet ou l'accessoire d'une demande reconventionnelle, elle entre en ligne de compte pour le calcul de l'émolu-

ment, mais jusqu'à concurrence seulement du chiffre de la condamnation.

Art. 12. — Sauf le cas prévu au deuxième paragraphe de l'article précédent, n'est pas soumise au droit proportionnel la demande qui est l'accessoire d'une demande principale, lorsqu'elle est formée au cours d'une instance rémunérée par un droit de même nature.

Art. 13. — Le droit proportionnel est réduit, pour chaque avoué et par cause :

1° D'un tiers si, après l'appel d'un jugement avant faire droit ou sur incident, la Cour, évoquant l'affaire, statue au fond ;

2° De moitié :

A. Si la demande n'est pas contestée ;

B. Si le défendeur s'en est rapporté à justice.

Art. 14. — Pour les appels des jugements interlocutoires rendus par les juges de paix, il est alloué :

Le droit fixe ;

Le quart du droit proportionnel et avec minimum de 7 fr. 50 lorsque l'appel porte sur une question de compétence.

Section II

Instances par défaut

Art. 15. — Il est alloué pour tous les actes de procédure y compris l'obtention et la levée des jugements par défaut :

1° Contre partie ; la moitié du droit fixe, le quart du droit proportionnel ;

2° Contre avoué : le droit fixe, le quart du droit proportionnel.

Art. 16. — Il est alloué pour l'obtention et la levée d'un jugement de défaut profit joint :

Le quart du droit fixe.

Art. 17. — En cas d'opposition au jugement par défaut, les droits alloués ci-dessus sont imputés sur les droits de même nature alloués pour le jugement définitif, sans que l'avoué puisse être tenu à restitution en cas d'excédent.

Art. 18. — Les dispositions de l'article 17 sont applicables au cas où le jugement sur l'opposition est lui-même rendu par défaut.

Section III

De la tierce opposition et de la requête civile

Art. 19. — La tierce opposition et la requête civile donnent lieu aux mêmes droits que les instances sur demandes principales.

CHAPITRE II

Incidents

§ 1^{er}. — EXCEPTIONS, NULLITÉS ET FINS DE NON-RECEVOIR

Art. 20. — Dans toute instance contradictoire ou par défaut, s'il y a jugement distinct sur l'incident, et pour tous actes et formalités jusques et y compris la levée dudit jugement.

Il est alloué à chacun des avoués en cause :

§ 1^{er}. Pour les incidents ci-après :

1° Déclinatoires fondés sur l'incompétence, la connexité, la litispendance, la parenté ou l'alliance ;

2° Exceptions de nullité d'exploits ou d'actes de procédure ;

3° Incidents de garde d'enfant, de pension et de provision, d'exécution ou d'interprétation de jugement, de péremption d'instance non suivie de désistement, ou contestée ;

4° Demandes en liquidation de dommages-intérêts ou de fruits :

Le droit fixe de 25 francs ;

§ 2. Pour tous autres incidents non énumérés dans le paragraphe précédent ou non prévus dans les articles suivants :

Le droit fixe de 20 fr.

§ 2. — GARANTIE, INTERVENTION

Art. 21. — Les avoués des parties intervenantes (que leur intervention soit volontaire ou forcée) et ceux des parties appelées en garantie ont droit aux émoluments alloués dans les instances sur demandes principales.

L'avoué qui appelle en garantie ou en intervention reçoit, outre les émoluments qui peuvent lui être dus au titre de la cause principale :

La moitié des droits fixe et proportionnel, quel que soit le nombre des appelés.

§ 3. — DÉSISTEMENT, TRANSACTION

Art. 22. — § 1^{er}. Pour toute affaire terminée par désistement ou pour toute autre cause, avant que les conclusions aient été signifiées et déposées ou avant qu'un jugement par défaut soit intervenu,

Il est alloué :

Le quart du droit fixe ;

Et, s'il y a transaction avec le concours de l'avoué :

Le quart des droits fixe et proportionnel.

Ces droits sont également acquis à l'avoué, en matière d'accidents du travail, lorsque l'affaire se termine par un accord.

§ 2. Si l'affaire est terminée après conclusions prises et signifiées avant ou après plaidoirie, avec ou sans jugement préparatoire.

Il est alloué :

Les trois quarts des droits fixe et proportionnel.

§ 4. — MESURES D'INSTRUCTION

Art. 23. — Dans toutes instances contradictoires ou par défaut, y compris les instances relatives aux accidents du travail, lorsqu'elles nécessitent, avant faire droit, une mesure d'instruction, de quelque nature qu'elle soit.

Il est alloué à l'avoué qui lève le jugement :

Le droit fixe de 15 fr.

Art. 24. — Si les mesures ordonnées comportent l'assistance de l'avoué,

Il est alloué à chacun des avoués, pour l'accomplissement des formalités et actes de procédure relatifs à la mesure ordonnée :

Le droit fixe de 30 fr.

Ce droit est réduit de moitié :

- 1° Si le jugement est rendu par défaut ;
- 2° Lorsque l'intérêt du litige n'excède pas 1.500 fr. ;
- 3° Dans les affaires relatives aux accidents du travail.

L'allocation est perçue par les avoués qui assistent les parties, s'il est procédé à la mesure d'instruction devant un autre Tribunal.

CHAPITRE III

Demandes en partage et en homologation

Art. 25. — Pour les actes de la procédure jusques et y compris l'obtention et la levée du jugement contradictoire, par défaut ou sur requête collective qui n'a d'autre objet que d'ordonner les comptes, liquidation et partage d'une communauté, d'une succession, d'une société, et, en général, de toute indivision, la licitation des valeurs mobilières ou immobilières, ainsi que la liquidation des reprises et indemnités après décès :

§ 1^{er}. Si la demande n'est pas contestée, ou lorsque la contestation porte exclusivement sur la forme du partage ou la manière d'y procéder, le droit fixe de 50 fr. est seul alloué à chacun des avoués en cause.

§ 2. Dans le cas contraire, les droits perçus sont ceux d'une instance contradictoire ou par défaut calculés sur les sommes contestées.

Art. 26. — Pour l'homologation d'une liquidation, que le jugement rendu soit contradictoire, par défaut ou sur requête collective, y compris le tirage au sort

des lots devant le juge-commissaire ou devant le notaire :

§ 1^{er}. Si la liquidation n'est pas contestée,
Il est alloué à chacun des avoués en cause :
Le droit fixe de 25 fr.

§ 2. Si la liquidation est contestée, les droits à percevoir par les avoués, demandeur et défendeur, sont les droits d'une instance contradictoire ou par défaut, calculés sur les sommes contestées.

Art. 27. — Si la liquidation ordonnée, faite et approuvée, n'est pas soumise à l'homologation, il est alloué aux avoués le droit fixe prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 26.

CHAPITRE IV

Ventes judiciaires de meubles ou d'immeubles

Section 1^{re}

Émoluments dans les diverses espèces de ventes

§ 1^{er}. — NATURE ET TAUX DES ÉMOLUMENTS

Art. 28. — Il n'est passé aucun émolument pour les ventes judiciaires de meubles ou d'immeubles, auxquelles il est procédé conformément aux dispositions du Code civil ou du Code de procédure civile, lorsque le montant de l'adjudication n'excède pas 500 fr.

Les avoués n'ont droit qu'à la répétition de leurs déboursés dûment justifiés.

Art 29. — Lorsque le montant de l'adjudication excède 500 fr.

Il est alloué à l'avoué poursuivant :

Sur le prix des biens adjudgés, pour les actes de la procédure, avec ou sans expertise, la rédaction du cahier des charges et l'accomplissement des diverses formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'adjudication, l'un des droits fixes et le droit proportionnel qui sont fixés comme suit :

1° En matière de vente sur saisie immobilière, non suivie de conversion :

	Droit proportionnel 0/0	Droit fixe francs
Jusqu'à 10.000 fr. (y compris les premiers 500 fr.	2 »	50
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 fr.....	1 50	80
Sur l'excédent jusqu'à 30.000 fr.....	1 »	100
Sur l'excédent jusqu'à 50.000 fr.....	0 50	120
Sur l'excédent jusqu'à 500.000 fr.....	0 25	140
Sur l'excédent au-dessus de 500.000 fr. indéfiniment.....	0 15	160

2° Dans toutes les ventes judiciaires autres que celles sur saisie immobilière non suivie de conversion, sur surenchère ou sur folle enchère :

	Droit proportionnel 0/0	Droit fixe francs
Jusqu'à 10.000 fr. (y compris les premiers 500 fr.	2 50	50
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 fr.....	2 »	80
Sur l'excédent jusqu'à 100.000 fr.....	1 »	100
Sur l'excédent jusqu'à 300.000 fr.....	0 75	120
Sur l'excédent jusqu'à 1 million.....	0 50	140
Sur l'excédent indéfiniment	0 25	160

§ 2. — BAISSÉ DE MISE A PRIX

Art. 30. — En cas de baisse de mise à prix, il est alloué, en sus des droits prévus par l'article précédent, calculés sur le prix d'adjudication définitif, à l'avoué poursuivant, pour les formalités de la nouvelle mise en vente, y compris l'obtention et la levée du jugement :

Le droit fixe de 25 fr.

§ 3. — SURENCHÈRE

Art. 31. — En matière de surenchère, quelle que soit la vente,

Il est alloué à l'avoué poursuivant :

Le droit fixe et le droit proportionnel calculés sur la différence entre les deux prix d'adjudication, cette différence étant considérée comme prix principal.

Le droit fixe sera réduit des trois quarts si la différence résultant de la surenchère est inférieure à 500 fr., de moitié lorsqu'elle est inférieure à 1.000 fr., et d'un quart lorsqu'elle est inférieure à 2.000 fr.

Art. 32. — Pour obtenir le jugement qui valide la surenchère,

Il est alloué à l'avoué poursuivant :

Le droit fixe de 50 fr.

Ce droit est réduit de moitié lorsque la différence résultant de la surenchère est inférieure à 500 fr.

§ 4. — FOLLE ENCHÈRE

Art. 33. — En matière de folle enchère,

Il est alloué à l'avoué poursuivant :

La moitié du droit fixe et le tiers du droit propor-

tionnel, lesdits droits calculés sur les prix de la nouvelle adjudication.

Ces droits comprennent l'émolument du référé, en cas d'opposition à la délivrance, par le greffier, du certificat constatant l'inexécution des conditions de l'adjudication.

Section II

Adjudication

Art. 34. — En matière d'adjudication immobilière, pour la déclaration d'adjudicataire et celle de command, l'accomplissement de toutes les formalités jusqu'es et y compris la levée, la transcription du jugement d'adjudication et la réquisition des états hypothécaires,

Il est alloué sur le prix d'adjudication de chaque lot, ou sur leur réunion, si l'adjudication a lieu pour un prix unique :

Le droit fixe de 15 fr.

Un droit proportionnel :

Jusqu'à 5.000 fr., de.....	1 » %
Sur l'excédent jusqu'à 25.000 fr., de.....	0 75 %
Sur l'excédent jusqu'à 50.000 fr., de.....	0 50 %
Sur l'excédent jusqu'à 1 million, de.....	0 25 %
Sur l'excédent au-dessus de 1 million, indéfiniment, de.....	0 10 %

Art. 35. — Si l'adjudicataire sur licitation est un colicitant, le droit proportionnel est réduit de moitié.

Art. 36. — En cas de déclaration de command, le droit proportionnel alloué à l'avoué qui se rend adjudicataire se partage, par égales portions, entre l'avoué de l'adjudicataire primitif et l'avoué du command.

Section III

Vente renvoyée devant notaire

Art. 37. — En cas de renvoi devant notaire, dans toute espèce de vente mobilière ou immobilière,

Il est alloué à l'avoué, outre les déboursés et les frais de voyage :

Le droit fixe ;

Le quart du droit proportionnel, fixé par l'article 29, n° 2, les trois quarts revenant au notaire.

Section IV

Vente renvoyée devant un autre tribunal

Art. 38. — Si la vente est renvoyée devant un autre Tribunal,

Il est alloué :

Le droit fixe ;

Le droit proportionnel, dont le montant appartient pour moitié aux avoués qui procèdent à la vente, la seconde moitié étant attribuée aux avoués qui obtiennent le jugement.

Section V

Dispositions communes à toutes les ventes

Art. 39. — Le montant du droit proportionnel, lorsqu'il y a lieu à partage, appartient, à l'exclusion de l'avoué du fol enchérisseur :

§ 1^{er}. Si la vente a lieu après conversion de saisie :

Aux avoués du créancier saisissant et de la partie saisie par moitié.

§ 2. Dans toute autre vente :

Moitié à l'avoué poursuivant, demandeur ou surenchérisseur ;

La seconde moitié aux autres avoués, par égales fractions, y compris l'avoué poursuivant qui a sa part, comme les autres, dans cette seconde moitié.

Art. 40. — Il est alloué à chacun des avoués défenseurs la moitié du droit fixe accordé à l'avoué poursuivant.

Art. 41. — Dans les ventes mobilières et immobilières ordonnées en référé ou sur requête, le droit fixe de 25 fr. est alloué pour l'obtention et la levée de la décision rendue.

Art. 42. — § 1^{er}. En cas de vente par lots, lorsque les lots sont composés d'immeubles distincts, le droit fixe est augmenté, pour chaque avoué, d'un dixième par lot, mais seulement jusqu'à concurrence de quatre lots ; et le droit proportionnel est calculé séparément sur le prix d'adjudication de chaque lot.

§ 2. Il est calculé sur le prix des lots réunis, si l'adjudication a lieu après réunion totale ou partielle des lots mis en vente.

§ 3. Lorsque les lots sont composés de valeurs immobilières et autres droits incorporels, le droit proportionnel est calculé sur la totalité du prix d'adjudication des lots sans augmentation du droit fixe.

§ 4. Lorsque l'adjudication comprend des immeubles et des meubles, le prix des objets mobiliers vendus avec les immeubles s'ajoute au prix des immeubles pour le calcul des droits.

Section VI

Incidents

Art. 43. — § 1^{er}. Tout incident dans une procédure de vente ou de saisie, s'il n'a pas le caractère d'une instance sur demande principale, donne lieu aux émoluments alloués par l'article 20, § 1^{er}.

§ 2. A défaut d'éléments d'appréciation résultant du litige lui-même, l'intérêt en est fixé par le chiffre de la créance du demandeur ou du poursuivant.

§ 3. Ne sont pas considérés comme incidents la baisse de mise à prix et la conversion de saisie.

Section VII

Abandon de la procédure

Art. 44. — Lorsque la procédure de vente est arrêtée :

§ 1^{er}. Avant le dépôt du cahier des charges,

Il est alloué :

A l'avoué poursuivant :

La moitié du droit fixe ;

A chacun des autres avoués :

Le quart du même droit.

§ 2. Après le dépôt du cahier des charges,

Il est alloué :

A l'avoué poursuivant :

Le droit fixe ;

A chacun des autres avoués :

La moitié du même droit ;

Et, à répartir entre eux, conformément à l'article 38 :

Le quart du droit proportionnel établi d'après le chiffre de la mise à prix.

Art. 45. — Si la procédure de vente est reprise entre les mêmes parties, il est alloué un nouveau droit fixe et le complément du droit proportionnel.

CHAPITRE V

Purge des hypothèques

Art. 46. — Il est alloué, en matière de purge d'hypothèques légales :

Pour l'accomplissement de toutes les formalités, y compris l'obtention du certificat des hypothèques :

Le droit fixe de 25 fr. ;

Un droit proportionnel avec minimum de 25 fr., calculé sur le prix de l'immeuble ou sur la totalité du prix des lots ;

Jusqu'à 50.000 fr., de..... 0 20 %

Sur l'excédent, au-dessus de 50.000 fr.,
indéfiniment..... 0 10 %

Art. 47. — Il est alloué, en matière de purge d'hypothèques inscrites :

Pour l'accomplissement de toutes les formalités, y compris la composition de l'extrait à dénoncer aux créanciers inscrits :

Le droit fixe de 25 fr. ;

Un droit proportionnel calculé sur le prix de l'immeuble ou sur la totalité du prix des lots :

Jusqu'à 20.000 fr., de..... 0 50 %

Sur l'excédent, jusqu'à 50.000 fr., de..... 0 25 %

Sur l'excédent, au-dessus de 50.000 fr.,
indéfiniment..... 0 15 %

CHAPITRE VI

Ordres et contributions

Art. 48. — En matière de contribution, d'ordre amiable ou judiciaire, ou de distribution de prix d'immeuble par instance sur demande principale, pour l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par le Code de procédure civile, depuis l'ouverture de l'ordre jusqu'à la clôture définitive des opérations et de la procédure, y compris la procédure d'expertise en cas de ventilation du prix de plusieurs immeubles vendus collectivement et le dépôt de toutes pièces au bureau des hypothèques,

Il est alloué :

§ 1^{er}. A l'avoué poursuivant ou demandeur, quel que soit le nombre des avoués en cause, les droits fixe et proportionnel prévus par les articles 2 et 4, calculés sur le montant de la somme en distribution ;

§ 2. A l'avoué de chaque créancier produisant ou défendeur, même s'il est déjà rémunéré comme avoué poursuivant l'ordre :

La moitié des droits fixe et proportionnels calculés sur le montant du bordereau de collocation.

Art. 49. — L'avoué produisant, dont la demande en collocation n'est pas placée en rang utile ou est rejetée, ne perçoit que le droit fixe de 15 fr.

Art. 50. — En cas de règlement amiable, si le procès-verbal est soumis à l'homologation,

Il est alloué à l'avoué poursuivant ou demandeur :
Le droit fixe de 25 fr.

Art. 51. — En cas de contestation, et pour tous

les incidents portant sur le fond du droit,

Il est alloué :

§ 1^{er}. A l'avoué qui suit l'audience :

Le droit fixe de 50 fr. prévu par l'article 2, augmenté d'un dixième par chaque partie en cause ;

Le quart du droit proportionnel prévu par l'article 4, calculé sur l'ensemble des créances contestées ;

§ 2. A chacun des autres avoués contestants ou contestés, y compris celui de la partie saisie :

Le quart des droits fixe et proportionnel calculés sur le chiffre contesté de la créance.

Art. 52. — En matière de contribution, l'avoué le plus ancien et, en matière d'ordre, l'avoué du dernier créancier colloqué reçoivent la moitié du droit fixe.

Art 53. — Les incidents de procédure sont tarifés comme il est dit à l'article 20.

Art. 54. — Pour obtenir l'ordonnance de prélèvement au profit du propriétaire,

Il est alloué aux avoués en cause :

Le droit fixe de 20 fr.

Art. 55. — Pour la libération prononcée au cours de la procédure et pour l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par le Code de procédure civile jusqu'à la radiation des inscriptions,

Il est alloué, sur le montant de la somme consignée, un émolument :

Jusqu'à 2.000 fr., de.....	0 75 %
Sur l'excédent, jusqu'à 50.000 fr., de.....	0 25 %
Sur l'excédent, au-dessus de 50.000 fr., indéfiniment.....	0 15 %

CHAPITRE VII

Procédures diverses

Section 1^{re}

Chambre du conseil

Art. 56. — Pour tous les actes de procédure en Chambre du conseil, à l'exclusion des demandes formées en matière de partage, de vente d'immeubles et d'homologation, lesquelles sont régies par les dispositions du chapitre III,

Il est alloué :

§ 1^{er}. Pour toute requête tendant soit à la nomination d'un curateur, administrateur, séquestre ou mandataire de justice, soit à la nomination du jury d'expropriation,

A l'avoué demandeur :

Le droit fixe de 25 fr.

§ 2. Pour toute autre demande, si la décision relève de la juridiction gracieuse, à chacun des avoués en cause le droit fixe de 30 fr. Si la décision contradictoire ou par défaut intervient en matière contentieuse, le droit fixe de 30 fr. et, en sus, le quart du droit proportionnel calculé ainsi qu'il est dit aux articles 4 à 9 du présent décret.

§ 3. Le droit proportionnel n'est pas dû si l'instance a pour objet d'habiliter un incapable ou son représentant à ester en justice sur une demande à former ou déjà formée.,

§ 4. En cas d'opposition à taxe, il est alloué pour tous les actes de cette procédure, y compris l'obten-

tion et la levée de la décision rendue, un droit fixe de 10 fr.

Art. 57. — Les droits fixe prévus par les articles 23 et 24 sont alloués si une mesure d'instruction est ordonnée.

Section II

Délivrance de legs et envoi en possession

Art. 58. — Pour la demande en délivrance de legs universel, à titre universel ou particulier,

Il est alloué :

§ 1^{er}. Si le legs donne lieu à contestation :

L'émolument fixé pour les instances contradictoires ou par défaut.

§ 2. Dans le cas contraire,

Le droit fixe de 25 fr.

Art. 59. — Pour la requête d'envoi en possession prévue par l'article 1008 du Code civil, y compris l'obtention de l'ordonnance,

Il est alloué :

Le droit fixe de 25 fr. ;

En cas de rejet de la requête :

Le droit fixe de 10 fr.

Art. 60. — S'il s'agit de l'envoi en possession d'un successeur irrégulier,

Il est alloué, pour l'obtention et la levée du jugement prescrivant les formalités préalables :

Le droit fixe de 20 fr. ;

Pour le jugement d'envoi en possession définitif :

Le droit fixe de 30 fr.

Section III

Ordonnances sur référés

Art. 61. — Il est alloué, jusques et y compris la levée de l'ordonnance :

§ 1^{er}. Dans les référés sur placets contradictoires
ou par défaut,

A chacun des avous en cause :

Le droit fixe de 25 fr.

§ 2. Dans les référés sur procès-verbaux :

Le droit fixe de 10 fr.

§ 3. Dans les matières où le juge a le droit de statuer sur les dépens, ou si le référé est renvoyé à l'audience :

La moitié de l'émolument fixé pour les instances contradictoires ou par défaut, sans que l'émolument puisse être inférieur à celui prévu par le paragraphe 1^{er}.

Art. 62. — Pour assistance dans les mesures d'instruction ordonnées par le juge.

Il est alloué à chacun des avoués en cause :

§ 1^{er}. Si les mesures d'instruction sont suivies d'une instance,

Le droit fixe de 15 fr.

§ 2. Dans le cas contraire :

Le droit fixe de 25 fr.

Section IV

Ordonnances sur requêtes

Art. 63. — Pour toute requête, présentée, soit en dehors, soit comme préliminaire d'une instance, si l'assignation n'est pas délivrée, il est alloué le droit fixe de 10 fr.

Section V

Acceptations et renonciations

Art. 64. — Pour assistance aux actes d'acceptation ou de renonciation de succession, de communauté ou de legs, y compris la rédaction du pouvoir,

Il est alloué :

Le droit fixe de 10 fr.

Ce droit ne peut être perçu plusieurs fois, quel que soit le nombre des acceptants ou des renonçants, s'il s'agit de la même succession ou communauté et si les formalités ont été remplies le même jour.

Section VI

Matières diverses

§ 1^{er}. — AFFAIRES CRIMINELLES ET CORRECTIONNELLES

Art. 65. — Si une partie se fait assister par un avoué devant la juridiction criminelle ou correctionnelle,

Il est alloué à cet avoué la moitié du droit fixe et le quart du droit proportionnel accordés par le présent tarif en matière civile, à la condition que l'assistance ait été reconnue nécessaire par le Tribunal.

§ 2. — BORDEREAUX HYPOTHÉCAIRES

Art. 66. — § 1^{er}. Pour la rédaction d'un bordereau d'inscription hypothécaire ou de renouvellement, dressé en exécution d'un jugement, d'un actes notarié ou de la loi,

Il est alloué :

Jusqu'à 20.000 fr.....	0 10 %
Sur l'excédent, au-dessus de 20.000 fr., indéfiniment.....	0 05 %
Minimum : 6 fr.	

§ 2. Si l'inscription doit être prise ou renouvelée dans plusieurs bureaux, l'émolument est de 6 fr. par bureau en sus du premier.

CHAPITRE VIII

Déboursés

Art. 67. — Le tarif ne comprend que l'émolument net des avoués ; les déboursés sont payés en sus.

Sont comptés comme déboursés, notamment :

1° Les frais de papeterie et d'impression autorisés par délibérations régulières des Cours et des Tribunaux ;

2° Les copies ou extraits de pièces à signifier, s'il s'agit de jugements, actes de procédure, actes notariés ou sous-seing privé, procès-verbaux, expéditions de toute espèce délivrés tant par les greffiers que par tous autres fonctionnaires ou officiers publics ;

3° La copie collationnée, prévue à l'article 2194 du Code civil, et les copies de l'extrait à dénoncer aux créanciers inscrits :

4° Les frais de voyage ;

5° Les frais de correspondance.

Art. 68. — Les copies visées à l'article précédent sont taxées au prix uniforme de 50 centimes par rôle

d'expédition de vingt lignes à la page et de douze syllabes à la ligne, compensation faite entre les lignes et d'une feuille à l'autre.

Les copies doivent être correctes, lisibles et sans abréviations, à peine de rejet de la taxe et de restitution des sommes perçues.

Art. 69. — § 1^{er}. Les avoués qui sont obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence, lorsque leur présence est autorisée par la loi ou demandée par leurs parties, sont indemnisés de leurs frais de voyage et de séjour. Ils reçoivent à ce titre par kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour :

1° 20 centimes, si le transport a été effectué par voie ferrée ;

2° 60 centimes, si le transport a eu lieu autrement.

§ 2. Il est alloué, en outre, 20 fr. par chaque journée de déplacement.

§ 3. Si le déplacement de l'avoué n'a lieu qu'à la demande de sa partie, les frais de voyage restent à la charge de celle-ci.

Art. 70. — En toutes matières, il est alloué à l'avoué, tant demandeur que défendeur, pour frais de correspondance de toute nature et d'envoi de pièces par la poste ou autrement, un droit établi à forfait, quel que soit le domicile des parties, au chiffre de 20 fr.

Ce droit est réduit de moitié :

1° Lorsque l'intérêt en cause ne dépasse pas 1.500 fr. ;

2° Lorsque le Tribunal statue sur un jugement rendu par un juge de paix ;

3° Si la décision est rendue en référé ou sur requête ;

4° Dans les affaires relatives aux accidents du travail.

Il est réduit de trois quarts :

5° Si l'affaire n'a pas été portée à l'audience ;

6° Si la procédure suivie entre les mêmes parties est la conséquence ou l'accessoire d'une instance sur demande principale ayant donné lieu à la perception du droit entier.

TITRE II

Droits et émoluments alloués aux avoués des cours d'appel

Art. 71. — Les dispositions contenues dans les chapitres 1^{er}, 2, 7 et 8 du titre 1^{er} sont applicables aux droits et émoluments alloués aux avoués des Cours d'appel, sauf les modifications résultant des articles ci-après.

Art. 72. — Le droit fixe est de 100 fr. quel que soit l'intérêt du litige.

Ce droit est réduit à 80 fr. pour les affaires d'accidents du travail.

Art. 73. — Le droit proportionnel est fixé comme suit :

Jusqu'à 5.000 fr.....	3 » %
Sur l'excédent jusqu'à 10.000 fr.....	2 50 %
Sur l'excédent jusqu'à 20.000 fr.....	1 50 %
Sur l'excédent jusqu'à 100.000 fr.....	0 75 %
Sur l'excédent jusqu'à 300.000 fr.....	0 30 %
Sur l'excédent jusqu'à 1 million.....	0 20 %
Sur l'excédent au-dessus de un million, indéfiniment.....	0 10 %

Art. 74. — En toutes matières, et pour toutes procédures, l'intérêt du litige est déterminé, conformément à l'article 6, par l'importance de l'affaire résultant des conclusions prises, y compris l'appel incident, les demandes additionnelles ou reconventionnelles lorsqu'elles sont recevables.

Art. 75. — § 1^{er}. Pour les demandes mentionnées dans les articles 8 et 9 du présent décret, le droit proportionnel est fixé, suivant les cas, d'après l'intérêt du litige, conformément aux dispositions desdits articles.

§ 2. Il ne peut être inférieur à 150 fr. ni supérieur à 2.000 fr.

Art. 76. — § 1^{er}. Lorsque l'appel porte sur un jugement avant faire droit,

Il est alloué :

Le droit fixe ;

La moitié du droit proportionnel.

Si un arrêt définitif intervient ultérieurement dans la même cause entre les mêmes parties, il est alloué en outre :

Le droit fixe ;

La moitié du droit proportionnel.

§ 2. Lorsque des mesures d'instruction sont ordonnées par la Cour, elles sont tarifées comme il est dit aux articles 23 et 24, mais les droits fixes sont de 30 et de 50 fr., sauf les réductions prévues à l'article 24.

Art. 77. — § 1^{er}. Pour l'appel d'un jugement sur les incidents visés par l'article 20, à l'exception de l'incident visé par l'article 78.

Il est alloué à chacun des avoués en cause :

Le droit fixe de 50 fr. ;

Le quart du droit proportionnel.

§ 2. Pour les incidents de procédure, au cours d'une instance devant la Cour d'appel, il est alloué :

Dans les cas prévus par l'article 20, paragraphes 1 et 2 :

Le droit fixe de 25 fr.

Art. 78. — Lorsque, sur l'appel d'un jugement avant faire droit ou sur incident, la Cour statue au fond, les droits perçus sont, suivant le cas, ceux d'une instance contradictoire ou par défaut.

Art. 79. — Lorsque l'appel porte sur :

1° Une ordonnance rendue en référé ou sur requête;

2° Un jugement relatif à une question de compétence ou de renvoi d'un Tribunal à un autre,

Il est alloué :

Le droit fixe de 50 fr. ;

La moitié du droit proportionnel.

Art. 80. — § 1^{er}. Lorsque l'appel porte sur :

1° Un jugement déclaratif de faillite ;

2° Un jugement prononçant l'homologation, l'annulation ou la résolution d'un concordat,

Il est alloué :

Le droit fixe de 50 fr. ;

La moitié du droit proportionnel prévu à l'article 75.

§ 2. Le droit proportionnel n'est pas dû à l'avoué qui, en matière de faillite ou de liquidation judiciaire, s'en rapporte à justice.

Art. 81. — Pour tout arrêt rendu sur requête :

Il est alloué :

Le droit fixe de 25 fr. ;

La moitié du droit proportionnel.

Art. 82. — Le droit de correspondance est fixé à 25 fr.

TITRE III

Dispositions générales et dispositions transitoires

Art. 83. — § 1^{er}. Le montant cumulé des droits proportionnels à prélever par les avoués en cause ne doit jamais être supérieur à 10 %, devant chaque degré de juridiction :

1° De l'évaluation de l'intérêt du litige dans les instances portant sur un intérêt pécuniaire ;

2° De la somme à distribuer dans les procédures d'ordre et de contribution.

L'émolument global des avoués en cause est ramené à ce taux de 10 %, s'il est dépassé, et le retranchement est supporté par lesdits avoués, au prorata de leurs émoluments. Le retranchement est opéré par les soins de l'avoué le plus ancien.

§ 2. Si, à l'occasion d'une procédure déjà engagée, il s'élève une contestation qui n'a pas le caractère d'un incident et qui doit être considérée comme une instance sur demande principale, la taxe en est faite suivant les règles établies ci-dessus pour les instances sur demandes principales, contradictoires ou par défaut.

Il en est de même pour les cas non prévus dans les procédures particulières et autres matières spéciales.

Art. 84. — Tous les avoués sont tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, par ordre de date et sans aucun blanc, toutes les sommes qu'ils recevront de leurs parties en indiquant le nom de ces parties et la cause du versement.

Ils représenteront ce registre toutes les fois qu'ils en seront requis et qu'ils formeront des demandes en condamnation de frais, et, faute de représentation ou de tenue régulière, ils seront déclarés non recevables dans leurs demandes.

Ils ne peuvent exiger de droits plus élevés que ceux énoncés au présent tarif, sous peine de restitution, de dommages-intérêts et, s'il y a lieu, d'interdiction.

Art. 85. — Avant tout règlement, les avoués sont tenus de remettre aux parties le compte détaillé des sommes dont elles sont redevables.

Les états de frais doivent faire ressortir distinctement les déboursés et les émoluments.

Ils sont, sauf disposition contraire, formés sur trois colonnes :

1° La colonne spéciale exigée par l'article 21 de la loi du 26 janvier 1892 ; 2° celle des déboursés ; 3° celle des émoluments.

Art. 86. — Le droit de rétention appartient à l'avoué jusqu'au paiement de ses frais et s'exerce, tant sur les actes qu'il a faits et les pièces à lui remises pour soutenir le procès, que sur les titres qu'il s'est procurés au moyen de ces avances.

Toutefois, la communication de ces pièces, titres et actes de procédure peut toujours être faite provisoirement, dans un intérêt reconnu légitime par la Chambre de discipline, à tout officier public ou ministériel mandataire de la partie, à charge par celui-ci, de s'engager à les rétablir aux mains de l'avoué, lorsqu'ils ne lui seront plus nécessaires.

Art. 87. — Il est interdit aux avoués, sous peine de sanctions disciplinaires, de partager leurs émoluments ou honoraires avec un tiers ; ils ne peuvent en

accorder la remise partielle à leurs clients qu'avec l'autorisation de la Chambre de discipline.

Art. 88. — Les difficultés auxquelles l'application du présent tarif pourra donner lieu entre les avoués sont réglées par la Chambre de discipline.

Art. 89. — Les procédures introduites devant les Tribunaux et les Cours antérieurement à la date de publication du présent décret seront taxées d'après les tarifs anciens.

Art. 90. — Sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret les dispositions suivantes :

Les articles 67 à 79 et 81 à 151 du premier décret du 16 février 1807, contenant le tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour d'appel de Paris ;

Le tarif des frais de taxe faisant suite au deuxième décret du 16 février 1807, relatif à la liquidation des dépens ;

Le troisième décret du 16 février 1807, les décrets des 12 juin 1856, 30 avril et 13 décembre 1862, en tant qu'ils ont rendu communes à plusieurs Cours d'appel et Tribunaux les dispositions ci-dessus visées du tarif du 16 février 1807, pour la Cour d'appel et les Tribunaux du ressort de la Cour de Paris, et en ont fixé la réduction pour les autres ;

Les articles 7 à 19 de l'ordonnance du 10 octobre 1841, contenant le tarif des frais et dépens relatifs aux ventes judiciaires des biens immeubles ;

L'article 5 du décret du 9 mai 1893, portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893 relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un Conseil judiciaire ;

Le décret du 26 décembre 1898 relatif aux copies de pièces dues aux avoués.

Art. 91. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 décembre 1909.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

LOUIS NAIL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Les avoués. Leur rôle. Caractère du mandat qui leur est donné. Leur rémunération (émoluments).....	7
CHAPITRE II. — Historique. Tarifs de 1807.....	13
CHAPITRE III. — Historique. Tarif de 1903.....	17
CHAPITRE IV. — Historique. Retour aux tarifs de 1807. Projets de réforme. Tarif de 1920.....	23
CHAPITRE V — Economie générale du nouveau tarif..	27
A) Suppression des distinctions de classe entre les avoués. Tarif uniforme.....	27
B) Suppression de la distinction entre les affaires sommaires et les affaires ordinaires.....	28
C) Création d'un nouveau mode de calcul des émoluments.....	29
§ 1 ^{er} . — Droit fixe.....	30
§ 2. — Droit proportionnel.....	31
Comment calculer l'intérêt en litige ?.....	32
Evaluation du litige dans certaines affaires....	33
Détermination du litige portant sur un immeuble.....	36
Demandes portant sur un intérêt pécuniaire....	37
Demandes formées séparément.....	39
Demandes ne résultant pas de convention.....	39
§ 3. — Déboursés.....	40
Frais de papeterie et d'impression autorisés..	41
Copies ou extraits de pièces à signifier.....	42
Copie collationnée et copie d'extrait de notification de contrat.....	44
Frais de voyage.....	44
Frais de correspondance.....	45
§ 4. — Honoraires.....	46

	Pages
CHAPITRE VI. — Droits et émoluments alloués aux avoués de première instance.....	49
§ 1 ^{er} . — Instances sur demandes principales.....	49
A) Instances contradictoires.....	50
Droit fixe.....	50
Droit proportionnel.....	51
B) Instances par défaut.....	53
Défaut contre partie.....	53
Défaut contre avoué.....	54
Défaut profit joint.....	54
Opposition.....	55
c) Tierce opposition et requête civile.....	56
§ 2. — Incidents.....	57
A) Exceptions, nullités, fins de non-recevoir....	58
B) Garantie, intervention.....	59
c) Désistement, transaction.....	60
d) Mesures d'instruction.....	61
§ 3. — Demandes en partage et en homologation..	63
§ 4. — Ventes judiciaires de meubles et d'immeubles.	64
A) Dispositions communes à toutes les ventes..	64
B) Vente sur baisse de mise à prix.....	68
c) Vente sur surenchère.....	69
d) Vente sur folle enchère.....	69
E) Adjudication.....	70
f) Ventes renvoyées devant notaires.....	71
g) Ventes renvoyées devant un autre Tribunal..	71
H) Incidents de vente ou de saisie.....	72
I) Abandon de la procédure.....	73
§ 5. — Purge des hypothèques.....	74
A) Purge des hypothèques légales.....	74
B) Purge des hypothèques inscrites.....	74
§ 6. — Ordres et contributions.....	75
A) Poursuites d'ordres.....	75
B) Productions à l'ordre.....	75
c) Homologation d'un procès-verbal de règle- ment amiable.....	76
d) Contestations et incidents d'ordres.....	76

	Pages
E) Référé à la requête du propriétaire créancier de loyers ou de fermages.....	77
F) Libération de l'acquéreur du prix d'immeuble.....	77
§ 7. — Procédures diverses.....	78
A) Chambre du Conseil.....	78
B) Délivrance de legs et envoi en possession..	81
C) Ordonnances sur référés.....	82
D) Ordonnances sur requêtes.....	82
E) Acceptations et renonciations.....	83
F) Matières diverses.....	83
Affaires criminelles et correctionnelles.....	83
Bordereaux hypothécaires.....	84
§ 8. — Déboursés.....	84
CHAPITRE VII. — Droits et émoluments alloués aux avoués des Cours d'appel.....	87
§ 1 ^{er} . — Instances sur demandes principales.....	87
A) Instances contradictoires.....	88
Droit fixe.....	88
Droit proportionnel.....	88
B) Instances par défaut.....	90
Défaut contre partie.....	90
Défaut contre avoué.....	90
Défaut profit joint.....	91
Opposition.....	91
C) Tierce opposition et requête civile.....	92
§ 2. — Incidents.....	93
A) Appels des jugements sur incidents.....	93
B) Incidents se produisant au cours des instances d'appel.....	94
C) Appels des jugements avant dire droit ou sur incident.....	94
D) Garantie.....	96
E) Intervention.....	96
F) Désistement. Transaction.....	97
G) Mesures d'instruction.....	98
§ 3. — Demandes en partage et en homologation. Ventes, purges, ordres et contributions.....	100
§ 4. — Procédures et matières diverses.....	101
A) Délivrance de legs.....	101

	Pages
B) Chambre du Conseil.....	102
C) Appels d'ordonnances rendues en référé....	103
D) Appels d'ordonnances rendues sur requêtes..	104
E) Appels de jugements déclaratifs de faillite, ou prononçant l'homologation, l'annulation ou la résolution d'un concordat.....	104
F) Appels des jugements correctionnels et affaires criminelles.....	105
G) Arrêts rendus sur requête.....	106
H) Ordonnances sur requêtes.....	106
I) Bordereaux hypothécaires.....	107
§ 5. — Déboursés.....	107
A) Frais de papeterie et d'impression.....	107
B) Copiés de pièces ou extraits à signifier.....	108
C) Frais de voyage.....	108
D) Frais de correspondance.....	108
CHAPITRE VIII. — Dispositions générales et disposi- tions transitoires.....	109
§ 1 ^{er} . — Détermination du droit proportionnel maxi- mum à percevoir.....	109
§ 2. — Registre de recettes.....	110
§ 3. — Division des états de frais.....	113
§ 4. — Droit de rétention.....	113
§ 5. — Partage ou remise d'émoluments.....	114
§ 6. — Avis et arbitrage de la Chambre de discipline.	115
§ 7. — Fixation de la date de la mise en vigueur du nouveau tarif.....	116
§ 8. — Abrogation de divers décrets et ordonnances.	118
ANNEXE. — Texte du décret du 17 janvier 1920.....	121
TABLE DES MATIÈRES.....	157



ANGERS, IMP., 6, RUE CHAPERONNIÈRE
